

## Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

### Absents :

## Commission Communale des Impôts Directs

### Complément à la liste de contribuables proposée par le Conseil Municipal le 22 mai 2014 (DCM n° 2014/185)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La liste des 32 contribuables adoptée par Délibération du Conseil Municipal du 22 mai 2014 qui a été communiquée à la Direction Générale des Finances Publiques pour la constitution de la Commission Communale des Impôts Directs (CCID) de Montpellier doit être complétée de deux noms, soit un commissaire titulaire et un commissaire suppléant domiciliés en dehors de la Commune et inscrits au rôle des impôts locaux de la Commune.

Sont proposés pour compléter la liste initiale,

- comme commissaire titulaire : Monsieur LAUSSEL Jérôme, né le 28 mars 1963 à Montpellier, gérant de société, domicilié 545 avenue des Genévriers à Saint-Clément de Rivière (34980) et contribuable à la taxe foncière sur les propriétés bâties à Montpellier,
- comme commissaire suppléant : Madame DELBOSC Evelyne, née le 25 novembre 1958 à Paris, hôtelière, domiciliée 2 rue Toscane à Lattes (34970) et contribuable à la taxe foncière sur les propriétés bâties, ainsi qu'à la contribution économique territoriale à Montpellier.

En outre, compte tenu des déplacements que les Commissaires sont amenés à faire pour siéger à la CCID, il paraît souhaitable de leur remettre sur demande une carte de transport public de 10 trajets pré-payés. Cette carte pourra être renouvelée sur restitution de celle entièrement utilisée toutes les 5 CCID.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :**

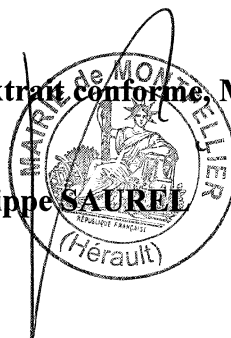
- proposer à Madame la Directrice Régionale des Finances Publiques les deux noms des ci-dessus, en complément de ceux portés sur la liste initiale,
- demander à Madame la Directrice Régionale des Finances Publiques de bien vouloir désigner les 8 commissaires titulaires et les 8 commissaires suppléants au moyen du complément présentement ajouté à la liste initiale,
- autoriser l'envoi d'une carte de transport public de 10 trajets qui sera jointe à la première convocation de la Commission aux commissaires qui en feront la demande.

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 03 octobre 2014**



## Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

### Absents :

## Commission d'Evaluation des Transferts de Charges de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Désignation des représentants de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'article 836 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 a organisé la procédure d'évaluation des transferts de charges entre les communes et les EPCI à fiscalité propre. Cette procédure est codifiée au Code Général des Impôts (article 1609 nonies CIV).

La loi dispose qu'il est créé entre les communes et l'établissement public de coopération intercommunal une commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges. Ce dispositif a pour objectif de permettre un juste calcul des attributions de compensation.

Les membres de cette commission doivent être désignés par les Conseils Municipaux en leur sein. Un conseiller municipal siégeant au Conseil de Communauté peut également être membre de cette commission.

Le Conseil de Communauté d'Agglomération a délibéré dans sa séance du 24 juin 2002 sur la création, la composition et le règlement intérieur de la commission locale d'évaluation des transferts de charge.

### COMPOSITION de la COMMISSION

La Commission d'évaluation des transferts de charges de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est composée de 92 membres désignés en leur sein par les Conseils Municipaux.

La répartition des sièges entre les communes s'effectue selon des modalités identiques à celle de la représentation au Conseil de Communauté, à la représentation proportionnelle de la population, chaque commune devant bénéficier d'un représentant, aucune commune ne pouvant avoir plus de la moitié des sièges.

Le nombre de délégués par Conseil Municipal au sein de la commission est égal au nombre de sièges que possède la commune au Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Notre commune dispose donc de **46 représentants titulaires et 19 suppléants**.

#### REGLEMENT INTERIEUR de la COMMISSION

La commission est convoquée à sa première séance par le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La commission élit, dès sa première réunion, un Président et un Vice-Président. Elle élit, également à cette même séance, en son sein, un groupe de pilotage de 38 membres qui aura pour objectif d'élaborer le rapport qui sera soumis au vote de la commission.

La commission peut faire appel à un expert indépendant.

Le projet de rapport, élaboré par le groupe de pilotage, est soumis à la commission qui en débat et doit l'approuver à la majorité simple.

Le rapport établit, commune par commune, le coût net des charges transférées à la communauté d'agglomération et le cas échéant, des charges transférées aux communes.

Le Président de la Communauté d'Agglomération saisit immédiatement les Conseils Municipaux des communes membres qui ont un mois pour se prononcer sur le rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges.

L'approbation de ce rapport est soumise aux conditions habituelles de majorité qualifiée des conseils municipaux (2/3 des conseils municipaux représentant plus de 50 % de la population ou 50 % des conseils municipaux représentant plus de 2/3 de la population) prévues à l'article L 5211-5 II du C.G.C.T.

Une fois ce rapport approuvé, le montant des attributions de compensation est recalculé commune par commune.

A la suite du renouvellement de l'assemblée délibérante et de l'élection du Maire et des Adjoints, il est proposé au Conseil municipal de désigner les représentants de la ville de Montpellier auprès de cette instance.

#### **Ont été élus :**

##### **Titulaires :**

SAUREL Philippe  
JANNIN Stéphanie  
LEVITA Max  
SANTARELLI Marie-Hélène  
EL KANDOUSSI Abdi  
MARSALA Isabelle  
TRAVIER Bernard  
BODKIN Maud  
CASTRE Gérard  
MIRALLES Patricia  
BARRAL Guy  
YAGUE Annie  
ABERT Fabien  
ACQUIER Lorraine  
COUSQUER Jean-Luc  
DASYLVA-PEYRIN Titina  
YOUSSEUS Rabii  
MARION Chantal  
KRZYZANSKI Pascal  
PHOUTTHASANG Khanthaly  
TORTORICI Sauveur  
KERANGUEVEN Sonia  
MALEK Jérémie  
BOUALLAGA Sabria  
COTTE Robert  
DRAY-FITOUSSI Michèle



COUR Christophe  
BARTHAS-ORSAL Valérie  
DE VERBIZIER Henri  
LEVY-RAMEAU Chantal  
DI RUGGIERO Jean-Marc  
NAVARRE Caroline  
MOURE Jean-Pierre  
FRECHE Julie  
MAJDOUL Mustapha  
VIGNAL Patrick  
PEREZ Véronique  
DOMERGUE Jacques  
BRISAUD Anne  
DEMON Véronique  
LANNELONGUE Gérard  
DANAN Perla  
CANAUD Nancy  
DUMONT Christian  
JAMET France  
BOUMAAZ Djamel

**Suppléants :**

ROUSSEL-GALIANA Brigitte  
CHARDES Mylène  
DE SAINT-JOUAN Cédric  
ALBERNHE Luc  
PALAU Fabrice  
RIVAS Patrick  
SALOMON Samira  
ASSIE Rémi  
MARTIN-PRIVAT Dominique  
HALUSKA Vincent  
LIZA Nicole  
MAILLET Henri  
KNAPNOUGEL Anne-Louise  
DELAFOSSÉ Michaël  
BONNET Françoise  
MARTIN Hervé  
HART Clare  
LARUE Alex  
LLEDO Audrey

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 03 octobre 2014**

## **FINANCES – COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES TRANSFERTS DE CHARGES (CLETC) : COMPOSITION ET RÈGLEMENT INTÉRIEUR- MODIFICATION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

L'article 86 de la loi n°99-586 du 12 juillet 1999 a organisé la procédure d'évaluation des transferts de charges entre les communes et les EPCI à fiscalité propre dans le cadre du régime de la Taxe Professionnelle Unique. Cette procédure est codifiée au Code Général des Impôts (article 1609 nonies C IV).

La loi dispose qu'une commission est créée entre les Communes et la Communauté d'Agglomération afin de valoriser les transferts de compétences réalisés et afin de permettre un juste calcul des attributions de compensations.

Elle est amenée à se prononcer :

- l'année de passage en Taxe Professionnelle Unique ;
- lors de tout transfert de charges ultérieur.

Les membres de cette commission sont désignés par les Conseils Municipaux en leur sein. Un conseiller municipal siégeant au Conseil de Communauté peut également être membre de cette commission.

### **COMPOSITION DE LA COMMISSION**

La commission d'évaluation des transferts de charges de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est composée de 92 membres désignés en leur sein par les Conseils Municipaux.

La répartition des sièges entre les Communes s'effectue selon les modalités identiques à celle de la représentation au Conseil de Communauté, à la représentation proportionnelle de la population, chaque Commune devant bénéficier d'un représentant, aucune commune ne pouvant avoir plus de la moitié des sièges.

Le nombre de délégués par le Conseil Municipal au sein de la commission est égal au nombre de sièges que possède la Commune au Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Les Conseils Municipaux doivent délibérer pour désigner leur(s) représentant(s), dans un délai de trois mois à compter de la notification faite par le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A défaut de délibération dans le délai de trois mois la Commune est représentée par son Maire.

Chaque commune a la possibilité de désigner autant de suppléants qu'elle a de titulaires.

### **REGLEMENT INTERIEUR DE LA COMMISSION**

La commission est convoquée à sa première séance par le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La commission élit, dès sa première réunion, un Président et un Vice-Président.

Elle élit, également à cette même séance, en son sein, un groupe de pilotage de 28 membres qui pourra être sollicité pour l'élaboration du rapport qui sera soumis au vote de la commission. Chaque commune non représentée dans le groupe de pilotage de 28 membres peut désigner un représentant ayant voix consultative.

La commission peut faire appel à un expert indépendant.

Le projet de rapport est soumis à la commission qui en débat et doit l'approuver à la majorité simple.

Le rapport établit, commune par commune, le coût net des charges transférées à la communauté d'agglomération et le cas échéant des charges transférées aux communes.

Le Président de la commission remet au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier le rapport approuvé de la commission.

Le Président de la Communauté d'Agglomération saisit immédiatement les Conseils Municipaux des Communes membres qui doivent se prononcer dans un délai de deux mois maximum sur le rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges.

L'approbation de ce rapport est soumise aux conditions habituelles de majorité qualifiée des conseillers municipaux (2/3 des conseils municipaux représentant plus de 50 % de la population ou 50

Délibération n° 12297

% des conseils municipaux représentant plus de 2/3 de la population) prévues par l'article L.5211-5 II du Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.)

Une fois ce rapport approuvé, le montant des attributions de compensation est recalculé commune par commune.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la nouvelle composition de la commission ;
- approuver la modification de son règlement intérieur ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 30/06/14

Déposé En Préfecture

Le : 30/06/14

Numéro de l'acte :

034-243400017-20140619-lmc182474-DE-1-1

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

## Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

### Absents :

## Maison de la Justice et du Droit (MJD) Désignation du représentant de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les Maisons de Justice et du Droit (MJD) ont été créées par la loi du 18 décembre 1998, relative à l'accès au droit et à la résolution à l'amiable des conflits.

La Maison de Justice et du Droit de Montpellier, a été prévue dans le Contrat local de sécurité de la Ville de Montpellier, en date du 5 juillet 1999 et a été inaugurée le 28 avril 2000. Depuis l'année dernière, le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance en assure la gestion et le suivi, en remplacement de la Direction de la Cohésion sociale, en lien avec le Conseil Départemental de l'Accès au Droit (CDAD), groupement d'intérêt public, qui a pour mission essentielle de définir et de mettre en œuvre une politique de développement de l'aide à l'accès au droit.

Les MJD sont des lieux de Justice et d'information juridique, gérés par du personnel judiciaire (en général un Greffier). Elles sont créées, dans des communes ou des quartiers éloignés des Palais de Justice, pour une Justice plus proche des habitants et plus rapide.

Différents acteurs (magistrats, policiers, éducateurs, travailleurs sociaux,) assurent une présence judiciaire, répondant à la petite délinquance quotidienne (actions de prévention, d'insertion et de réinsertion, mesures alternatives aux poursuites pénales).

Des professionnels du droit (avocats, Huissiers, notaires ) et des associations spécialisées de juristes notamment dans le domaine des petits litiges civils (logement, consommation, surendettement) ainsi qu'en matière familiale en proposant des solutions à l'amiable (conciliation, médiation...), assurent une mission d'information juridique.

447

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de désigner un représentant de la Ville.

**A été élue :**

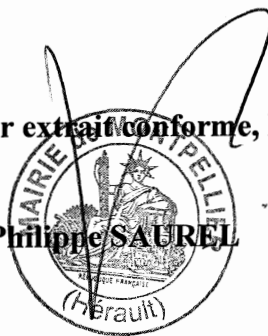
Maud BODKIN

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 03 octobre 2014**



1260.85

CONVENTION RELATIVE A LA CRÉATION  
ET AU FONCTIONNEMENT  
DE LA MAISON DE JUSTICE ET DU DROIT  
DE MONTPELLIER du 28/4/00

marquée le 13/10/00

**ENTRE**

- Le Préfet de l'Hérault - Préfet de la région Languedoc-Roussillon
- Le Maire de Montpellier - Député de l'Hérault
- Le Président du Conseil Général de l'Hérault - Sénateur
- Le Président du Tribunal de Grande Instance de Montpellier
- Le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier
- Le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du barreau de Montpellier
- Le Directeur Départemental de la Protection Judiciaire de la Jeunesse de l'Hérault
- Le Directeur du Service d'Insertion et de Probation de l'Hérault

**PRÉAMBULE**

Le cinq juillet mil neuf cent quatre vingt dix neuf, le Contrat Local de Sécurité de la ville de MONTPELLIER a été signé et rendu public. Dans ce cadre, il a été prévu la création d'une Maison de Justice et du Droit. La présente convention a pour but de préciser et d'arrêter les modalités de création et de fonctionnement de cette structure.

# Article 1

Il est créé par les signataires de la présente Convention une Maison de Justice et du Droit sur le territoire de la ville de MONTPELLIER, située dans le quartier de la PAILLADE au 133 rue de Bari, lieu mis à disposition de l'autorité judiciaire par la Municipalité de Montpellier (délibération du Conseil Municipal du 27 mars 2000).

## MISSIONS DE LA MAISON DE JUSTICE ET DU DROIT

# Article 2

Cette Maison de Justice a pour objet de développer des réponses alternatives pour lutter contre la petite et moyenne délinquance et le sentiment d'impunité. Elle constitue un cadre privilégié pour mettre en oeuvre des mesures de médiation et conciliation judiciaires en matière civile, pour mener des actions d'aide aux victimes et d'aide à l'accès au droit en coordination avec le Conseil Départemental de l'accès au Droit, dans les départements où un tel organisme a été institué.

Elle a à la fois une mission judiciaire et une mission d'accueil, d'information juridique et d'orientation du public.

# Article 3

La réponse judiciaire adaptée à certaines formes de délinquance urbaine mise en oeuvre dans cette Maison de Justice et du Droit fait partie intégrante de la politique pénale déterminée par le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de MONTPELLIER, dans le cadre des attributions exclusives qu'il tient de la Loi.

Elle a pour fondement la commission d'une infraction et pour cadre d'appréciation l'opportunité des poursuites.

Elle a pour but d'apaiser le trouble social causé par l'infraction, d'en prévenir la réitération et de faire réparer immédiatement le dommage causé à la victime.

Elle a pour moyen, notamment, le rappel à la Loi, la réparation, le classement sous condition et la médiation pénale.

## **A**rticle 4

La mission d'accueil, d'aide et d'information du justiciable vise à offrir aux habitants de MONTPELLIER, et en particulier aux plus démunis d'entre eux, les moyens de se repérer dans les circuits administratifs et judiciaires, à faciliter leur accès au droit, et à leur apporter un soutien matériel, moral et juridique immédiat lorsqu'ils ont été victimes d'infraction.

Elle est assurée, selon la spécificité des fonctions de chaque intervenant, par :

- le greffier chargé de l'accueil, responsable de la Maison de Justice et du Droit, assisté d'un agent de justice
- les permanences et conditions d'intervention des avocats du barreau de MONTPELLIER qui seront définies dès la mise en oeuvre du Conseil Départemental de l'Aide Juridique.
- les permanences des associations d'aide aux victimes et de médiation
- les éducateurs de la Protection Judiciaire de la Jeunesse et les conseillers d'insertion et de probation
- le(s) délégué(s) du Procureur de la République
- tous autres intervenants habilités par le comité de pilotage dans le cadre des objectifs de la Maison de la Justice et du Droit

## **A**rticle 5

La Maison de Justice et du Droit est placée sous l'autorité de Monsieur le Président et de Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de MONTPELLIER



## **A**rticle 6

Outre ses fonctions de coordination, la mission générale de rappel à la Loi est assurée, en Maison de Justice et du Droit, par le magistrat du Parquet en relais avec un ou plusieurs Délégués du Procureur.

## **A**rticle 7

Un "éducateur référent" choisi par le Procureur de la République sur proposition du Directeur Départemental de la Protection Judiciaire de la Jeunesse participe - à la demande du magistrat coordonnateur - aux réunions partenariales utiles.

Le Magistrat coordonnateur est le Procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Montpellier ou tout magistrat du parquet délégué.

## **A**rticle 8

La médiation pénale et le suivi des classements sous condition sont confiés à l'Association de Médiation Pénale Montpelliéraine ou tout autre intervenant habilité par la juridiction.

Les mesures de réparations, quant à elles, sont prises en charge par un service désigné par la Direction Départementale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse. Elles seront notamment assurées par la participation à l'exposition interactive dénommée "13-18 questions de justice", qui sera animée par un éducateur de la Protection Judiciaire de la Jeunesse.

## **A**rticle 9

L'accueil et le secrétariat du magistrat coordonnateur sont assurés par un greffier volontaire nommé par le greffier en chef en accord avec les chefs de juridiction.

### **FONCTIONNEMENT DE LA MAISON DE JUSTICE**

## **A**rticle 10

Il est créé un Comité de Pilotage présidé par Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance de MONTPELLIER et composé des signataires de la présente convention.

Les représentants des services extérieurs de l'Etat, les présidents des associations concernées par la Maison de Justice et du Droit et de toutes structures associatives pouvant être amenées à développer un partenariat avec la Maison de Justice et du Droit, peuvent être invités, à la demande de l'un des membres fondateurs, à participer aux travaux du Comité de Pilotage. Le Commissaire central de Montpellier est invité d'office.

## **A**rticle 11

Le Comité de Pilotage - pour ce qui concerne l'activité proprement judiciaire de la Maison de Justice et du Droit - est informé des orientations retenues par l'institution judiciaire, des résultats obtenus sous forme statistique et des enseignements qui peuvent en être tirés en terme de dysfonctionnements sociaux, afin de permettre aux élus et aux responsables locaux de la politique de la ville d'agir plus efficacement au plan de la prévention et de l'action sociale.

Pour l'activité non spécifiquement judiciaire, il définit les orientations, décide de l'intervention

## PROCUREUR

des associations, de l'organisation générale, de la gestion, et met en place des dispositifs d'évaluation utiles.

Il arrête le projet de budget qui doit rappeler, outre les recettes et les dépenses relevant de co-financements, les postes intégralement pris en charge par les partenaires, soit :

PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE :

- les salaires des magistrats du parquet et, le cas échéant, du siège, ainsi que celui du greffier et de l'agent de justice et éventuellement les salaires des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire et de la protection judiciaire de la jeunesse
- les frais de Justice finançant la médiation et le suivi des classements sous condition
- les frais de téléphone / télécopie et de petites fournitures (papeterie)
- la maintenance informatique des matériels informatiques financés par le Ministère de la Justice

PAR LES COLLECTIVITÉS LOCALES ET TERRITORIALES :

1) - par la ville de Montpellier

- les salaires de la personne chargée du service ménager
- la mise à disposition des locaux et les charges liées à ces locaux (entretien ménager, chauffage, électricité, eau, assainissement) à l'exception des frais de téléphone / télécopie

2) - par le Conseil Général du Département de l'Hérault

- l'investissement mobilier nécessaire au fonctionnement de la structure.

## Article 12

La présente convention est signée pour une durée de trois années renouvelable.

Chacune des parties signataires peut la dénoncer à tout moment avec un préavis d'une année.

PROCUREUR

Lorsque la dénonciation émane du Préfet, des chefs de juridiction ou du Maire, la convention est résiliée de plein droit à l'expiration du délai de préavis.

Fait à MONTPELLIER le 28 AVR. 2000

Daniel CONSTANTIN,

Préfet de la région Languedoc-Roussillon,  
Préfet de l'Hérault,

André VEZINHET,



Georges FRECHE,

Deputé-maire de Montpellier,



Pierre DELMAS-GOYON,

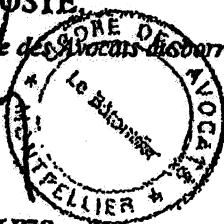
Président du Tribunal de Grande Instance de MONTPELLIER,

Léonard BERNARD DE LA GATINAIS,

Procureur de la République près ledit Tribunal,

Charles-Henri GOSTE,

Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du Barreau de MONTPELLIER,



Michel PERDIGUES,

Directeur Départemental de la  
Protection Judiciaire de la Jeunesse,

Charles FORPERT,

Directeur du  
Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation

## Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

### Absents :

## Adoption de l'avenant à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public pour le développement social et urbain de l'Agglomération de Montpellier (G.I.P – D.S.U.A Montpellier)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Groupement d'intérêt Public pour le Développement Social et Urbain de l'Agglomération de Montpellier (GIP-DSUA) a été créé par l'arrêté n°2001/01/2168 du 6 juin 2001.

Les principales missions du GIP sont :

- le pilotage du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) sur les territoires Politique de la Ville,
- la mise en œuvre des projets territoriaux de cohésion sociale sur les territoires Mosson, Cévennes et Centre,
- l'articulation du volet social avec l'intervention sur l'urbain, le logement et le développement économique (animation du volet emploi dans les quartiers en rénovation urbaine dont les clauses sociales, suivi financier des PRU et de la convention de gestion urbaine de proximité sur le PRU Centre, suivi du programme urbain intégré FEDER).

Sur la base d'une nouvelle géographie prioritaire proposée fin juin 2014 comprenant de nouveaux quartiers, l'Etat a lancé la phase de préparation des nouveaux contrats de ville qui sont appelés à succéder aux CUCS et qui constitueront le cadre unique de mise en œuvre de la politique de la ville pour la période 2015-2020.

Pour assurer à la fois l'élaboration du contrat de ville jusqu'à sa signature au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2015, la mise en œuvre des premières mesures du contrat et de l'appel à projets 2015 auprès des opérateurs, la poursuite des actuelles missions du GIP liées au CUCS, aux PRU (suivi des engagements financiers et des clauses sociales) et au Programme urbain intégré FEDER, il est proposé que le GIP soit prorogé pour une durée de 2 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

La mise en œuvre opérationnelle du contrat de ville après signature nécessitera un ajustement des missions qui sera débattu le moment opportun.

Enfin, dans le cadre de la Loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 24 février 2014, l'Etat a souhaité que le pilotage stratégique du futur contrat de ville soit assuré au niveau de l'Agglomération. Afin de tenir compte de cette évolution, il est proposé de modifier la répartition des droits statutaires entre la Ville de Montpellier et Montpellier Agglomération. Les autres membres conservent leurs droits statutaires actuels.

Une proposition de modification de la convention constitutive a donc été validée lors du Conseil d'Administration du GIP-DSUA le 26 août 2014.

Plusieurs articles sont concernés :

- *Article 5 : Délimitation géographique*

Modification de la délimitation géographique du groupement dans les termes suivants : « *Le groupement a compétence sur le territoire de l'Agglomération de Montpellier et plus particulièrement sur les quartiers prioritaires et/ou en renouvellement urbain* ».

- *Article 6 : Durée*

Modification de la durée du groupement dans les termes suivants : « *Le groupement a pris effet et donc acquis la personnalité morale, à la date de publication de l'arrêté préfectoral d'approbation, soit le 1<sup>er</sup> juillet 2001, pour une durée de 7 ans. Il a été prorogé une première fois et ce jusqu'au 31 décembre 2013, puis une seconde fois jusqu'au 31 décembre 2014. Il est prorogé une troisième fois jusqu'au 31 décembre 2016* ».

- *Article 11 : Droits et obligations*

Evolution des droits statutaires pour prendre en compte l'obligation fixée par la Loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 24 février 2014 : « *Dans leurs rapports entre eux, et à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, les droits statutaires des membres du groupement sont répartis comme suit :*

Droits statutaires	[en %]
Montpellier Agglomération	37
Etat	20
Ville de Montpellier	18
Département de l'Hérault	18
C.C.A.S	3
C.D.C	2
S.C.E.T	1
C.A.F	1

- *Article 19 : Assemblée générale*

Evolution de la composition des membres de l'assemblée générale du groupement dans les termes suivants : « *L'assemblée générale est composée de l'ensemble des 8 membres du groupement ayant nommé 15 représentants selon les modalités suivantes, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 :*

- *3 représentants de l'Etat (M. le Préfet ou son représentant, M. le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale ou son représentant, Mme la Directrice Départementale des Territoires et de la Mer ou son représentant) ;*
- *4 représentants de la communauté d'agglomération de Montpellier ou leurs suppléants ;*
- *2 représentants de la Ville de Montpellier ou leurs suppléants ;*
- *2 représentants du Département de l'Hérault ou leurs suppléants ;*
- *1 représentant du C.C.A.S ;*
- *1 représentant de la C.D.C ;*
- *1 représentant de la S.C.E.T ;*
- *1 représentant de la C.A.F. »*

- *Article 19.2 : Modalités de vote*

Modification des modalités de vote au sein de l'assemblée générale du groupement dans les termes suivants : « *Les modalités de vote sont définies conformément à la répartition des droits statutaires fixés à l'article 11 selon la méthode suivante, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 :*

Droits statutaires	[en %]
Montpellier Agglomération	37
Etat	20
Ville de Montpellier	18

Département de l'Hérault	18
C.C.A.S	3
C.D.C	2
S.C.E.T	1
C.A.F	1

- *Article 20.2 : Conseil d'administration - Composition*

Evolution de la composition des membres du conseil d'administration du groupement dans les termes suivants :  
*« L'assemblée générale est composée de l'ensemble de 10 membres, élus par l'assemblée générale ou désignés, pour la même durée que le groupement ou pour une durée inférieure et renouvelable, selon les modalités suivantes, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 :*

- 2 représentants de l'Etat ;
- 2 représentants de la communauté d'agglomération de Montpellier ou leurs suppléants ;
- 1 représentant de la Ville de Montpellier ou leurs suppléants ;
- 1 représentant du Département de l'Hérault ou leurs suppléants ;
- 1 représentant du C.C.A.S ;
- 1 représentant de la C.D.C ;
- 1 représentant de la S.C.E.T ;
- 1 représentant de la C.A.F. »

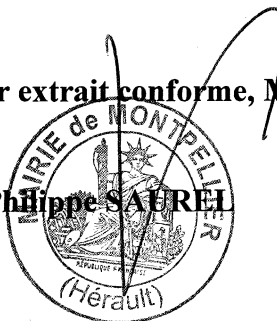
**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver l'avenant à la convention constitutive annexé à la présente délibération,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 03 octobre 2014**



## **Groupement d'intérêt public pour le développement social et urbain de l'agglomération de Montpellier**

---

# **Convention constitutive**

Approuvée par arrêté préfectoral du 6 juin 2001  
(arrêté n° 2001-I-2168)

Modifiée par arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> décembre 2003  
(arrêté n° 2003-01-4257)

Modifiée par arrêté préfectoral du 20 août 2004  
(arrêté n° 2004-01-1992)

Modifiée par arrêté préfectoral du 21 mai 2008  
(arrêté n° 2008-01-1271.)

Modifiée par arrêté préfectoral du 9 octobre 2009  
(arrêté n° 2009-01-2651)

Modifiée par arrêté préfectoral du 28 mars 2011  
(arrêté n° 2011/0029)

Modifiée par arrêté préfectoral du 3 mai 2012  
(arrêté n° 2012/0106)

Modifiée par arrêté préfectoral du 16 septembre 2013  
(arrêté n° 2013/0146)

Modifiée par arrêté préfectoral du .....  
(arrêté n° ...../.....)



## Table des matières

TITRE I CONSTITUTION .....	3
Article 1er : Constitution.....	3
Article 2 : Dénomination .....	3
Article 3 : Objet .....	4
Article 4 : Siège social.....	4
Article 5 : Délimitation géographique.....	4
Article 6 : Durée .....	4
Article 7 : Adhésion .....	4
Article 8 : Retrait et exclusion .....	4
TITRE II CAPITAL - DROITS ET OBLIGATIONS - CONTRIBUTION DES PARTENAIRES - EQUIPEMENTS ET MATERIELS - PERSONNEL .....	5
Article 9 : Capital.....	5
Article 10 : Contribution des partenaires au financement .....	5
Article 11 : Droits et obligations .....	5
Article 12 : Equipements et matériels.....	6
Article 13 : Personnel mis à disposition ou détaché .....	6
Article 14 : Personnel propre au groupement .....	6
Article 15 : Plan de formation .....	7
TITRE III GESTION - TENUE DES COMPTES .....	8
Article 16.....	8
Article 17 : Tenue des comptes.....	8
Article 18 : Contrôle économique et financier de l'Etat .....	8
TITRE IV ORGANISATION - ADMINISTRATION .....	9
Article 19 : Assemblée générale.....	9
Article 20 : Conseil d'administration.....	10
Article 21 : Présidence du conseil d'administration .....	11
Article 22 : Directeur du groupement.....	11
Article 23 : Commissaire du Gouvernement .....	12
Article 24 : Instances de concertation et de négociation .....	12
TITRE V DISPOSITIONS DIVERSES .....	12
Article 25 : Règlement intérieur.....	12
Article 26 : Dissolution anticipée .....	12
Article 27 : Dissolution et liquidation.....	13
Article 28 : Condition suspensive.....	13

460

## **TITRE I CONSTITUTION**

**Objet : délimitation géographique. – Adhésion Retrait. - Exclusion**

Vu la loi n° 2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine ;

Vu le décret n°2004-123 du 9 février 2004 relatif à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine ;

Vu la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances ;

Vu le décret n° 2006-945 du 28 juillet 2006 relatif à l'agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances ;

Vu la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ;

Vu le décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public ;

Vu le décret n° 2013-292 du 5 avril 2013 relatif au régime de droit public applicable aux personnels des groupements d'intérêt public ;

Vu la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

### **Article 1er : Constitution**

Le groupement d'intérêt public est constitué entre les 8 membres suivants, signataires de la présente convention.

#### **Personnes morales de droit public :**

- **L'Etat représenté par Monsieur le Préfet de l'Hérault,**
- **La Ville de Montpellier représentée par son Maire,**
- **La Communauté d'Agglomération de Montpellier représentée par son Président,**
- **Le Conseil Général de l'Hérault représenté par son Président,**
- **La Caisse des Dépôts et Consignations représentée par son Directeur Général,**
- **Le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier représenté par son Président,**

#### **Personnes morales de droit privé :**

- **La société Services, Conseil, Expertises, Territoires représentée par son Directeur interrégional,**
- **La Caisse d'Allocations Familiales de L'Hérault représentée par son Directeur.**

### **Article 2 : Dénomination**

Le groupement est dénommé :

**GIP pour le développement social et urbain de l'agglomération de Montpellier prenant pour sigle G.I.P. D.S.U.A. Montpellier et désigné ci-après « le groupement ».**

### **Article 3 : Objet**

Le groupement a pour objet, l'élaboration et la mise en cohérence d'une politique concertée de développement économique, social et urbain, notamment au travers de tous les dispositifs d'intervention en faveur des quartiers prioritaires.

### **Article 4 : Siège social**

Le siège social du groupement est fixé :

- Au siège de la Ville de Montpellier : 1, Place Georges Frêche 34267 Montpellier Cedex 2.

Il pourra être transféré en un autre lieu par décision du Conseil d'administration.

### **Article 5 : Délimitation géographique**

Le groupement a compétence sur le territoire de l'agglomération de Montpellier et plus particulièrement sur les quartiers prioritaires et/ou en renouvellement urbain.

### **Article 6 : Durée**

Le groupement a pris effet et donc acquis la personnalité morale, à la date de la publication de l'arrêté préfectoral d'approbation, soit le 1<sup>er</sup> juillet 2001, pour une durée de 7 ans.

Il a été prorogé une première fois, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2008 et ce jusqu'au 31 décembre 2013, puis une seconde fois jusqu'au 31 décembre 2014. Il est prorogé une nouvelle fois jusqu'au 31 décembre 2016.

### **Article 7 : Adhésion**

Au cours de son existence, le groupement peut accepter de nouveaux membres dont la contribution au financement du fonctionnement du groupement justifie l'adhésion.

La demande d'adhésion est formulée par écrit, agréée par l'Assemblée générale et se traduit par la signature de la présente convention.

Un avenant à la présente convention devra prévoir les droits et obligations du nouveau membre. Cet avenant devra être approuvé par l'Assemblée générale et par arrêté préfectoral pris et publié dans les mêmes formes que l'arrêté d'approbation constitutif.

### **Article 8 : Retrait et exclusion**

Toute personne morale de droit public ou privé membre du groupement peut, en cours d'exécution de la présente convention, se retirer du groupement à l'expiration de l'exercice budgétaire, sous réserve qu'elle ait notifié son intention trois mois avant la fin de cet exercice.

Un avenant à la présente convention devra prévoir les modalités, notamment financières, de ce retrait, en fonction du niveau de contribution et des frais engagés pour le fonctionnement du groupement.

Cet avenant devra être approuvé par l'assemblée générale et par arrêté préfectoral pris et publié dans les mêmes formes que l'arrêté d'approbation de la présente convention.

L'assemblée générale peut prononcer l'exclusion d'une personne morale de droit public ou privé en cas d'inexécution de ses obligations ou pour faute grave. Un représentant du membre concerné est entendu au préalable. Dans ce cas, les stipulations prévues pour le retrait sont applicables.

## **TITRE II CAPITAL - DROITS ET OBLIGATIONS - CONTRIBUTION DES PARTENAIRES - EQUIPEMENTS ET MATERIELS - PERSONNEL**

### **Article 9 : Capital**

Le groupement est constitué sans capital initial.

### **Article 10 : Contribution des partenaires au financement**

Les contributions des membres aux activités et aux charges du groupement sont déterminées dans un protocole annexe à la présente convention.

Ces contributions peuvent être fournies :

- sous forme de participation financière ;
- sous forme de mise à disposition de personnels ;
- sous toute autre forme de contribution au fonctionnement du groupement, notamment la mise à disposition de locaux et matériel. La valeur de cette contribution est appréciée d'un commun accord.

### **Article 11 : Droits et obligations**

Dans leurs rapports entre eux et à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, les droits statutaires des membres du groupement sont répartis en fonction de l'apport respectif de chacun, défini à l'article précédent.

<b>Droits statutaires</b>	<b>(en %)</b>
Montpellier Agglomération	37
Etat	20
Ville de Montpellier	18
Département de l'Hérault	18
C.C.A.S.	3
C.D.C.	2
S.C.E.T.	1
C.A.F.	1

Dans leurs rapports avec les tiers, les membres ne sont pas solidaires ; ils sont responsables des dettes du groupement à proportion de leurs droits statutaires.

## **Article 12 : Equipements et matériels**

Les équipements et matériels mis à disposition par des membres du groupement restent leur propriété ; ils leur reviennent à la dissolution du groupement.

Le matériel acheté par le groupement appartient au groupement. Il est dévolu en cas de dissolution du groupement conformément aux règles établies à l'article 26 ci-dessous.

## **Article 13 : Personnel mis à disposition ou détaché**

Les personnels mis à disposition du groupement par ses membres conservent leur statut d'origine. Leur employeur d'origine garde à sa charge leurs rémunérations et prestations annexes, leurs assurances professionnelles et la responsabilité de leur avancement. Ils sont placés sous l'autorité fonctionnelle du directeur du groupement.

Ces personnes sont remises à la disposition de leur organisme d'origine :

- à leur demande ;
- par décision du conseil d'administration, notamment en cas de faute grave et pour raison disciplinaire ;
- à la demande de l'organisme d'origine, à l'issue de l'exercice budgétaire en cours, sous réserve d'avoir respecté un préavis de trois mois au minimum ;
- dans le cas où cet organisme se retire du groupement, dans les conditions de l'article 8 précité, à l'issue de l'exercice budgétaire en cours, sous réserve d'avoir respecté un préavis de trois mois minimum ;
- en cas de liquidation, dissolution, ou absorption de cet organisme.

Des personnels peuvent également être détachés auprès du groupement par ses membres, en conformité avec les dispositions des statuts dont ils relèvent. Leurs rémunérations et prestations annexes, leurs assurances professionnelles sont prises en charge par le groupement. Ils sont placés sous l'autorité fonctionnelle du directeur du groupement.

Ces personnes sont réintégrées dans leur organisme d'origine dans les mêmes conditions, fixées à l'alinéa précédent, que les personnels mis à disposition.

Le groupement peut préciser les obligations des personnels mis à disposition du groupement ou détachés auprès de lui.

Le groupement prévoit une rémunération du comptable public.

## **Article 14 : Personnel propre au groupement**

### **14.1. Recrutement**

Le groupement peut recruter à titre subsidiaire du personnel propre par des contrats de droit public pour l'exercice d'une fonction requérant des qualifications spécialisées nécessaire à la réalisation d'une mission permanente ou pour assurer le remplacement d'un agent temporairement absent ou enfin, pour faire face à une vacance temporaire d'emploi ou en cas d'accroissement temporaire ou saisonnier d'activités telles que définies à l'article 7 du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986. Ces recrutements pourront intervenir lorsque ces postes n'auront pu être pourvus par voie de mise à disposition ou de détachement par les partenaires du groupement.

Le contrat conclu peut être à durée indéterminée. Lorsqu'il est à durée déterminée, cette durée ne peut excéder trois ans et pour une durée au plus égale à celle du groupement. Il est renouvelable par reconduction expresse.

Les conditions de recrutement et d'emploi de ce personnel sont décidées par le conseil d'administration, en application des dispositions du décret n° 2013-292 du 5 avril 2013.

Les personnels ainsi recrutés n'acquièrent pas de droit particulier à occuper ultérieurement des emplois dans les cadres des personnes morales, membres du groupement.

#### **14.2. Dispositif de protection sociale**

L'assemblée générale ou, le cas échéant, le conseil d'administration peut instaurer, au bénéfice du personnel mentionné au 14.1, un dispositif de protection sociale complémentaire dans les mêmes conditions que celles définies par les dispositions du décret n° 2007-1373 du 19 septembre 2007.

#### **Article 15 : Plan de formation**

L'assemblée générale ou, le cas échéant, le conseil d'administration prévoit un plan de formation propre à l'ensemble des personnels du groupement.

Toutefois, en cas de besoin de formation non couvert par le plan de formation propre au groupement, les personnels du groupement bénéficient des plans de formation préparés par l'un des membres du groupement apte à satisfaire le besoin identifié. Une convention spécifique est alors conclue à cette fin entre le groupement et ce membre.

## **TITRE III GESTION - TENUE DES COMPTES**

### **Article 16**

L'exercice budgétaire coïncide avec l'année civile.

Le budget approuvé chaque année par le conseil d'administration fixe le montant des crédits destinés à la réalisation des projets opérationnels fixés par le groupement.

Le budget du groupement ne peut être présenté, ni exécuté en déficit. L'excédent éventuel des recettes d'un exercice sera reporté sur l'exercice suivant.

### **Article 17 : Tenue des comptes**

La comptabilité du groupement est tenue et sa gestion est assurée selon les règles du droit public par un agent comptable nommé par arrêté du ministre du budget.

Le groupement se dotera d'un règlement financier intérieur conforme à un modèle type établi par les ministères chargés du budget et de la ville.

Les dispositions du décret GBCP n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 sont applicables.

### **Article 18 : Contrôle économique et financier de l'Etat**

Le groupement est soumis au contrôle de la Chambre régionale des comptes dans les conditions prévues par les articles L.211-1 à L.211-8 du code des juridictions financières. Il peut être soumis au contrôle économique et financier de l'Etat dans des conditions fixées par décret en conseil d'Etat.

## TITRE IV ORGANISATION - ADMINISTRATION

### Article 19 : Assemblée générale

L'assemblée générale est composée de l'ensemble des 8 membres du groupement ayant nommé désigné 15 représentants selon les modalités suivantes, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 :

- 3 représentants de l'Etat (M. le Préfet ou son représentant, M. le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale ou son représentant, Mme la Directrice Départementale des Territoires et de la Mer ou son représentant)
- 4 représentants de la Communauté d'agglomération de Montpellier ou leurs suppléants
- 2 représentants de la Ville de Montpellier ou leurs suppléants
- 2 représentants du Département de l'Hérault ou leurs suppléants
- 1 représentant de la C.D.C.
- 1 représentant du C.C.A.S.
- 1 représentant de la S.C.E.T.
- 1 représentant de la C.A.F.

Elle se réunit sur convocation du président du conseil d'administration ou son représentant au moins une fois par an. Elle se réunit de droit à la demande du tiers de ses membres sur un ordre du jour que ceux-ci déterminent.

Le président du conseil d'administration ou son représentant ou, à défaut, le premier vice-président ou son représentant assure la présidence de l'assemblée générale.

#### **19.1. Compétence**

L'assemblée générale a pour compétence :

- d'approuver, le règlement intérieur qui précise les modalités de fonctionnement du groupement ;
- d'approuver les comptes de l'exercice clos ;
- de délibérer sur les rapports relatifs à la gestion du conseil d'administration et sur toute question inscrite à l'ordre du jour ;
- d'élire les membres du conseil d'administration ;
- de décider, sur proposition du conseil d'administration, de toute modification des statuts ;
- de définir les conditions dans lesquelles de nouveaux membres peuvent adhérer au groupement en application de l'article 7 ci-dessus ;
- de prononcer la dissolution du groupement et prendre les mesures nécessaires à sa liquidation ;
- de prononcer l'exclusion d'une personne morale de droit public ou privé selon les stipulations de l'article 8 ;
- d'approuver, sur proposition du conseil d'administration, les modalités financières et autres, de l'exclusion ou du retrait d'un membre du groupement, ainsi que le prévoit l'article 8 ci-dessus.



## 19.2. Modalités de vote

Les modalités de vote sont définies conformément à la répartition des droits statutaires fixés à l'article 11 selon la manière suivante :

Droits statutaires	(en %)
Montpellier Agglomération	37
Etat	20
Ville de Montpellier	18
Département de l'Hérault	18
C.C.A.S.	3
C.D.C.	2
S.C.E.T.	1
C.A.F.	1

Conformément à l'article 21 de la loi du 15 juillet 1982, les personnes morales de droit public, les entreprises nationales et les personnes morales de droit privé chargées de la gestion d'un service public doivent disposer ensemble obligatoirement de la majorité des voix à l'assemblée et au conseil d'administration.

Le vote par procuration est autorisé. Toutefois, un même membre ne peut recevoir plus de deux procurations.

L'assemblée générale ne délibère valablement que si la moitié des membres du groupement est présente ou représentée.

Au cas où ces quorums ne sont pas atteints, l'assemblée est convoquée à nouveau dans les quinze jours et peut alors valablement délibérer.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix, sous réserve des dispositions du paragraphe 20-2 de l'article 20 concernant l'élection des membres du conseil d'administration ou de celles de l'article 27 relatives à la dissolution du groupement.

## Article 20 : Conseil d'administration

Le groupement est administré par un conseil d'administration.

### 20.1. Compétence

Les missions du conseil d'administration sont les suivantes :

- arrêter le programme annuel prévisionnel d'activités et le budget correspondant, y compris, le cas échéant, les prévisions de recrutement ou de licenciement de personnel ;
- préparer, mettre en œuvre les décisions de l'assemblée générale, et lui rendre compte de sa gestion au moins une fois par an, et autant de fois qu'il est nécessaire ;
- agréer comme membres les personnes morales souhaitant adhérer au groupement, dans les conditions définies par l'assemblée générale ;
- examiner toute question relative au fonctionnement courant du groupement, et déterminer ses pouvoirs.

## **20.2. Composition**

Le conseil d'administration est composé de 10 membres, élus par l'assemblée générale ou désignés, pour la même durée que le groupement ou pour une durée inférieure et renouvelable, selon les modalités suivantes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 :

- 2 représentants de l'Etat
- 2 représentants de la Communauté d'agglomération de Montpellier
- 1 représentant de la Ville de Montpellier
- 1 représentant du Département de l'Hérault
- 1 représentant de la C.D.C.
- 1 représentant du C.C.A.S.
- 1 représentant de la S.C.E.T.
- 1 représentant de la C.A.F.

## **20.3. Modalités de fonctionnement**

Le conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an et aussi souvent que l'intérêt du groupement l'exige, sur la convocation du président ou son représentant, ou à la demande de plusieurs de ses membres représentant au moins le tiers des droits définis à l'article 10. Toute convocation doit indiquer l'ordre du jour de la réunion.

Le conseil d'administration délibère valablement si :

- les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des suffrages exprimés ;
- le mandat d'administrateur est exercé gratuitement. Toutefois, le conseil d'administration peut allouer des indemnités de déplacements pour des missions qu'il confie aux administrateurs.

## **Article 21 : Présidence du conseil d'administration**

Le conseil d'administration élit à la majorité absolue, parmi ses membres, un président et trois vice-présidents, pour la même durée que le groupement ou pour une durée inférieure et renouvelable.

Le président ou son représentant, ou, en cas d'empêchement, le premier vice-président ou son représentant, préside les séances du conseil.

## **Article 22 : Directeur du groupement**

Sur proposition de son président, le conseil d'administration nomme pour la durée du contrat urbain de cohésion sociale un directeur ayant ou non la qualité d'administrateur.

Le directeur assure le fonctionnement du groupement sous l'autorité du conseil d'administration et dans les conditions fixées par ce dernier.

Dans les rapports avec les tiers, le directeur engage le groupement pour tout acte entrant dans l'objet de ce dernier.

### **Article 23 : Commissaire du Gouvernement**

Lorsque les autorités en charge de l'approbation de la convention constitutive le décident, elles peuvent nommer un commissaire du gouvernement.

Dans le cas où un commissaire du gouvernement est nommé auprès du GIP, il exerce ses attributions conformément à l'article 5 du décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public.

### **Article 24 : Instances de concertation et de négociation**

Par décision de l'assemblée générale ou, le cas échéant du conseil d'administration, sont créés un comité technique, une commission consultative paritaire et un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, placés auprès du directeur du groupement, en application du décret n° 2013-292 du 5 avril 2013.

#### **24.1. Composition**

Le comité technique comprend le directeur, le responsable ayant autorité en matière de gestion des ressources humaines et des représentants du personnel. La durée du mandat des représentants des personnels est fixée à quatre ans.

#### **24.2. Compétences**

Le comité technique est consulté sur les questions et décisions relatives à l'organisation et au fonctionnement du groupement : gestion prévisionnelle des effectifs, règles d'emplois et de recrutement des agents contractuels, orientations en matière de politique indemnitaire, formation, insertion professionnelle, hygiène et sécurité,...

## **TITRE V DISPOSITIONS DIVERSES**

### **Article 25 : Règlement intérieur**

Un règlement intérieur incluant les dispositions financières prévues à l'article 17 de la présente convention, est établi par le conseil d'administration et approuvé par l'assemblée générale.

### **Article 26 : Dissolution anticipée**

Le groupement peut être dissous par anticipation.

Les décisions de prorogation ou de dissolution anticipée sont prises par l'assemblée générale à la majorité des deux tiers des membres du groupement.

Ces décisions sont ensuite transmises au préfet de département au moins trois mois avant la date d'échéance envisagée.

La décision de dissolution anticipée doit être approuvée par l'autorité ayant approuvé la présente convention constitutive et publiée comme en matière de constitution.

La dissolution anticipée entraîne la liquidation du groupement dans les conditions de l'article 27.

## **Article 27 : Dissolution et liquidation**

Le groupement est dissous de plein droit :

- à l'arrivée du terme contractuel ;
- par réalisation de son objet ;
- par abrogation ou retrait de l'arrêté d'approbation.

La dissolution du groupement entraîne sa liquidation.

L'assemblée générale fixe les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs.

Un avenant entre les membres du groupement devra préciser les droits et obligations de chaque membre après dissolution du groupement, en tenant compte des prêts et des garanties en cours qui devront être conduits à terme.

A l'issue du dernier contrat, le ou les liquidateurs procéderont aux dernières répartitions entre financeurs.

## **Article 28 : Condition suspensive**

La présente convention est conclue sous réserve de son approbation par l'autorité administrative.

Elle assure la publicité et adresse une copie pour information aux administrations centrales concernées :

- le secrétaire général du Comité Interministériel des Villes,
- le directeur général des collectivités locales au ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales,
- le directeur du budget au ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique.

Direction des Affaires  
Juridiques et de la  
Commande Publique  
Direction des Affaires  
Juridiques et de la Commande  
Publique

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2014 / 439

## Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

### Absents :

## Protection fonctionnelle de Monsieur Philippe SAUREL, Maire de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le 24 aout dernier une fusillade meurtrière se déroulait à Montpellier dans le quartier Lemasson posant de manière dramatique la question du caractère suffisant des effectifs de police déployés sur le territoire communal.

Monsieur le Maire s'est fortement investi sur cette problématique en débattant avec le ministre de l'Intérieur et en sollicitant de ce dernier des moyens supplémentaires permettant de prévenir l'escalade de la violence et de la criminalité.

Dans son édition en date du 26 aout, le quotidien Libération traitait le sujet de manière grossière dans un article, titré en gros et gras caractères: "Cazeneuve balaye Al Capone de Montpellier"

Ce titre est injurieux.

Il injurie monsieur le Maire et, à travers lui, la légitimité du débat démocratique sur les questions de sécurité publique.

A ce titre, monsieur le Maire a souhaité attaquer en justice le directeur de la publication de Libération.

En application de l'article L 2123-35 du code général des collectivités territoriales, la commune est tenue de protéger le maire ou les élus municipaux le suppléant ou ayant reçu délégation contre les violences, menaces ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion ou du fait de leurs fonctions et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté.

Cette protection fonctionnelle inclut notamment la prise en charge de tous les frais de procédure et de représentation en justice nécessaires.

**Il est donc proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver, pour l'affaire ci-dessus exposée, la protection fonctionnelle de la Commune au bénéfice de monsieur Philippe Saurel, Maire de Montpellier.
- D'approuver la prise en charge par la Commune de tous les frais de procédure et de représentation en justice nécessaires.
- De dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la collectivité nature fonction : 6227 - 920 200

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 03 octobre 2014**



**Communication**

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du  
 Code Général des Collectivités Territoriales :**

**En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.**

**Numéro de la décision      Synthèse de la décision**

2014/0021	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ AGENCE SAINT PIERRE
2014/0199	Après consultation, la Ville de Montpellier décide de confier la prestation des obsèques des personnes dépourvues de ressources à l'entreprise "Services Funéraires de Montpellier-Agglomération" pour un montant de 65 220 € HT pour 1 an à compter de la notification et reconductible 2 fois.
2014/0212	La Ville a conclu un groupement de commande avec l'agglomération, Veolia, ErDF, GrDF et Free pour coordonner les travaux de réfection de tranchées et les investigations complémentaires relatives à la présence de réseau dans le sous-sol. En tant que coordonnateur de ce groupement de commande, la ville doit, comme suite à la consultation des entreprises, doit attribuer ce marché de travaux. Ce dernier a été attribué à l'entreprise COLAS pour un montant annuel minimum de 300 000 € HT et maximum de 1 200 000 € HT
2014/0220	Renouvellement de la cotisation annuelle à la société Française d'Evaluation pour 2014 pour un montant de 1000 €
2014/0223	RETRANSMISSION DU FESTIVAL RADIO FRANCE ET LA FINALE DE LA COUPE DU MONDE (SON ET VIDEO) LE 13 JUILLET 2014 SUR LA PLACE DE LA COMEDIE. Marché attribué à la société Videlio Events pour les lots 1, 3 et 4 pour un montant de 30 000 € HT et à la société Audio Technic pour le lot 2 pour un montant de 300 € HT
2014/0227	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire d'occupation illégale de terrains situés au Domaine de Grammont sur le terrain du Bois de la Chaumière
2014/0228	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville d'occupation illégale de terrains situés 3024 avenue Albert EINSTEIN
2014/0229	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SODIFRA

2014/0230	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ X
2014/0231	La Ville de Montpellier décide de renouveler son adhésion à l'association AMO Languedoc-Roussillon pour un montant de 800 € pour l'exercice 2014.
2014/0232	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Clément DI CIOCCIO
2014/0233	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Ilias AIT LAMKADEM, Younes BOUAZZA, Mehdi BOUTIHIL
2014/0234	De confier à l'entreprise INTERSPORT, le marché "Achat de Vêtements de Sports", pour un montant de 14 455.10 € H.T.
2014/0236	De prolonger la mise à disposition du Palais Universitaire des Sports de Veyrassi par l'Université Montpellier 1, sur le parquet de la halle des sports, les mardis 1er et 8 Juillet ainsi que les jeudis 3 et 10 Juillet 2014 de 20h à 22h et ce, à titre gracieux.
2014/0237	Autorisation d'occupation temporaire du domaine public sur l'Espace Grammont au Bois de la Chaumière concernant la mission évangélique du 13/07/2014 au 20/07/2014
2014/0238	Autorisation d'occupation temporaire du domaine public sur l'Espace Grammont au Bois de la Chaumière concernant la mission évangélique du 20/07/2014 au 27/07/2014
2014/0239	De confier la prestation de reliure des registres d'état civil à l'entreprise L'oeil de Chat pour un montant de 25 000 € H.T pour une durée de 1 an à compter de la notification, et reconductible 3 fois.
2014/0240	D'attribuer le marché de «Maintenance des écrans publics interactifs (Citymedia) – Montpellier Territoire Numérique» à la société BYPE SAS pour un montant total maximum de 80 000 € HT et une durée d'un an tacitement reconductible une fois.
2014/0241	D'attribuer le marché "l'Achat d'une mini pelle avec équipements" à la société FERRAT pour un montant total de 30 000.00 € HT. C'est un marché unique ponctuel, la durée d'exécution du marché se confond avec la date de notification.
2014/0242	D'attribuer le marché "Filtrage URL" à la Société SYNEXIE pour un montant total maximum de 60 000 € HT et une durée de deux ans renouvelable une fois par tacite reconduction
2014/0243	La régie de recettes et d'avances Lieux d'art et d'Histoire se compose de quatre sites bien distincts, il convient de modifier l'acte constitutif des sous-régies en y ajoutant un quatrième site.
2014/0244	D'attribuer le marché « Annonces et insertion » à la société Groupe Moniteur pour un montant de 25 570 € HT
2014/0245	Attribution d'un marché à bons de commande sans minimum ni maximum, pour le mandat de gestion de la Maison des Syndicats, de divers locaux du domaine de la Ville et de logements à usage de logements de fonction, pour une durée initiale d'un an à compter de la notification, pouvant être reconduit par périodes successives de un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans. Le marché a été attribué à la société ICADE PROPERTY MANAGEMENT
2014/0246	D'attribuer le marché à bons de commande concernant l'accompagnement et la protection rapprochée, sans minimum, mais avec un montant maximum annuel de 20 000,00 Euros H.T. à la société SP PROTECTION-SEMIN Patrice sur une période initiale d'un an reconductible 3 fois



2014/0247	La Ville a décidé de passer des Avenants avec les entreprises titulaires du marché « Aménagement et entretien des espaces verts » pour les 7 lots, afin de prolonger pour une période de 4 mois la durée qui vient à expiration le 14 juillet 2014, dans l'attente des résultats d'une nouvelle consultation. Pour le lot n°2 l'avenant a pour objet d'augmenter également le montant du marché car le montant maximum est atteint. Les termes du contrat restent inchangés pour tous les lots.
2014/0248	Il s'agit de l'attribution du marché à bons de commande "ASSISTANCE TECHNIQUE POUR DES ETUDES DE CIRCULATION" à TRANSITEC pour un montant annuel compris entre 2000 € et 45 000 € HT
2014/0249	Dans le cadre du marché "prestations topographique et mission géomètre", la Ville a besoin de réaliser des prestations de levé topographique par aérotriangulation. Pour réaliser cette prestation il est nécessaire de créer des prix nouveaux et de conclure un avenant. Le montant du contrat reste inchangé.
2014/0250	Il convient de modifier l'acte constitutif de la régie d'Occupation du Domaine Public Temporaire et Manifestations, en supprimant les encaissements des bulles de ventes.
2014/0251	Après consultation, la Ville décide d'attribuer le marché "Ouverture et fermeture des parcs et square de la Ville de Montpellier " à l'entreprise T2S Gardiennage pour un montant annuel de 178 596 € H.T. et pour une durée de 1 an reconductible 3 ans.
2014/0252	Marché public: plan de conservation, restauration et valorisation de l'église Saint Roch, relance du lot n°3 pour un montant de 4225 € HT à Mme Béatrice Girault-Kurzemann
2014/0253	Suite au changement de lieu de la régie de recettes du marché aux puces et à la brocante, il convient de modifier son adresse.
2014/0254	Attribution d'un MAPA concernant la réalisation des contrôles techniques et périodiques répartis en 2 lots distincts. D'une durée d'un an reconductible 3 fois un an sans minimum mais avec un maximum de 85 000 € HT. Dont 55 000 € HT pour le lot n° 1 (SARL AUTO CONTROLE DE ST JEAN DE VEDAS) et 30 000 pour le lot n°2 (CEV Pierre OLIVIER).
2014/0255	Attribution de la mission d'audit du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Montpellier au prestataire CALIA Conseil, pour un montant HT de 31 500 €.
2014/0256	D'attribuer le marché pour l'achat de prestations de service à la Fédération Française de Sauvetage et de Secourisme, dans le cadre des Championnats du Monde de Sauvetage Sportif à la piscine Olympique d'Antigone de Montpellier pour les épreuves en piscine, et à la Grande Motte pour les épreuves côtières, du 13 au 29 Septembre 2014 pour un montant de 33 333.33 € HT, soit 40 000 € T.T.C.
2014/0257	Convention de participation entre la Ville, la SERM et la société SNC MARIGNAN RESIDENCES, pour la construction d'un bâtiment à usage d'habitation collective, de 60 logements correspondant à 3260 m² de SDP (lot 22 - Tranche 5)
2014/0258	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Mathias ZILIMWABAGABO
2014/0259	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES « ESPACE PITOT PARKING »
2014/0260	D'attribuer le marché "l'Achat de matériel de bureau", à la société DACTYL BURO pour un montant de commandes sans minimum et avec un maximum de 80 000.00 € HT. C'est un marché unique passé pour une durée d'exécution de 4 ans à compter de sa date de notification.

2014/0261	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "Achat de peintures automobiles, produits et fournitures complémentaires " à la société DUBOIS SAS pour un montant de commandes sans minimum et avec un maximum de 30 000.00 € HT. C'est un marché unique passé pour une durée d'exécution de quatre ans à compter de sa date de notification.
2014/0262	Renouvellement de la cotisation au Réseau Français des Villes éducatrices et versement de la cotisation 2014 pour un montant de 1100 €
2014/0263	Pour la construction du groupe scolaire A. Malraux, le lot « Aménagements Extérieurs » est attribué à l'entreprise COLAS, pour un montant de 62 867,90 € HT. Le lot « Ascenseur » est attribué à l'entreprise CFA, pour un montant de 28 734 € HT
2014/0264	Théâtre Jean Vilar, saison 2014-2015 - Contrat de coproduction (20 000 €) et contrat de cession (20 000 € pour deux représentations) du spectacle Alwane
2014/0265	MARCHE PUBLIC - CONTROLE ELECTRIQUE DES INSTALLATIONS D'ECLAIRAGE PUBLIC ATTRIBUTION DU MARCHE A L'ENTREPRISE "BUREAU DE CONTROLE FEDERAL" pour un montant maximum de 220 000 € HT annuel pour une durée initiale de 1 an, renouvelable 3 fois.
2014/0266	D'attribuer le marché, pour l'achat de prestations de service, à la SASP Montpellier Hérault Rugby Club, dans le cadre du Championnat de France et H Cup, saison 2014 - 2015, pour un montant de 135 000 € HT, soit 151 200 € T.T.C.
2014/0267	D'attribuer le marché, pour l'achat de prestations de service, à la SASP Montpellier Hérault Sport Club, dans le cadre du Championnat de Football, saison 2014 - 2015, pour un montant de 110 730 € HT, soit 129 730 € T.T.C.
2014/0268	D'attribuer le marché, pour l'achat de prestations de service, à l'EUSRL Montpellier Agglomération Handball, dans le cadre du Championnat de France et d'Europe, saison 2014 - 2015, pour un montant de 120 233.40 € HT, soit 143 000.08 € T.T.C.
2014/0269	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame CANO MARTINEZ
2014/0270	La Ville de MONTPELLIER décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire d'AREAS - Cabinet PNAS et de ses avocats dans l'affaire Ville c/ OLIVET
2014/0271	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Copropriété 4/6 boulevard du Jeu de Paume
2014/0272	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SCI LES QUATRE VENTS
2014/0273	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Copropriété 33 boulevard du Jeu de Paume
2014/0274	Dans le cadre du PIS (Plan d'Intervention et de Sécurité) du tunnel de la Comédie, la Ville de Montpellier a l'obligation réglementaire d'intégrer le génie civil de cet ouvrage dans son plan de surveillance d'ouvrage. A ces fins, il est nécessaire de contracter avec un bureau d'ingénierie spécialisé dans le diagnostic des tunnels routiers en termes de génie civil. Après consultation, il est proposé de conclure ce marché d'ingénierie avec la société SITES pour un montant de 6.775,00 € H.T.
2014/0275	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SCI L'ISLE DURAND

2014/0276	Après consultation, la Ville décide d'attribuer le marché "Nettoisement des espaces verts " à l'entreprise SUD SERVICE pour un montant maximum annuel de 760 000 € H.T. et pour une durée de 1 an reconductible 3 ans.
2014/0277	Il y a lieu de procéder à un MAPA, à bons de commande, pour un montant minimum de 15 0000 € HT et un montant maximum de 84 000 € HT ; afin de choisir un prestataire en vue de la maintenance des portails multi-sites internet-intranet (lot1) ainsi que l'intégration d'un moteur de recherche sémantique (lot2) pour un montant minimum annuel de 2 000 € HT et maximum de 10 000 € HT. Le lot 1 a été attribué à la société Business & Decision Interactive Eolas et le lot 2 à la société France Labs.
2014/0278	Il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour participer à la 66 ème foire de Montpellier du 10 au 20 octobre 2014, cette participation se concrétise essentiellement par une réservation d'espace permettant la présentation détaillée de l'action de la municipalité. Le Marché a été attribué à la société SAEML Montpellier Events pour un montant maximum de 35 000 € HT
2014/0279	Il y a lieu de procéder à un MAPA, à bons de commande, avec un montant maximum de 88 000 € HT, afin de choisir un prestataire pour la fabrication du stand pour la Foire Internationale de Montpellier du 10 au 20 octobre 2014. Ce marché a été attribué à la société Graphic Design.
2014/0280	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "Achat, livraison, installation et récupération de sapins de Noël 2014 " pour le lot n°1, Sapins de différentes tailles, à la société La Roseraie des Costières Sandiflor pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 33 000.00 € HT, pour le lot n°2, Sapin de 11m de qualité prestige, pour la Place de la Comédie, à la société Abies Décor pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 7 000.00 € HT. Ce sont des marchés uniques conclus pour une période d'exécution maximale de sa date de notification jusqu'au 31 mars 2015.
2014/0281	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "Achat confection et livraison de gouters de Noël 2014 " à la société COCKTAIL N'Co pour un montant de commandes sans minimum et avec un maximum de 30 000.00 € HT. C'est un marché unique pour une durée d'exécution de trois mois à partir de sa date de notification.
2014/0282	Il convient d'apporter des précisions dans l'acte constitutif de la régie en précisant l'encaissement des pénalités.
2014/0283	Afin d'assurer le bon fonctionnement de la régie du Théâtre Jean Vilar, il est nécessaire d'élargir les encaissements autorisés en intégrant les chèques vacances.
2014/0284	Travaux de réalisation d'ouvrages et d'équipements en vue de l'alignement de l'avenue du Pont Trinquat - Attribution du marché à l'entreprise RAZEL-BEC pour un montant de 588 633,45 € HT, soit 706 360,14 € TTC
2014/0286	Attribution du marché de mission de maîtrise d'oeuvre pour la conception et la réalisation d'ouvrages de génie civil suite à alignement dans le PAE MARQUEROSSE à INERVIA Etudes pour un montant de 21 280€ HT pour la tranche ferme et pour un montant de 13 720€ HT pour la tranche conditionnelle
2014/0287	Pour assurer le bon fonctionnement de la régie des marchés permanents, il est nécessaire d'apporter des modifications dans l'acte de création de la régie de recettes, en élargissant les modes d'encaissement autorisés et en modifiant l'adresse de la régie.

2014/0288	Pour assurer le bon fonctionnement de la régie des concessions, il est nécessaire d'apporter des modifications dans l'acte de création de la régie, en élargissant les modes d'encaissements autorisés.
2014/0290	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Noé ROUBY
2014/0291	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ M. ou Mme Arnaud VENTURI
2014/0292	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ REFERE PREVENTIF de démolition au 1240 rue du PIOCH DE BOUTONNET
2014/0293	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Philippe et Katia DERENNES
2014/0294	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Martine SUIRE
2014/0295	De signer la convention d'accès au service du Nœud de Raccordement Optique et d'utilisation de connectivités optiques, entre la Ville de Montpellier et BLUE NETWORKS TECHNOLOGIES pour le raccordement de clients pour une durée de dix ans.
2014/0296	Zone technique Phase 1 : « vestiaires, réfectoire et atelier », relance du lot 4 : « cloisons, doublages, faux-plafonds », attribué à la société CUARTERO pour un montant de 89 974.11 € HT
2014/0297	Etude hydrologique du bassin versant du bassin du Lunaret, marché attribué à ARTELIA Eau & Environnement pour un montant de 21 160 € HT
2014/0298	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur Jean-François BARRY
2014/0299	Location Ecran Géant et sonorisation festival radio France et finale de la coupe du monde de football - Annule et remplace la décision n° 2014/0223 <ul style="list-style-type: none"> <li>- Lot 1 : à la société Videlio Events pour un montant maximum de 44 000 € HT</li> <li>- Lot 2 : à la société Audio Technic pour un montant maximum de 12 000 € HT</li> <li>- Lot 3 : à la société Videlio Events pour un montant maximum de 7 000 € HT</li> <li>- Lot 4 : à la société Videlio Events pour un montant maximum de 12 000 € HT</li> </ul>
2014/0300	Exposition Aysso lo comessamen-Thalamus: écritures et mémoires du Montpellier médiéval - Prise en charge du transport et de l'assurance des documents prêtés
2014/0301	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ PENCIOLELLI Antoine
2014/0302	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ ARNAUD François
2014/0303	Il convient de modifier l'acte constitutif de la régie d'avances lieux d'Arts et d'Histoire, en supprimant les quatre sous-régies.
2014/0304	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ VAGNON Lionel

2014/0305	Il convient de modifier l'acte constitutif des sous-régies de la régie Prestation de Proximité en y apportant une précision sur les recettes que les sous-régies sont habilitées à percevoir.
2014/0306	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ GOURIOU Catherine
2014/0307	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ COGOLUEGNES (CONSORTS)
2014/0308	Convention de participation aux équipements publics de la ZAC Nouveau Saint Roch, à établir entre la Ville, SOGEPROM SUD REALISATIONS et la SERM en vue de la construction d'un programme de logements étudiants et de commerces.
2014/0310	Avenant n°1 pour augmenter le montant du contrat passé avec l'entreprise Cougnaud concernant les modules préfabriqués marché 1H254901- lot n°3
2014/0312	L'avenant n° 2 au contrat d'urbaniste architecte-coordonateur de la ZAC République vise à transférer et anticiper de la mission 3 à la mission 1 la réalisation et le financement d'une fiche de lot (Cavalade Ouest) rendue nécessaire par le lancement du concours d'architecture pour la construction d'un internat (Région Languedoc-Roussillon). Le montant global du marché demeure inchangé.
2014/0313	De défendre les intérêts de la Ville et de M. COSSN dans l'affaire COSSON Mickaël Ville de Montpellier / SEHAKI Reynald
2014/0315	D'attribuer le marché "Location de tentes et de matériels de réception, de cabines WC autonomes et bungalows" pour le lot n°1(location de tentes et de matériels de réception) à la société Spectacle Méditerranée Location pour un montant total minimum et sans maximum de commandes de 120 000 € HT, pour le lot n°2 (location de cabines WC autonomes et bungalows) à la société SEBACH France SA pour un montant total minimum et sans maximum de commandes de 30 000 € HT. Ce sont des marchés uniques conclus pour une durée d'un an et renouvelable trois fois à partir de la notification du marché.
2014/0316	Conclusion d'un avenant au marché d'un montant de 13 350 € HT relatif à une mission d'accompagnement de la Ville pour la préparation et la mise en œuvre du PEDT
2014/0319	D'exercer le droit de préemption sur la propriété TORTON située 11 rue l'Université, cadastrée section HR 90, pour un montant de 50.000 €.

# REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

## DÉCISIONS ET ANNEXES

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ AGENCE SAINT  
PIERRE**  
**Recours pour excès de pouvoir contre l'opposition à  
déclaration préalable n° DP 34172 1300350**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 17/05/2013, Madame le Maire de MONTPELLIER a fait opposition à la déclaration préalable du syndic de copropriété « AGENCE SAINT PIERRE », visant à procéder à l'installation d'un ascenseur 10 rue du Palais de Guilhem ;

- Que l'AGENCE SAINT PIERRE a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 18/11/2013 sous le n°1305414-1 ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 17/09/2014

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 18/09/2014  
Notifiée le :

**DECISION**  
**MARCHE PUBLIC - OBSEQUES DES PERSONNES**  
**DEPOURVUES DE RESSOURCES - 2014**  
**N°4B0074**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1345 du 29/04/14 donnant délégation de signature à Madame Lorraine ACQUIER, adjointe déléguée à l'Etat Civil et aux Affaires Militaires.

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'inhumation ou à la crémation des personnes dépourvues de ressources suffisantes décédées sur le territoire de la commune à compter du 16 juin 2014 ;
  - Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28.1 du code des marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commandes pour une durée d'un an renouvelable 2 fois.
  - Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
    - Valeur technique : 50% : - moyens humains (références, qualifications du personnel)
    - moyens matériels (corbillards, cercueils, urnes, matériel de fossoyage)
- Prix/ 50 %.
- Qu'après analyse, l'entreprise Service Funéraires de Montpellier-Agglomération, avenue Albert Einstein, domaine de Grammont, 34000 MONTPELLIER a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

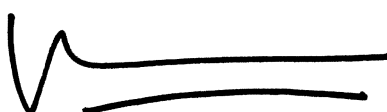
- D'attribuer le marché « Obsèques des personnes dépourvues de ressources » à l'entreprise Services Funéraires de Montpellier-Agglomération pour un montant de 65 220 € H.T pour une durée de 1 an à compter de la notification, et reconductible 2 fois.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget général de la Ville, Nature 62878 Fonction 920262
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le **23/07/2014**

**Pour Monsieur le Maire, Madame l'Adjointe  
déléguée**

**Lorraine ACQUIER**

Publiée le : **24/07/2014**  
Notifiée le :





**Marché public n° 3D0163  
Réfection définitive des tranchées  
et investigations complémentaires**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1718 du 2 juin 2014 donnant délégation à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier est propriétaire et gestionnaire de la voirie communale sur son territoire; qu'à ce titre elle est garante de l'exercice de pouvoir de police de conservation de cette voirie; qu'à ces fins, la ville s'est dotée d'un Règlement de Voirie, approuvé par la délibération du Conseil Municipal en date du 31 juillet 1998; qu'en particulier l'article 14 du règlement de voirie susmentionné fixe les obligations faites aux intervenants en matière de remblaiement des tranchées; que l'article 16 fixe quant à lui les obligations faites aux intervenants en matière de réfection de revêtements;
- Que, dans le cadre de la coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique, tel que le prévoit l'arrêté en date du 31 juillet 1998, il est nécessaire de regrouper le cas échéant les interventions de réfection de voirie entre intervenants, de conjuguer une campagne de réfection de voirie avec une remise en état du patrimoine de voirie, de procéder à la réfection définitive des tranchées pour lesquelles la réfection provisoire réalisée par les intervenants concernés n'est pas satisfaisante en matière de tenue au foisonnement;
- Que, afin d'optimiser l'exécution de ces prestations tant économiquement que techniquement, la Ville de Montpellier, l'Agglomération de Montpellier, Veolia-Compagnie Générale des Eaux, Électricité réseaux Distribution de France, GrDF et Free Infrastructure ont décidé de créer un groupement de commande ayant pour objet la passation d'un marché public de travaux de réfection de voirie; que la constitution de ce groupement de commande a été approuvée par les délibérations n° 11526 du 11/04/2013 et n° 12096 du 23/12/2013 du Conseil Communautaire et par les délibérations n° 2013/11 du 04/02/2013 et n° 2013/478 du 25/11/2013 du Conseil Municipal;
- Qu'une procédure a été lancée par la Ville de Montpellier, en tant que coordonnateur de ce groupement de commandes, conformément à l'article 28-1 du Code des Marchés Publics sous la forme d'un marché à bons de commande d'un montant annuel minimum de 300.000 € H.T. et maximum de 1.200.000 € H.T., pour une durée initiale de 1 an qui pourra être reconduit par périodes successives de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans;

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient la valeur technique de l'offre au regard du SOPAQ (Schéma d'Organisation du Plan d'Assurance Qualité (60%)) et le prix des prestations (40%);
- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 10 juin 2014 a attribué le marché à l'entreprise COLAS présentant l'offre économiquement la plus avantageuse;

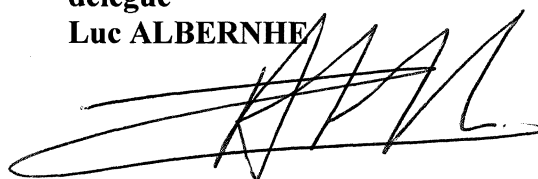
**Décide en conséquence :**

- D'autoriser la signature du marché n°3D163 à intervenir avec l'entreprise COLAS pour un montant annuel minimum de 300.000 € H.T. et maximum de 1.200.000 € H.T.;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la ville pour ce qui concerne les bons de commande émis par la ville;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres.

Montpellier, le 23/07/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué

Luc ALBERNHE



Publiée le : 24/07/2014  
Notifiée le :

**Direction Organisation Evaluation  
Cotisations à la société Française d'Evaluation pour  
l'année 2014**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

**Considérant :**

- Que dans le cadre de la mise en œuvre de l'évaluation de ses politiques publiques, la Ville de Montpellier est adhérente à la Société Française d'Evaluation afin de contribuer à son action et d'établir des relations avec les acteurs de l'évaluation en France;
- Que le montant de la cotisation annuelle s'élève à 1 000 euros ;

**Décide en conséquence :**

- D'accepter le versement de la cotisation à l'organisme mentionné ci-dessus ;
- De prélever le montant de la dépense pour un montant total de **1 000,00** Euros sur les crédits inscrits au budget 2014 de la Ville de Montpellier au chapitre 920 - Ligne de Crédit 22783;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 21/07/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué

Max DEVITA

Publiée le : 21/07/2014

Notifiée le :

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2014/0223

**LOCATION ECRAN GEANT ET SONORISATION  
FESTIVAL RADIO FRANCE ET FINALE COUPE  
DU MONDE LE 13/07/14**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R donnant délégation à M. Max LEVITA, Adjoint délégué aux Finances ;
- Vu l'arrêté n° 2014/2279/T/R donnant délégation à Mme Stéphanie JANNIN, Première Adjointe, en l'absence de M. Max LEVITA, Adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a eu lieu de retransmettre sur la place de la Comédie le festival de radio France et la finale de la Coupe du Monde de Football le dimanche 13 juillet 2014
- Qu'à la suite d'une consultation en date du 06 juin 2014 et conformément à l'article 28 du code des marchés publics, les sociétés Videlio Events (92390 Villeneuve La Varenne) et Audio Technic (34 790 Grabels) présentent l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères prévus à la consultation.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à la société Videlio Events (92390 Villeneuve La Varenne) pour les lots 1,3 et 4 pour un montant de 30 000 € HT et d'attribuer le marché précité à la société Audio Technic (34790 Grabels) pour le lot 2 pour un montant de 300 € HT ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer ce contrat ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le fonctionnement de la Direction du Protocole (ligne 13438, nature 6135, chapitre 924).

Montpellier, le 08/08/2014

Pour Monsieur le Maire,  
Madame la Première Adjointe

Stéphanie JANNIN

Publiée le : 12/08/2014  
Notifiée le :

**Contentieux  
Référé-Expulsion  
Occupation illégale de terrains situés au Domaine de  
Grammont sur le terrain du Bois de la Chaumière  
cadastré RL5  
Décision d'ester**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- que le terrain appartenant à la ville et situé au domaine de GRAMMONT sur le terrain du Bois de la Chaumière cadastré RL5 est occupé illégalement ;
- qu'il convient de mettre fin à cette occupation en procédant à l'expulsion des occupants ;
- qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la ville

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 02/09/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA



Publiée le : 03/09/2014  
Notifiée le :

**Contentieux  
Référé-Expulsion  
Occupation illégale de terrains situés 3024 avenue  
Albert EINSTEIN, parcelles RB3 ET RB8  
Décision de défendre**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- que les terrains appartenant à la ville et situés 3024 avenue Albert EINSTEIN au Lieu-dit « LE GRAND GRES » cadastrés aux parcelles RB3 et RB8, sont occupés illégalement ;
- qu'il convient de mettre fin à cette occupation en procédant à l'expulsion des occupants ;
- qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la ville

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 02/09/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 03/09/2014  
Notifiée le :

**CONTENTIEUX MONTPELLIER / SODIFRA**  
**Requête en référé-provision à la suite d'un référé-  
expertise**  
**Décision d'ester**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1341/T/R donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que dans le cadre du marché de construction de l'Hôtel de Ville, la Société SODIFRA a été attributaire du lot 24A « Mobiliers spécifiques – Agencements » ;
- Que les mobiliers de l'Hôtel de ville présentent des désordres ;
- Que la Société SODIFRA a présenté une requête en référé-expertise auprès du Tribunal Administratif le 31 octobre 2012 ;
- Que l'expert a rendu son rapport le 18 février 2014 aux termes duquel il constate que les mobiliers de la salle du Conseil Municipal et de la salle des mariages présentent des désordres dont les travaux de réparation sont estimés à 143 811€ H.T. (valeur décembre 2013) ;
- Que la ville souhaite recouvrer auprès de la Société SODIFRA les sommes relatives aux travaux de réparation dans le cadre d'un référé-provision ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 02/03/2014

Pour Monsieur le Maire, Madame la Première  
Adjointe

Max LEVITA

Publiée le : 03/03/2014

Notifiée le :



**CONTENTIEUX  
MONTPELLIER / X  
PLAINTES AVEC CONSTITUTION DE PARTIE  
CIVILE  
Décision de défendre**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que la régie de recettes et d'avances « LIEUX D'ART ET D'HISTOIRE » instituée auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine, encaisse les produits issus des droits d'entrée et de la vente de catalogues, cartes postales, affiches, objets édités ou coédités par la ville ;
- Que le contrôle des comptes de la régie par la Trésorerie Municipale a fait apparaître un déficit de recettes de 6076,93€ ;
- Que la Ville souhaite déposer plainte avec constitution de partie civile ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 02/03/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 03/03/2014  
Notifiée le :



**Cotisation à l'association AMO Languedoc-Roussillon  
pour l'année 2014.**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1351/T/R donnant délégation à Madame Stéphanie JANNIN.

**Considérant :**

- Que l'association Architecture et Maîtres d'ouvrage (AMO) - Languedoc-Roussillon regroupe des architectes, maîtres d'ouvrage, et industriels de la région.
- Que cette association organise notamment des rencontres, des journées nationales, et des voyages tout au long de l'année.
- Que l'adhésion à cette association donne à la Ville l'opportunité unique de participer à des manifestations à fort enjeu architectural et urbain.

**Décide en conséquence :**

- De confirmer l'adhésion de la Ville à l'association AMO LR pour un montant de 800 € pour l'exercice 2014.
- D'accepter le versement de la cotisation 2014 à l'association AMO LR.
- De prélever le montant de la dépense pour un montant de 800 € sur les crédits inscrits au budget 2014 de la Ville au chapitre 920.
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 04/08/2014

Pour Monsieur le Maire absent, Madame la  
Première Adjointe  
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 06/08/2014  
Notifiée le :

**CONTENTIEUX**  
**MONTPELLIER / Clément DI CIOCCIO**  
**Décision d'ester**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que Monsieur Clément DI CIOCCIO a effectué deux tags sur les murs d'enceinte de la Promenade du Peyrou le 28 mars 2014 ;
- Que la ville a subi un préjudice du fait de ces dégradations dont elle entend demander réparation ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 02/03/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 03/03/2014  
Notifiée le :

**CONTENTIEUX**  
**MONTPELLIER / Ilias AIT LAMKADEM, Younes**  
**BOUAZZA, Mehdi BOUTIHIL**  
**Décision d'ester**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que Messieurs Ilias AIT LAMKADEM, Younes BOUAZZA et Mehdi BOUTIHIL ont commis une dégradation de biens en brisant la vitre arrière d'un véhicule de police municipale le 23 juin 2014 ;
- Que la ville a subi un préjudice du fait de ces dégradations dont elle entend demander réparation ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 02/03/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 03/03/2014

Notifiée le :

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2014/0234

**MARCHE PUBLIC**



– « ACHAT DE VETEMENTS DE SPORT » -



**N° 4B0107**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté 2014/1353 du 28 Avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué aux Sports ;

**Considérant :**

- qu'il y a lieu de récompenser les associations sportives dans le cadre de leurs manifestations ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 28 et 77-1 du Code des Marchés Publics sous la forme d'un marché à bons de commande, pour une durée de quatre ans à compter de la notification du marché.
- les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

Critères de choix (notation sur 100 points)

<i>Libellé</i>	<i>%</i>
Notation du prix des prestations	40
Valeur technique de l'offre	40
Critères esthétiques	20

- Notation du prix des prestations : 40%

Pour l'évaluation du critère prix, ont été pris en compte les montants proposés au bordereau de prix.

Pour ce paramètre, la note attribuée à chacune des propositions a été calculé par application de la formule suivante au regard du détail estimatif (total sur un an) :

Note :  $5 \times [1 - (A / (1 + IAI))]$  où

$A = \frac{k (Po - Pm)}{Pm}$

$Pm$

$K = 5$

IAI = valeur absolue de A

Po = prix de l'offre

Pm = moyenne des prix proposés par les candidats

- Valeur technique de l'offre : 40%

Prise en compte des fiches techniques, échantillons catalogues et tarifs.

- Critères esthétiques : 20%

Les critères esthétiques des produits proposés ont été évalué selon :

- La coupe des vêtements ;
- Les finitions ;
- La qualité des coutures ;
- Les caractéristiques des fermetures éclair...

- qu'après analyse, l'entreprise Intersport, domiciliée au Centre Le Solis, Route de Carnon 34970 Montpellier – Lattes, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

#### Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché « Achat de Vêtements de Sport », à l'entreprise Intersport, pour un montant de 14 455.10 € H.T annuel, soit 57 820,40 € H.T. reconductions comprises, calcul effectué sur les prix du marché 2014 ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville, nature 6232 fonction 924 ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l' entreprise retenue.

Montpellier, le 18/7/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Fabien ABERT

Publiée le : 21/7/2014

Notifiée le :

**Avenant à la Convention d'occupation de salles  
Palais Universitaire Sportif Veyrassi**



**Prolongation de l'occupation du domaine public  
Université Montpellier 1 – Ville de Montpellier  
Saison sportive 2013 - 2014**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté 2014/1353 du 28 Avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué aux Sports ;
- Vu la décision 2013/0339 du 28 Janvier 2014 relative au cahier des charges fixant les conditions d'utilisation du Palais Universitaire Sportif Veyrassi par l'Université Montpellier 1 ;

**Considérant :**

- que la Ville est sollicitée par les associations sportives pour la mise à disposition de créneaux en soirée dans les gymnases et pour les manifestations d'importance ;
- qu'il y a nécessité de prolonger la convention d'autorisation d'occupation de salle suite à une demande d'une association ;
- que l'Université Montpellier 1, propriétaire du Palais Universitaire des Sports de Veyrassi, accepte de prolonger la mise à disposition à la Ville des créneaux sur le parquet de la halle des sports à l'association « Montpellier Badminton Club », les mardis 1<sup>er</sup> et 8 Juillet ainsi que les jeudis 3 et 10 Juillet 2014 de 20h à 22h, à titre gracieux ;

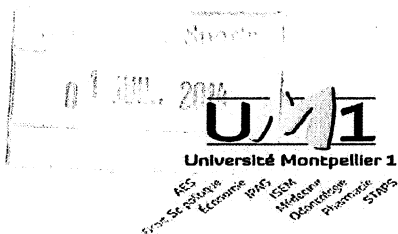
**Décide en conséquence :**

- d'accepter la prolongation de la mise à disposition du Palais Universitaire des Sports de Veyrassi par l'Université Montpellier 1, sur le parquet de la halle des sports, les mardis 1<sup>er</sup> et 8 Juillet ainsi que les jeudis 3 et 10 Juillet 2014 de 20h à 22h et ce, à titre gracieux ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 23/07/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Fabien ABERT

Publiée le : 25/07/2014  
Notifiée le :



## AVENANT N° 01/2014 DE LA CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION DE SALLE N° 20015 -2013-2014

**Objet : rajout de séances sur une installation sportive**

**Vu la convention n° 20015/2013-2014 établie le 18 novembre 2013,**  
**Vu la demande du service des sports de la ville de Montpellier en date du 29 mai 2014,**  
**La convention initiale est ainsi modifiée :**

### Article 1 : Objet :

Modification de l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 7 de la convention initiale comme suit : la période d'utilisation est la suivante : du lundi 16 septembre 2013 au jeudi 10 juillet 2014.

L'Université Montpellier 1 s'engage à mettre à la disposition de l'association « Le Montpellier Badminton Club », utilisateur des locaux à travers la convention avec le service des sports de la ville de Montpellier, les installations et voies d'accès suivantes, qu'il devra restituer en état :

**Le parquet de la halle des sports**  
**Les mardis 1<sup>er</sup> et 8 juillet et les jeudis 3 et 10 juillet 2014 de 20h00 à 22h00**

L'activité exercée sera : **le badminton**

### Article 2 : Dispositions financières :

En contrepartie de cette mise à disposition modifiée l'utilisateur s'engage :

- à réparer et à indemniser l'Université pour les dégâts matériels éventuellement commis,
- La prolongation de mise à disposition des installations est consentie, exceptionnellement, à titre gracieux.**

Le reste des énoncés de la convention demeure inchangé.

Fait en 3 exemplaires à Montpellier, le...

Pour le Président de l'Université Montpellier 1,  
et par délégation,  
le Vice-président du Conseil d'Administration,

Monsieur le Maire  
de la Ville de Montpellier

Jean MARTINEZ  
Le Directeur de l'UFR STAPS

Philippe SAUREL

Didier DELIGNIERES

**Autorisation d'occupation temporaire du domaine  
public Espace Grammont - Bois de la Chaumière  
Mission Evangélique du 13/07/2014 au 20/07/2014**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le Code Général de Propriété des Personnes Publiques,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le Code de la Voirie Routière, notamment l'article L113-2,
- Vu le Code Pénal,
- Vu l'arrêté n° 2014/1718 du 2 juin 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE Adjoint Délégué à l'occupation non commerciale de l'Espace Public.

**Considérant :**

- Que la demande de la Mission Evangélique représentée par Monsieur THEOM et, Monsieur HERVIER, sollicitant l'autorisation de s'installer, sur le lieu-dit « Bois de la Chaumière », appartenant à la Commune de Montpellier à partir du 13/07/2014 jusqu'au 20/07/2014 ;
- Considérant que ladite occupation est constituée de 60 caravanes et véhicules, et que le lieu-dit a été aménagé en containers et branchements électriques ;
- Considérant qu'il appartient au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police, de prévoir les conditions de cette occupation et de prévenir au mieux, dans ces conditions et jusqu'au 20/07/2014 les risques de trouble à l'ordre public notamment en matière de sécurité et de salubrité publique ;

**Décide en conséquence :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Durant toute la durée de l'occupation, la Mission Evangélique, représentée par Monsieur THEOM et Monsieur HERVIER veilleront à prendre toutes les dispositions nécessaires pour que soit assurée la sécurité tant des biens que des personnes présents sur les terrains occupés.

À cet effet, elle s'assurera notamment :

- De ne pas allumer de feux ;
- De ne pas organiser de barbecue ou tout autre évènement susceptible de mettre en danger les biens et les personnes ;
- De ne pas opérer de raccordements électriques « sauvages » sur le réseau public ou sur tout réseau privé à proximité des terrains occupés.



## **Article 2 :**

Durant toute la durée de l'occupation, la Mission Evangélique, représentée par Monsieur THEOM et Monsieur HERVIER veilleront à prendre toutes les dispositions nécessaires pour que l'occupation des terrains concernés soit effectuée dans des conditions de salubrité acceptables.

À cet effet, elle s'assurera notamment :

- De conserver et rendre les lieux dans le même état de propreté qu'elle les aura trouvés en arrivant ;
- De respecter le site et l'environnement ;
- D'organiser la collecte des déchets sur le terrain occupé ;
- D'organiser le traitement des eaux usées en empêchant notamment tout déversement non-autorisé.

## **Article 3 :**

Durant toute la durée de l'occupation, la Mission Evangélique, représentée par Monsieur THEOM et Monsieur HERVIER sont responsables des dommages qui pourraient survenir aux biens et aux personnes sur le site, et ce durant toute la durée de l'occupation.

## **Article 4 :**

A défaut pour l'association de respecter la date de départ annoncée, une procédure d'expulsion sera engagée à l'encontre des occupants.

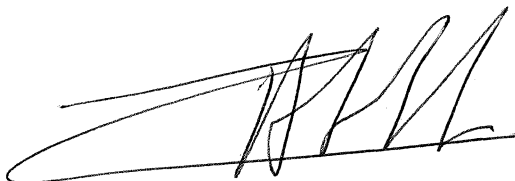
## **Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17/7/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Luc ALBERNHE

Publiée le : 18/7/2014  
Notifiée le :



**Autorisation d'occupation temporaire du domaine  
public  
Espace Grammont - Bois de la Chaumière  
Mission Evangélique  
Du 20/07/2014 au 27/07/2014**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le Code Général de Propriété des Personnes Publiques,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le Code de la Voirie Routière, notamment l'article L113-2,
- Vu le Code Pénal,
- Vu l'arrêté n° 2014/1718 du 02 juin 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE Adjoint Délégué à l'occupation non commerciale de l'Espace Public.

**Considérant :**

- Que la demande de la Mission Evangélique représentée par Monsieur DEDINGER Anthony, Monsieur DEDINGER Noël et Monsieur LORRAIN Antoine, sollicitant l'autorisation de s'installer, sur le lieu-dit « Bois de la Chaumière », appartenant à la Commune de Montpellier à partir du 20/07/2014 jusqu'au 27/07/2014 ;
- Considérant que ladite occupation est constituée de 80 caravanes et véhicules, et que le lieu-dit a été aménagé en containers et branchements électriques ;
- Considérant qu'il appartient au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police, de prévoir les conditions de cette occupation et de prévenir au mieux, dans ces conditions et jusqu'au 27/07/2014 les risques de trouble à l'ordre public notamment en matière de sécurité et de salubrité publique.

**Décide en conséquence :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Durant toute la durée de l'occupation, la Mission Evangélique, représentée par Monsieur DEDINGER Anthony, Monsieur DEDINGER Noël et Monsieur LORRAIN Antoine veilleront à prendre toutes les dispositions nécessaires pour que soit assurée la sécurité tant des biens que des personnes présents sur les terrains occupés.

A cet effet, elle s'assurera notamment :

- De ne pas allumer de feux ;
- De ne pas organiser de barbecue ou tout autre évènement susceptible de mettre en danger les biens et les personnes ;
- De ne pas opérer de raccordements électriques « sauvages » sur le réseau public ou sur tout réseau privé à proximité des terrains occupés.

## **Article 2 :**

Durant toute la durée de l'occupation, la Mission Evangélique, représentée par Monsieur DEDINGER Anthony, Monsieur DEDINGER Noël et Monsieur LORRAIN Antoine veilleront à prendre toutes les dispositions nécessaires pour que l'occupation des terrains concernés soit effectuée dans des conditions de salubrité acceptables.

À cet effet, elle s'assurera notamment :

- De conserver et rendre les lieux dans le même état de propreté qu'elle les aura trouvés en arrivant ;
- De respecter le site et l'environnement ;
- D'organiser la collecte des déchets sur le terrain occupé ;
- D'organiser le traitement des eaux usées en empêchant notamment tout déversement non-autorisé.

## **Article 3 :**

Durant toute la durée de l'occupation, la Mission Evangélique, représentée par Monsieur DEDINGER Anthony, Monsieur DEDINGER Noël et Monsieur LORRAIN Antoine sont responsables des dommages qui pourraient survenir aux biens et aux personnes sur le site, et ce durant toute la durée de l'occupation.

## **Article 4 :**

A défaut pour l'association de respecter la date de départ annoncée, une procédure d'expulsion sera engagée à l'encontre des occupants.

## **Article 5 :**

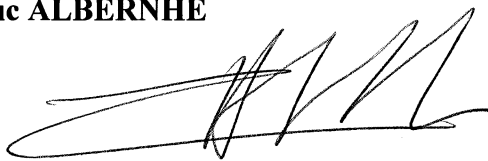
Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17/7 2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Luc ALBERNHE

Publiée le : 18/7 2014

Notifiée le :



**ATTRIBUTION MAPA N° 4B0033 Reliure des  
registres d'état civil**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1345 du 29/04/14 donnant délégation de signature à Madame Lorraine ACQUIER, adjointe déléguée à l'Etat Civil et aux Affaires Militaires.

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à la reliure annuelle des actes de naissance, de mariage et de décès dans un registre, la reliure des tables annuelles, ainsi que la reliure des tables décennales des années 2003 à 2012 ,
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28.1 du code des marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commandes pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois.
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Qualité de façonnage: 40%
  - Prix : 40 %.
  - Délai de Livraison : 20 %
- Qu'après analyse, l'entreprise L'oeil de Chat, Chemin de la Vialate 30260 CORCONNE a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

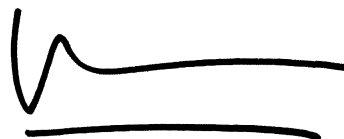
**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché reliure des registres d' Etat Civil à l'entreprise L'oeil de Chat pour un montant de 25 000 € H.T pour une durée de 1 an à compter de la notification, et reconductible 3 fois.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget général de la Ville, Nature 6188 Fonction 920221
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le **23/07/2014**

Pour Monsieur le Maire, Madame l'Adjointe  
déléguée  
Lorraine ACQUIER

Publiée le : **24/07/2014**  
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée : Maintenance des écrans publics interactifs  
(Citymedia) – Montpellier Territoire Numérique  
Marché N° 4B0084**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1341/T/R donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Que dans le cadre du programme Montpellier Territoire Numérique, la Ville de Montpellier a conçu, réalisé et déployé un ensemble de grands écrans interactifs publics appelés « CityMEDIA » ;
- Qu'il est nécessaire d'assurer la maintenance corrective et évolutive de ces dispositifs ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics sous la forme d'un marché à bons de commande, pour une durée d'un an renouvelable une fois par tacite reconduction ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - 40% Prix
  - 20% Expertise sur le sujet concerné (écrans interactifs et environnement web)
  - 30% Connaissance des solutions techniques utilisées
  - 10% Qualité des prestations de maintenance
- Qu'après analyse, la société BYPE SAS sise 3 Allée Bastide des Cypres – 13100 AIX EN PROVENCE a présenté une offre économiquement avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché de « Maintenance des écrans publics interactifs (Citymedia) – Montpellier Territoire Numérique » à la société BYPE SAS, pour une durée d'un an tacitement reconductible une fois, à compter de la date de notification et un montant total maximum de 80 000 € HT sur la durée du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction des Systèmes d'Information, chapitres 900 et 920.

- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue.

Montpellier, le 28/07/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 29/07/2014  
Notifiée le :



**Attribution d'un marché public passé selon la  
procédure adaptée pour l'Achat d'une mini pelle avec  
équipements.  
(N°4B0072)**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'Achat d'une mini pelle avec équipements pour les services de la Ville de Montpellier,
- Qu'une procédure a été lancée conformément l'article 28 du code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché ordinaire, ponctuel. La durée d'exécution se confond avec la date de notification.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - \* le prix pour 40%
  - \* La valeur technique pour 50%
  - \* Le coût d'utilisation pour 10%
- Qu'après analyse, la société FERRAT, 620 avenue du Marché Gare 34 070 MONTPELLIER a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché « l'Achat d'une mini pelle avec équipements (n°4B0072) » à la société FERRAT pour un montant total de 30 000 € HT.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville, nature 2188.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 28/07/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 29/07/2014  
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée : filtrage URL  
Sécurité Internet**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1341/T/R donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Qu'il est nécessaire pour la Ville de procéder à la mise en place d'une solution de filtrage internet
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics sous la forme d'un marché unique fractionné à bons de commande, pour une durée de deux ans renouvelable une fois par tacite reconduction ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants:
  - Prix sur 80 points
  - Prise en compte des besoins de la mairie : 20 points
- Qu'après analyse, la Société SYNEXIE sise 18 rue Victor Clappier – 83000 TOULON a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à la Société SYNEXIE pour un montant maximum de 60 000 € HT sur la durée du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction des Systèmes d'Information, chapitres 900 et 920 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue.

Montpellier, le 23/07/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 24/07/2014  
Notifiée le :





Direction Finances et  
Contrôle de Gestion  
Service Gestion Budgétaire  
et Comptable

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2014/0243

**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Modification sous-régie de recettes Lieux d'art et**  
**d'Histoire: Carré Sainte-Anne, Pavillon Populaire,**  
**Galerie St ravy**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents
- Vu la décision N°2014/0185 du 19/06/14, relative à la création de 3 sous-régies de recettes lieux d'Art et d'Histoire.
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 4 Juillet 2014,
- Vu la décision N°2014/1341/T/R du 29 Avril 2014 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA

Considérant que la régie de recettes et d'avances Lieux d'arts et d'Histoire se compose de quatre sites bien distincts, il convient de modifier l'acte constitutif des sous-régies en y ajoutant un quatrième site.

**DECIDE**

Article 1 : Il est institué quatre sous-régies de recettes auprès de la régie Lieux d'Art et d'Histoire rattachées à la Direction de la Culture et du Patrimoine :

- Le Carré Sainte-Anne, 2 rue Philipppy, 34000 Montpellier
- Le Pavillon Populaire, Esplanade Charles-de-Gaulle, 34000 Montpellier

58

- La Galerie St Ravy, Place Saint Ravy, 34000 Montpellier
- Espace Dominique Bagouet, Esplanade Charles-de Gaulle, 34000 Montpellier.

Article 2 : Les sous-régies encaissent les produits suivants :

- Droits d'entrée,
- Vente de catalogues, cartes postales, affiches, objets édités ou coédités par la Ville de Montpellier,
- Encaissements pour compte de tiers, uniquement dans le cadre de la convention signée entre la Ville et les Tiers.

Article 3 : Les recettes désignées à l'Article 2 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Chèques bancaires,
- Carte Bancaire.

Elles sont perçues contre remise à l'usager de tickets et/ou quittances.

Article 4 : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 5 : Le sous-régisseur est tenu de verser au régisseur le montant de l'encaisse au minimum une fois par mois.

Article 6 : Le sous-régisseur verse auprès du régisseur la totalité des pièces justificatives de dépenses et de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 7 : Le sous-régisseur n'est pas assujetti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

Article 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21/07/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 22/07/2014  
Notifiée le :

## **Marché public Annonces et insertions**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

**- Considérant :**

- que la publicité externe des offres d'emplois au sein de la Ville de Montpellier est assurée principalement sur le site « Emploi public » du Groupe Moniteur, spécialisé dans l'information et les services, à destination des professionnels des collectivités locales ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 titre II du code des marchés publics sous la forme d'un marché ordinaire à prix global et forfaitaire ;
- La société Groupe Moniteur , sis 17 rue d'Uzes 75108 Paris Cedex02 ayant présenté une offre économiquement avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché 4B0128 Annonces et insertions à la société « Groupe Moniteur, pour un montant de 25 570,00 euros HT.
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 920/020 R - 6231
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue.

**Montpellier, le 23/07/2014**

**Pour Monsieur le Maire,  
Monsieur l'Adjoint délégué**

**Abdi EL KANDOUSSI**

**Publiée le : 24/07/2014**  
**Notifiée le :**

**Mandat de gestion de la Maison des Syndicats, de  
divers locaux du domaine de la ville et de logements à  
usage de logements de fonction  
Appel d'offres 4D0018**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max Léviata, Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de confier à un prestataire extérieur le mandat de gestion de la Maison des Syndicats, de divers locaux du domaine de la Ville et de logements à usage de logements de fonction ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 77 du Code des Marchés Publics, soumis aux dispositions des articles 33 alinéa 3 et 57 à 59 du Code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché à bons de commande, sans minimum ni maximum, pour une période initiale d'un an à compter de la notification, pouvant être reconduit par périodes successives de un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : la valeur technique de l'offre et le prix des prestations ;
- Que la Commission d'Appel d'offres dans sa séance du 8 juillet 2014 a attribué le marché à la société ICADE PROPERTY MANAGEMENT - 45 bd Strasbourg - 31000 Toulouse, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser la signature du marché du mandat de gestion de la Maison des Syndicats, de divers locaux du domaine de la ville et de logements à usage de logements de fonction à la société ICADE PROPERTY MANAGEMENT ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue par la Commission d'Appel d'offres ;

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier : Direction Architecture Immobilier – Service Gestion Active de la Propriété – Sécurité ;
- Nature 611                      Fonction 920/020                      Ligne de crédit 20003

Montpellier, le 29/07/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué

Max LEVITA

Publiée le : 30/07/2014

Notifiée le :

**Attribution d'un Marché à Procédure Adaptée  
concernant l'accompagnement et la protection  
rapprochée  
Autorisation de signer le marché**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1361 du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, adjointe déléguée à la Sécurité.

**Considérant :**

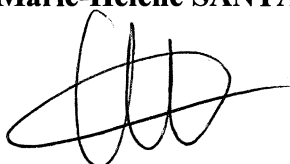
- Qu'il y a lieu de confier à une société spécialisée le marché concernant l'accompagnement et la protection rapprochée ;
- Qu'à la suite d'une consultation en date du 30 mai 2014 pour un marché immatriculé 4B0126, conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la société S.P PROTECTION - SEMIN Patrice sise 20 rue des Roses - 34970 Lattes a présenté une offre acceptable ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché à bons de commande précité sans minimum, mais avec un montant maximum annuel de 20 000,00 Euros H.T. à la société S.P PROTECTION - SEMIN Patrice sur une période initiale d'un an à compter de la notification.  
Le marché peut être reconduit par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville - Chapitre 921 Nature : 6282 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21/07/2014

**Pour Monsieur le Maire, Madame l'Adjointe  
déléguée  
Marie-Hélène SANTARELLI**



Publiée le : 22/07/2014  
Notifiée le :

## **Avenants au marché "Aménagement et entretien des espaces verts"**

### **Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'Arrêté 2014/1344 du 29 avril donnant délégation de signature à Monsieur Christophe COUR, Adjoint délégué,

### **Considérant :**

- Que le marché « Aménagement et entretien des espaces verts » prend fin le 14 juillet 2014 ;
- Que pour les lots ci-dessous, les avenants consistent à prolonger le marché en cours pour une durée de 4 mois, sans modification du montant maximum actuel et sans modification des termes du contrat.

Lots	N° marché	Entreprise
1	H10A13	Sarivière
3	H10C13	Pousse Clanet
4	H10D13	Sarivière
5	H10E13	Sarivière
6	H10F13	Sarivière
7	H10G13	Sarivière

- Que pour le lot 2, l'avenant consiste à
  - o prolonger le marché en cours pour une durée de 4 mois, et
  - o appliquer une plus value de 61000 € HT, sans modification des termes du contrat,

Lot	N° marché	Entreprise
2	H10B13	BRL Espaces Naturels

### **Décide en conséquence :**

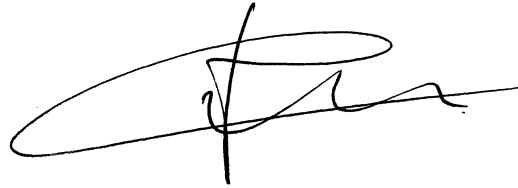
- pour les lots 1,3,4,5,6,7 : de prolonger la durée du marché en cours d'exécution, pour une période de 4 mois, sans modification des termes du contrat et sans modification du montant maximum initial ;
- pour le lot 2 : de prolonger la durée du marché en cours d'exécution, pour une période de 4 mois, sans modification des termes du contrat et de porter le montant maximum du marché à 511000 € HT, soit une augmentation de 13.6% du montant initial, conformément à l'avis favorable de la Commission d'Appel d'offres du 08 juillet 2014 ;
- de dire que cette dépense sera imputée sur le Budget 2014 de la Ville, section fonctionnement 928
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 25/07/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué

Christophe COUR

Publiée le : 28/07/2014  
Notifiée le :

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'C' followed by a series of loops and a horizontal line extending to the right.



## PROJET D'AVENANT N° 2

### A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

#### Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER  
1 place Georges Frêche  
34064 MONTPELLIER CEDEX 2

*Représenté par*  
Monsieur Le Maire

#### Titulaire du marché :

BRL ESPACES NATURELS MONTPELLIER  
*Représenté par Monsieur le Directeur*

### B. Renseignements concernant le marché

*Objet du marché :*  
AMENAGEMENT ET ENTRETIEN DE DIVERS ESPACES VERTS  
Quartier Port Marianne

*N° du marché :*  
1H10270B

*Notifié le :*  
15 juillet 2011

*Montant initial annuel du marché :*  
*Montant HT Mini :* 100 000,00 Euros  
*Montant HT Maxi :* 450 000,00 Euros

---

*Date d'examen du projet d'avenant par la Commission d'appels d'offres : 08/07/2014*

*Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :*

## C. Objet de l'avenant

### ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet :

1- prolonger la durée du marché en cours de 4 mois pour le motif suivant :

- nécessité d'assurer une continuité d'entretien des espaces verts de la ville dans l'attente du renouvellement du marché en cours.

2- augmenter le montant du marché pour le motif suivant :

- le plafond du marché étant atteint, le prolongement de durée implique une augmentation du maximum initial.

### ARTICLE 2

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à 61 000,00 € H.T., soit en toutes lettres : soixante et un mille euros H.T.

Le montant du contrat est donc porté à 511 000,00 € h.T., sous réserve de l'ajustement ultérieur de cette somme, d'une part suivant les prestations réellement exécutées et justifiées, et d'autre part par l'application des modalités de variation des prix prévues au contrat.

La plus-value s'élève donc à 13,6 % du contrat initial.

### ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

### ARTICLE 4 : Durée du marché

Le nouveau délai d'exécution est donc fixé au 14/11/2014.

### ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

## D. Signatures des parties

A Montpellier le

L'entrepreneur,

Pour Monsieur Le Maire  
l'Adjoint Délégué

Christophe COUR

### E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A ....., le

**Marché n°3C06398330**  
**ASSISTANCE TECHNIQUE POUR DES ETUDES**  
**DE CIRCULATION**  
**Attribution de marché**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté de délégation n°2014/1351/T/R du 30 avril 2014 par lequel Madame Stéphanie Jannin, 1<sup>ère</sup> Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation aux Déplacements et à la politique locale de déplacements ;

**Considérant :**

- qu'il y a lieu de procéder au lancement d'un marché à bons de commande d'assistance technique pour les études de circulation ;
- que la consultation de bureaux d'études, qui s'est déroulée du 12/12/13 au 17/01/14, pour le marché n°3C06398330 a été organisée conformément à l'article 77 du code des marchés publics ;
- que TRANSITEC a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- d'attribuer le marché n°3C06398330 à TRANSITEC pour un montant annuel HT minimum et maximum compris entre 2 000 euros et 45 000 euros ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe Déléguée à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, l'exécution et le règlement dudit marché ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 investissement de la Ville Fonction 908241

**Montpellier, le 28/07/2014**

**Pour Monsieur le Maire, Madame la Première  
Adjointe**  
**Stéphanie JANNIN**

**Publiée le :** 29/07/2014  
**Notifiée le :**

**DECISION**  
□  
**MARCHE PUBLIC - PRESTATIONS  
TOPOGRAPHIQUES ET MISSIONS DE  
GEOMETRE SECTEUR 1 : QUARTIER CENTRE**  
□  
**N° 3D0142A**  
□  
**AVENANT N°1**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1718 en date du 2 juin 2014 donnant délégation à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint délégué ;

**Considérant :**

Par délibération en date du 22 juillet 2013, le Conseil Municipal a autorisé le Maire à signer un marché de services n° 3D0142A – Prestations topographiques et missions de géomètre – Secteur 1 : quartier centre, avec le groupement d'entreprise SIRAGUSA SARL – BILICKI DHOMBRES OSMO SCP – CABINET PAGES TIP SARL.

Il s'agit d'un marché de services à bons de commandes, passé dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres selon les articles 33 3<sup>e</sup> alinéa, 57 à 59 et 77 du code des marchés publics, pour une durée d'un an reconductible 3 fois.

Montant minimum du marché : 5 000,00 € H.T. par an  
Montant maximum du marché : 200 000,00 € H.T. par an

Dans le cadre de ce marché, la Ville a besoin de réaliser des prestations de levé topographiques par aérotriangulation en vue d'établir une restitution photogrammétrique sur le secteur du Verdanson avec une précision de 10- 15 cm.

Cette prestation ne pouvait pas être prévue lors du marché initial, suite à des sujétions techniques totalement imprévisibles.

Pour réaliser cette prestation, il est nécessaire de créer des prix nouveaux au bordereau de prix unitaires du marché.

Le montant du contrat demeure inchangé : les montants minimum et maximum du marché ne sont pas modifiés.

Conformément à l'article 20 du code des marchés publics, il convient de conclure un avenant au marché initial.

**Décide en conséquence :**

- D'approuver le principe de l'avenant n°1 au marché n° 3D0142A – Prestations topographiques et missions de géomètre – Secteur 1 : quartier centre, avec le groupement d'entreprise SIRAGUSA SARL – BILICKI DHOMBRES OSMO SCP – CABINET PAGES TIP SARL, pour création de prix nouveaux.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer l'avenant et, plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 01/08/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué

Luc ALBERNHE

Publiée le : 04/08/2014  
Notifiée le :



**Direction de l'Espace Public**  
**Modification de la régie de recettes Occupation du  
Domaine Public et Manifestations**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 03 Septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu le Décret n°2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale,
- Vu la décision municipale du 18 juillet 2003 instituant une régie de recettes pour l'encaissement des concessions et autorisations d'occupation du domaine public,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 21 Juillet 2014,
- Vu l'arrêté n°201/1341/T/R du 29 Avril 2014 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

**Considérant** qu'il convient de modifier l'acte constitutif de la régie d'Occupation du Domaine Public Temporaire et Manifestations, en **supprimant les encaissements des bulles de ventes.**

**DECIDE**

En conséquence la nouvelle rédaction de l'acte est la suivante :

Article 1 : Il est maintenu une régie de recettes « Occupation du Domaine Public Temporaire et Manifestations».

Article 2 : Cette régie est installée 1 place Georges FRECHE, 34 267 Montpellier cedex 2.

Article 3 : La régie de recettes de l'occupation du domaine public temporaire et manifestations encaisse les produits :

- Les produits liés à l'occupation du domaine public lors de manifestations (FISE, Beach Volley,...)
- Les véhicules publicitaires.

Article 4 : la régie de recettes de l'Occupation du Domaine Public temporaire et manifestations n'encaissera plus les produits suivants :

- Les encaissements des bulles de ventes.

Article 5 : Les recettes désignées dans l'article 3 seront perçues au chapitre 929 selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire
- Chèques
- Carte bancaire

Elles sont perçues contre remise à l'usager de factures pour les commerçants non sédentaires, de quittance accompagné d'un arrêté pour les « camions pizza », et d'un arrêté faisant foi de facture pour l'Occupation du Domaine Publique.

Article 6: Un compte de dépôt de fonds sera ouvert auprès du Trésor Public.

Article 7 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 4 000 €.

Article 8 : Le régisseur est tenu de verser la totalité des pièces justificatives des recettes encaissées et le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7, à la fin du fonctionnement de la régie et au minimum une fois par mois.

Article 10 : En application du décret n° 2006-779 du 3 Juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale, la régie susvisée ouvre droit à la NBI de 15 (ou 20) points et sera versée à l'agent s'il remplit les conditions.

Article 11 : Le régisseur sera assujetti à un cautionnement, selon la réglementation en vigueur.

Article 12 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 13 : L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leurs arrêtés de nomination.

Article 14 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02/09/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 03/09/2014  
Notifiée le :





**Marché Public - Ouverture et fermeture des parcs et  
squares de la Ville de Montpellier- N°4D0001**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1344 du 29 avril donnant délégation de signature à Monsieur Christophe COUR, Adjoint Délégué,

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'ouverture et la fermeture des parcs et squares de la Ville ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions des articles 30 et 77 du Code des marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commandes, non allotis pour une durée de 1 an reconductible 3 fois à compter de la notification.
- Que les critères d'analyse des offres, pour le jugement des offres, étaient les suivants :
- A- Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 60 %.
- B- Prix des prestations : 40 %

**\*Notation de la valeur technique**

- 1- Moyens humains affectés au marché (30 points)
  - Effectifs affectés aux prestations et modes de tournées prévus (10 points)
  - Qualification du personnel (10 points)
  - Formation continue (10 points)
- 2- Moyens matériels affectés à la prestation (30 points)
  - Véhicules (10 points)
  - Moyens de communication (20 points)

**\*Notation du critère du prix**

La formule de calcul pour la notation du montant de l'offre s'établit selon la formule ci-dessous :

*Calcul de la note (/10) :*

$$Note = 5 \times \left[ 1 - \frac{A}{1 + |A|} \right]$$

$$A = \frac{k(Po - Pm)}{Pm}$$

*Po = Prix de l'Offre*

*Pm = Prix moyen des offres.*

*K = coefficient de pente établi à 5*

- Que la commission d'appel d'offres, dans sa séance du 1<sup>er</sup> juillet 2014, a attribué le marché à l'entreprise T2S GARDIENNAGE, sise 145 rue Joe Dassin 34080 Montpellier présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

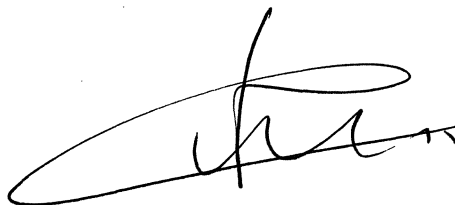
**Décide en conséquence :**

- D'autoriser la signature du marché ouverture et fermeture des parcs et squares de la Ville de Montpellier à l'entreprise T2S GARDIENNAGE, pour un montant de 714 384 € HT .
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville, section de fonctionnement, nature 6282, fonction 928
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le marché et, plus généralement , tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres.

Montpellier, le 25/07/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Christophe COUR

Publiée le : 30/07/2014  
Notifiée le :



**Marché public: plan de conservation, restauration et  
valorisation de l'église Saint Roch  
n°4B0089, relance du lot n°3**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

**Considérant :**

- Que la Ville a, par décision n°2014/0193 du 23 juin 2014, attribué cinq des six lots du marché de conservation, restauration et valorisation de l'église Saint Roch ;
- Que le lot 3 (conservation des textiles), déclaré infructueux, a fait l'objet d'une relance en date du 24 juin 2014, conformément à l'article 30 du code des marchés publics ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient la note méthodologique (60%), l'expérience professionnelle (20%), le prix (20%) ;
- Qu'après analyse, Madame Béatrice Girault-Kurtzemann a présenté une offre économiquement avantageuse ;
- Que, par ailleurs, une erreur matérielle s'est glissée dans la décision n°2014/0193, indiquant un montant hors taxes de 17 988 € pour le lot n°5 alors que ce montant est de 14 990 € ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le lot n°3 du marché 4B0089 à Madame Béatrice Girault-Kurtzemann, pour un montant de 4 225 € HT, portant ainsi le total du marché à 39 506.95 € HT, compte tenu du montant rectifié du lot n°5;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville, fonction 903 et 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec le candidat retenu.

Montpellier, le 03/09/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Cédric de SAINT-JOUAN

Publiée le : 04/09/2014  
Notifiée le :



**Direction Finances et  
Contrôle de Gestion**  
Service Gestion Budgétaire  
et Comptable

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2014/0253

**Direction de l'Espace Public  
Service des Affaires Commerciales  
Modification de la régie du marché aux Puces et à la  
Brocante**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 03 Septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu le Décret n°2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale,
- Vu la décision municipale du 09 Mars 2005, instituant une régie de recettes au marché aux puces et à la brocante,
- Vu la décision n°2010/142 du 12 Avril 2010, relative à la modification de la régie de recettes,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Municipal en date du 21 Juillet 2014,
- Vu l'arrêté n°201/1341/T/R du 29 Avril 2014 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

**CONSIDERANT** que suite au changement de lieu de la régie de recettes du marché aux puces et à la brocante, il convient de modifier son adresse.

## DECIDE

En conséquence la nouvelle rédaction est la suivante :

Article 1 : Il est maintenu une régie de recettes auprès du service des Affaires Commerciales.

Article 2 : La régie de recettes est installée dans les locaux de la Mairie de Montpellier, 1 place Georges FRECHE, 34267 Montpellier cedex 2.

Article 3 : la régie encaisse les produits suivants :

- les droits de stands ou les participations financières demandées aux exposants des divers marchés permanents de la Ville.

Article 4 : Les recettes de la régie des affaires commerciales sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- numéraire
- chèque
- carte bancaire.

Article 5 : Un compte de dépôts de fonds est ouvert au nom de la régie auprès du Trésor Public.

Article 6 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 20 000€.

Article 7 : En application du décret n° 2006-779 du 3 Juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale, la régie susvisée ouvre droit à la NBI de 15 (ou 20) points et sera versée à l'agent s'il remplit les conditions.

Article 8 : Un fonds de caisse d'un montant de 200,00€ sera mis à disposition du régisseur.

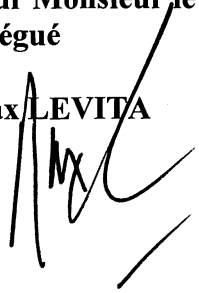
Article 9 : L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leurs arrêtés de nomination.

Article 10 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 31/7/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué

Max LEVITA



Publiée le : 01/08/2014

Notifiée le :

## **Marché contrôles techniques et périodiques**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1341/T/R du 29 avril 2014, donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, adjoint délégué,

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder aux divers contrôles techniques et périodiques concernant les véhicules et le matériel de levage appartenant à la ville de Montpellier.
  - Que la consultation a fait l'objet d'un marché passé en procédure adaptée, référencée 4 B 0035, conformément au code des marchés publics.
  - Que le marché comprend deux lots distincts, sans montant mini mais avec un montant maxi de 85 000 € HT pour l'ensemble des deux lots. La répartition des montants est la suivante :
    - o Lot 1 – Contrôles techniques périodiques des véhicules - montant maxi = 55 000 € HT
    - o Lot 2 – Contrôles périodiques obligatoires du matériel de levage  
montant maxi = 30 000 € HT
  - Qu'il s'agit d'un marché à bons de commande dont la durée de la période initiale est d'un an ; reconductible trois fois un an par tacite reconduction à compter de sa date de notification.
  - Que la société AUTO CONTROLE DE ST JEAN DE VEDAS (lot 1) a présenté une offre économiquement acceptable.
- Que la société CEV Pierre OLIVIER (lot 2) a présenté l'offre la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché à compter de sa notification pour une durée d'une année correspondante à la période initiale et de le reconduire tacitement trois fois :

**Lot 1 maxi = 55 000 € HT :** A la SARL AUTO CONTROLE DE ST JEAN DE VEDAS  
NORISKO – 483 rue Théophraste Renaudot – 34430 St Jean De Védas

**Lot 2 maxi = 30 000 € HT :** A la société C.E.V. Pierre OLIVIER – 16 Rue des Violettes BP 52 –  
34660 Cournonterral

- D'imputer cette dépense sur le budget de fonctionnement de la ville (nature : 61551 et ligne de crédit : 13312 )

D'autoriser, Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 04/09/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 05/09/2014

Notifiée le :



Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2014/0255

**Mission d'audit du Centre Communal d'Action  
Sociale de la Ville de Montpellier  
Attribution d'un marché passé  
selon une procédure adaptée**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'attribution du marché relatif à la mission d'audit du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Montpellier,
- Qu'à la suite d'une consultation, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 12 juin 2014, le prestataire CALIA Conseil – 24 rue Michal – 75 013 PARIS- a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité au prestataire CALIA Conseil, pour un montant de 31 500 € H.T. ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville (925/520/617) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou l'Adjointe déléguée, à signer le marché et plus généralement tous documents relatifs au marché.

Montpellier, le 01/08/2014

**Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL**

**Publiée le :  
Notifiée le :**



## **MARCHE PUBLIC**

### **– « CHAMPIONNATS DU MONDE DE SAUVETAGE SPORTIF – 13 SEPTEMBRE 2014 AU 29 SEPTEMBRE 2014 – CONTRAT DE PRESTATIONS DE SERVICE » -**

**N° 4B0135**

#### **Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté 2014/1353 du 28 Avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports ;

#### **Considérant :**

- qu'il y a lieu d'acquiescer des prestations dans le cadre d'une démarche de promotion du sport en général et particulièrement du sauvetage sportif, pour les Championnats du Monde de Sauvetage Sportif qui se tiendront du 13 Septembre 2014 au 29 Septembre 2014. Cette démarche contribue à fédérer localement les échanges d'expérience et d'expertise entre le monde de l'entreprise et le monde associatif. Ces prestations bénéficieront aux invités institutionnels, aux collaborateurs de la Collectivité, aux membres du tissu associatif, ainsi qu'aux élus et aux partenaires.

-qu'il s'agit de prestations en opérations de communication et en achat de places pour les différentes phases de la compétition.

- qu'une procédure a été lancée à la suite d'une consultation faite auprès de la Fédération Française de Sauvetage et de Secourisme, seul prestataire habilité, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics ;

- qu'après analyse, il a été décidé d'attribuer le marché n°4B0135 à la Fédération Française de Sauvetage et de Secourisme, domiciliée au 28 Rue Lacroix – 75 017 Paris, seul prestataire habilité, pour l'ensemble des services à exécuter.

#### **Décide en conséquence :**

- d'attribuer le marché « Championnats du Monde de Sauvetage Sportif – 13 Septembre 2014 au 29 Septembre 2014 – Contrat de prestations de Service », à la Fédération Française de Sauvetage et de Secourisme, pour un montant de 33 333.33 € H.T ;

- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville, nature 6188 fonction 9240 ;

- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 31/07/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Fabien ABERT

Publiée le : 01/08/2014  
Notifiée le :

**ZAC Ovalie  
Convention de participation  
Lot 22 - SNC MARIGNAN RESIDENCES**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L.311-4;
- Vu la délibération n°40 du Conseil municipal en date du 3 juin 2004 approuvant le dossier de création de la zone d'aménagement concerté Ovalie ;
- Vu la délibération n°74 du Conseil municipal en date du 29 juillet 2004 approuvant les termes d'un traité de concession confiant à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), l'aménagement de la ZAC Ovalie ;
- Vu le traité de concession en date du 1er septembre 2004 entre la Ville de Montpellier et la SERM et plus particulièrement son article 8ter ;

**Considérant :**

- Que la société SNC MARIGNAN RESIDENCES souhaite réaliser une construction sur la parcelle cadastrée PD n°40 d'une superficie totale de 4.635 m², correspondant au lot n°22, située rue Gustave FLAUBERT, et comprise dans le périmètre de la ZAC Ovalie mais non acquise par la SERM,
- Que dans ce contexte, il y a lieu d'établir une convention de participation entre la Ville de Montpellier et la société SNC MARIGNAN RESIDENCES afin de préciser les conditions de leur participation financière au coût de l'équipement de la ZAC Ovalie,
- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagé, résumés comme suit :
  - Surface de plancher (SDP) envisagée :  
3260 m² pour la réalisation de logements collectifs.
  - Calcul du montant de la participation :  
Base de calcul : 177 €/m² SDP pour l'année 2014

Montant total :  $3260 \times 177 = 577\,020$  €.

**Décide en conséquence :**

- de conclure une convention de participation entre la Ville de Montpellier et la société SNC MARIGNAN RESIDENCES;
- du versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), selon les modalités de l'article 4.2 de la convention de participation ;
- que ladite convention sera annexée à la présente Décision.

Montpellier, le 30/07/2014  
Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

Publiée le : 31/07/2014  
Notifiée le :

**CONVENTION DE PARTICIPATION  
AUX EQUIPEMENTS PUBLICS DE  
LA ZAC OVALIE**

**POUR LE LOT 22**

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

La Ville de MONTPELLIER, représentée par Monsieur le Maire Philippe SAUREL, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 24 Avril 2014,

Ci-après dénommée la **Collectivité** ou la Ville,

**DE PREMIERE PART,**

**ET**

La société dénommée « SNC MARIGNAN RESIDENCES », société en nom collectif, au capital de 38.125€ dont le siège social est 770 rue Alfred Nobel à MONTPELLIER (34000), immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 419 750 252,

Représentée par Monsieur Pierre-Edouard BERGER,

Ci-après dénommée le **Constructeur**

**DE SECONDE PART,**

Est également intervenue à la présente convention de participation, en vertu de la Concession d'Aménagement signée le 1<sup>er</sup> septembre 2004, la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine SAEM, par abréviation S.E.R.M., Société Anonyme d'Economie Mixte au capital de 5.894.000 €, dont le siège est en l'Hôtel de Ville de Montpellier et les bureaux à Montpellier (34960) Etoile Richter, 45-place Ernest Granier, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Montpellier sous le numéro B 462 800 160,

Représentée par Monsieur Thierry LAGET, agissant aux présentes :

- tant en sa qualité de Directeur Général, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du conseil d'administration de ladite société en date du 22 Septembre 2009,
- qu'en vertu des pouvoirs résultant tant de ladite délibération que des dispositions de l'article 21 des statuts,

Ci-après dénommée la « **SERM** »

## **IL EST EXPOSE CE QUI SUI**

Par délibération du Conseil Municipal en date du 3 juin 2004, la Ville de Montpellier décidait la création de la ZAC OVALIE. Ce nouveau quartier, d'une superficie de 35 hectares, a pour objectif principal de répondre aux besoins en logements exprimés dans le secteur Sud-Ouest de la Ville.

L'aménagement de la zone a été confié à la SERM par une convention publique d'aménagement approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 29 juillet 2004, devenue concession d'aménagement suite à la loi du 20 juillet 2005.

Le 28 février 2005 la Ville a approuvé le dossier de réalisation, précisant notamment le programme des équipements publics et des aménagements nécessaires à cette urbanisation, ainsi que les modalités prévisionnelles de financement.

Les constructions à l'intérieur du périmètre de la ZAC ont été exclues du champ d'application de la Taxe Locale d'Equipeement en application de l'article 1585.C du Code Général des Impôts, la charge du coût des équipements généraux de la ZAC correspondant aux seuls besoins des usagers étant mis à la charge des constructeurs, conformément à l'article 317 quater du Code Général des Impôts.

Le constructeur signataire des présentes envisage la réalisation d'un bâtiment à usage habitation collective, sur un terrain situé à l'intérieur du périmètre de ZAC dont il est propriétaire, mais non acquis à la SERM aménageur.

La présente convention, établie en application de l'article L 311.4 du Code de l'Urbanisme, a pour objet de définir les conditions de la participation du constructeur signataire des présentes au coût de l'équipement de la zone, réalisé conformément au programme des équipements publics de la ZAC.

## **CELA EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUI**

## ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

1.1. La présente convention concerne les terrains dont la désignation suit :

une parcelle située à Montpellier, rue Gustave FLAUBERT,  
cadastrée section PD n° 40,  
d'une superficie provisoire de **4.635 m<sup>2</sup>** et correspondant au lot n° 22 de la ZAC OVALIE.

1.2. Le constructeur envisage la construction sur ce terrain d'un programme de 60 logements collectifs, correspondant à 3.260 m<sup>2</sup> de surface de plancher (SDP).

Une extension ultérieure pourra être admise, le cas échéant, si les dispositions du document d'urbanisme réglementaire le permettent, selon les modalités de versement d'une participation aux équipements de la ZAC définies ci-après.

1.3. La réalisation de ce programme doit s'effectuer conformément au document d'urbanisme réglementaire, à savoir le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2006, et ses modifications successives.

1.4. Il est ici rappelé qu'au titre de l'article L311-4 du Code de l'Urbanisme, la présente convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire.

## ARTICLE 2 – EQUIPEMENTS MIS A LA CHARGE DE L'OPERATION

2.1. En application du programme des équipements publics de la zone approuvé par délibération en date du 28 février 2005, les équipements dont la liste suit sont mis à la charge des constructeurs de la zone :

- voiries internes de la ZAC,
- réseaux assainissement – eaux usées – eaux pluviales,
- réseaux d'adduction eau potable,
- éclairage public,
- espaces verts,
- réseau électricité,
- réseau télécommunications.

2.2. La part des dépenses de réalisation de ces équipements mise à la charge des constructeurs est répartie, quelles que soient les catégories de construction, en proportion de la surface de plancher construite.

## ARTICLE 3 – MONTANT DE LA PARTICIPATION

### 3.1. Programme

Le constructeur envisage la réalisation sur le terrain visé à l'article 1 d'un programme de **3.260 m<sup>2</sup>** de surface de plancher répartie de la façon suivante :

- 60 logements collectifs :
  - 15%, soit 489 m<sup>2</sup> SDP de logements en accession à la propriété aidée ;
  - 15% soit 489 m<sup>2</sup> SDP de logements en accession intermédiaire ;
  - le solde, soit 2.282 m<sup>2</sup> SDP de logements en accession libre ;

### 3.2. Modalités de calcul

Sur la base du programme défini à l'article 3.1, le montant de la participation du constructeur est fixé à **177 €** par mètre carré de surface de plancher autorisé par le permis de construire. Cette participation sera majorée de l'indexation, dans les conditions fixées à l'article 5 ci-après.

Sur la base de la demande de permis de construire, à savoir **3260 m<sup>2</sup> SDP**, le montant de la participation du constructeur pour le programme visé ci-dessus s'établit à la somme de :

$$3260 \times 177 = 577.020 \text{ euros}$$

- 3.3. Une des principales orientations du Plan Local de l'Habitat, approuvé par délibérations du Conseil d'Agglomération de Montpellier en date du 21 décembre 2004 et du 16 mai 2007, est de produire une offre de logement adaptée, par sa quantité, sa qualité et ses prix, aux attentes et capacités de la classe moyenne et des jeunes actifs, et ce afin de promouvoir la mixité sociale et l'équilibre démographique sur le territoire de l'agglomération.

Cette orientation a été reprise dans le cadre des objectifs du Schéma de Cohérence Territoriale de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, approuvé le 17 février 2006, visant à renouveler et à diversifier l'offre résidentielle, afin de répondre aux besoins de tous les ménages notamment les plus modestes par la réalisation de logements locatifs sociaux et de logements en accession abordable.

Ces orientations et objectifs supposant une action basée sur une maîtrise des prix de sortie, la Commune de MONTPELLIER oblige les constructeurs à plafonner les prix de vente des logements en accession à la propriété aidée et intermédiaire.

#### Programme de logements en accession à la propriété aidée :

Le constructeur s'engage sur le prix de vente prévisionnel suivant :

Prix de vente prévisionnel moyen : **2.408 € TTC**, parking compris, par m<sup>2</sup> de surface habitable avec une TVA au taux de 20% actuellement en vigueur à la signature des présentes.

Ce prix de vente prévisionnel sera indexé en fonction de la variation de l'indice national du prix du bâtiment, BT01, valeur entre la date de permis de construire et la date de la DROC.

En cas de dépassement de ce prix de vente, l'acquéreur sera redevable d'une indemnité égale à 35 % du dépassement constaté entre le prix de vente prévisionnel moyen figurant à la présente convention de participation (2.408 € TTC, parking compris) et le prix effectif de vente, au vu d'une attestation du notaire de l'acquéreur récapitulant le prix.

#### Programme de logements en accession intermédiaire :

Le constructeur s'engage sur le prix de vente prévisionnel suivant :

Prix de vente prévisionnel moyen : **3.010 € TTC**, parking compris, par m<sup>2</sup> de surface habitable avec une TVA au taux de 20% actuellement en vigueur à la signature des présentes.

Ce prix de vente prévisionnel sera indexé en fonction de la variation de l'indice national du prix du bâtiment, BT01, valeur entre la date de dépôt de permis de construire et la date de la DROC.



En cas de dépassement de ce prix de vente, l'acquéreur sera redevable d'une indemnité égale à 35 % du dépassement constaté entre le prix de vente prévisionnel moyen figurant à la présente convention de participation (3.010 € TTC, parking compris) et le prix effectif de vente, au vu d'une attestation du notaire de l'acquéreur récapitulant le prix.

### **3.4. Sanctions en cas de non-respect de la répartition du programme et du prix de sortie**

En cas de non-respect de l'objectif de 15% de logements en accession à la propriété aidée et 15% en accession intermédiaire, le constructeur devra verser une pénalité égale à 100 €/m<sup>2</sup> non réalisé. Pour justification, le constructeur s'engage à fournir au plus tôt, au permis de construire purgé des délais de recours des tiers et retrait administratif, et au plus tard, au démarrage des travaux, une grille des prix de commercialisation dûment attestée par son notaire.

Les clauses relatives à l'accession à la propriété aidée et à l'accession intermédiaire figurent en annexe des présentes.

- 3.5.** Le montant total de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m<sup>2</sup> SDP autorisés par le permis de construire effectivement délivré.

## **ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT**

- 4.1.** Le constructeur s'engage à notifier l'arrêté de permis de construire à la SERM dans les **huit jours** de sa délivrance. Il s'engage à faire diligence afin de purger les délais de recours contre le permis de construire.

- 4.2.** En application de l'article 8ter de la concession d'aménagement signée en date du 1<sup>er</sup> septembre 2004 entre la Collectivité et la SERM chargée de l'aménagement et de l'équipement de la zone, le Constructeur s'engage à verser directement le montant de la participation prévue par la présente convention à la SERM.

- 4.3.** Le constructeur s'engage à verser la participation au coût des équipements publics de la zone selon l'échéancier suivant :

100% à la fourniture de la DROC.

- 4.4.** Passées leurs dates d'échéance, les sommes dues au titre de la présente convention de participation, à quelque titre que ce soit, porteront intérêt au taux de l'intérêt légal à la date d'échéance, majoré de cinq points, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, et sans que le paiement de ces intérêts dégage l'acquéreur de son obligation de payer à la date prévue à la SERM, laquelle conserve la faculté de l'y contraindre et ce, sans préjudice pour la SERM de son droit à résolution du contrat, et à des dommages-intérêts.

## **ARTICLE 4BIS – GARANTIE BANCAIRE**

Le Constructeur s'oblige à fournir à la Ville le cautionnement d'un établissement financier de premier ordre préalablement agréé par la Ville, garantissant solidairement avec l'acquéreur, en renonçant aux privilèges de discussion et de division des articles 2021 et 2026 du Code Civil ainsi qu'au bénéfice des dispositions des articles 2032 et 2039 du Code Civil, le paiement de la participation, et des intérêts le cas échéant, dus au titre de la présente convention.

Ladite garantie devra être fournie au plus tard le 15 Septembre 2014 et sa mise en jeu est conditionnée à la production de la DROC à la banque par la SERM.

## **ARTICLE 5 – INDEXATION**

Les versements prévus à l'article 4 ci-dessus seront indexés sur l'Indice National des Travaux Publics TP01, tel qu'il est établi par le Ministère de l'Economie et des Finances, par application à la somme due à chaque échéance du rapport I/Io dans lequel :

- Io est le dernier indice connu à la date de la délibération approuvant la présente convention, soit 705,60 (Janvier 2014).
- I est le dernier indice connu 15 jours avant la date de chaque échéance considérée.

## **ARTICLE 6 – DEGREVEMENT**

En cas de modification du permis de construire entraînant une diminution ou la suppression de la participation, ou de péremption du permis de construire, la somme correspondante est restituée au constructeur si le versement a été effectué.

Si le versement n'a pas été effectué, le montant de la participation sera réduit à due concurrence.

## **ARTICLE 7 – TRANSFERT DU PERMIS – MUTATION**

Dès lors que le terrain ci-avant désigné et les constructions s'y trouvant seraient pour tout ou partie vendus, ou qu'ils feraient l'objet de contrats conférant des droits réels à un tiers, ou encore en cas de transfert de permis de construire, les obligations résultant de la présente convention seront transférées de plein droit aux bénéficiaires de ces ventes ou transferts. Le constructeur s'engage à faire insérer dans les actes afférents, l'obligation pour son acquéreur ou tout autre tiers détenteur des droits réels d'exécuter et de transmettre aux acquéreurs successifs, les obligations résultant de la présente convention de participation auxquelles il n'aurait pas été satisfait.

Le constructeur sera tenu solidairement avec ses successeurs du paiement des fractions de participation non encore effectuées à la date de l'acte de vente ou de tout autre acte conférant une partie des droits réels ou encore à la date de transfert du permis de construire.

## **ARTICLE 8 – LITIGES**

Tout litige résultant de l'application de la présente convention de participation et ses suites sera du ressort du tribunal administratif de Montpellier.

## **ARTICLE 9 – FRAIS**

Les frais de timbre et d'enregistrement de la présente convention de participation sont à la charge du Constructeur.

## **ARTICLE 10 – EFFETS**

- 10.1. La signature de la présente convention ne préjuge pas des délais d'instruction de la demande de permis de construire déposée par le constructeur, ni de la décision qui sera prise à l'issue de cette instruction.

17/07/2014

541

- 10.2. Si par impossible, une stipulation quelconque de la présente convention était entachée d'illégalité, la constatation de ladite illégalité n'emporterait pas, sauf indivisibilité, la nullité du surplus.

#### **ARTICLE 11 – ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution de la présente convention de participation, les parties intervenantes font élection de domicile :

- Pour la Collectivité en l'Hôtel de Ville,
- Pour le Constructeur en son domicile (en son siège social),
- Pour la SERM en son siège administratif

Fait à Montpellier,

Le .....

(en trois exemplaires originaux)

**Pour la Collectivité**

**Pour le Constructeur**

**Pour la SERM**

#### **ANNEXE**

- Dispositif relatif à l'accession à la propriété aidée
- Dispositif relatif à l'accession à la propriété intermédiaire

**CONTENTIEUX**  
**Mathias ZILIMWABAGABO / VILLE DE**  
**MONTPELLIER**  
**Recours en annulation contre le titre de recettes**  
**n°1379 du 14 mars 2014**  
**Décision de défendre**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que M. ZILIMWABAGABO est propriétaire d'un logement frappé d'un arrêté préfectoral de déclaration d'insalubrité réparable n°101608 du 13 mars 2012 ;
- Que la ville a procédé au relogement du locataire en lieu et place de M. ZILIMWABAGABO ;
- Que la ville a émis un avis des sommes à payer n°1379 du 14 mars 2014 à son encontre en vue du recouvrement des sommes dépensées par la ville pour effectuer le relogement ;
- Que par requête au Tribunal Administratif n°1402382-5 du 13 mai 2014, M. ZILIMWABAGABO demande l'annulation du titre exécutoire ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 02/03/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 03/03/2014  
Notifiée le :

**SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES « ESPACE  
PITOT PARKING » / MONTPELLIER, Recours en  
responsabilité présenté devant le Tribunal  
Administratif de NIMES  
DECISION D'ESTER**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que le Syndicat des copropriétaires « Espace Pitot Parking » prétend avoir subi des préjudices du fait des mesures conservatoires prises par la Ville concernant les désordres affectant l'espace Pitot ;
- Que par requête n° 1305809 présentée au Tribunal administratif de Montpellier, le syndicat des copropriétaires engage la responsabilité de la commune de MONTPELLIER pour les préjudices subis ;
- Que par ordonnance du 4 février 2014, le Conseil d'Etat a désigné le Tribunal Administratif de NIMES pour connaître la requête enregistrée sous le numéro 1400606-3 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 02/03/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 03/03/2014  
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon la procédure  
adaptée pour l'achat de matériel de bureau  
(n°4B0108)**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'Achat de matériel de bureau pour les services de la Ville de Montpellier,
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 28 et 77-1 du code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché à bons de commandes, pour une durée de quatre ans à compter de la date de notification
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - \* le prix pour 50%
  - \* la valeur technique pour 50%
- Qu'après analyse, la société DACTYL BURO OFFICE 11 rue Charles DURAND CS 90004, 18 023 BOURGES CEDEX, a présenté une offre économiquement avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché « Achat de matériel de bureau » n°4B0108, à la société DACTYL BURO OFFICE pour un montant total maximum de commandes de 80 000.00 € HT
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 6064 et le budget d'investissement, nature 2183 tous chapitres.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 31/07/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 08/08/2014  
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon la procédure  
adaptée pour l'achat de peintures automobiles,  
produits et fournitures complémentaires  
(4B0133)**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'Achat de peintures automobiles, produits et fournitures complémentaires pour les services de la Ville de Montpellier,
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 28 et 77-1 du code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché à bons de commandes, pour une durée de quatre ans à compter de la date de notification
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - \* Le prix pour 90%
  - \* Les fréquences journalières des livraisons pour 10%
- Qu'après analyse la société DUBOIS SAS Espace le Montels, rue Montels église 34 970 LATTES a présenté une offre économiquement avantageuse.

**Considérant :**

- D'attribuer le marché « Achat de peintures automobiles, produits et fournitures complémentaires » à la société DUBOIS SAS pour un montant total maximum de commandes de 30 000.00 € HT,
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, natures 60628 et 60632, tous chapitres.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 31/07/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 08/08/2014  
Notifiée le :

**renouvellement cotisation au réseau français des villes  
éducatrices**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1346/T/R donnant délégation à Mme Isabelle MARSALA

**Considérant :**

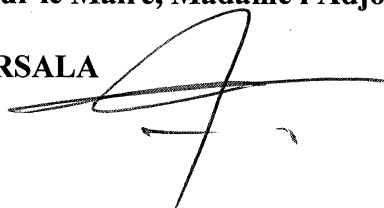
- La Ville de Montpellier est adhérente du Réseau Français et de l'Association Internationale des Villes Educatrices depuis 2007.
- La mise en œuvre de son Projet Educatif Territorial (PEdT) et les débats autour de la réforme des rythmes scolaires l'ont amenée à prendre part de manière plus significative dans les échanges du réseau.
- Ce réseau facilite l'échange d'informations, la confrontation d'expériences. Il permet de développer une capacité collective d'analyse et d'expression sur les orientations nationales pouvant avoir une influence sur les politiques développées par les Villes.
- Il est donc proposé de renouveler notre adhésion à cet organisme pour l'exercice 2014.

**Décide en conséquence:**

- d'accepter le renouvellement de cette adhésion pour l'année 2014 et le versement à l'organisme ci-dessus désigné d'un montant total de 1100 Euros sur les crédits inscrits au budget 2014 de la Ville- chapitre 922 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 27/08/2014

Pour Monsieur le Maire, Madame l'Adjointe  
déléguée  
Isabelle MARSALA



Publiée le : 27/08/2014  
Notifiée le :



**Construction du groupe scolaire A. Malraux  
Relance de 2 lots : lot Aménagements extérieurs, lot  
Ascenseur**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1346/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Madame Isabelle Marsala, Adjointe au Maire, Déléguée à l'Education ;

**Considérant :**

- Que pour la construction du groupe scolaire A. Malraux, à la suite d'un appel d'offres infructueux concernant les lots « Aménagements Extérieurs » et « Ascenseur », un marché public à procédure adaptée a été lancé sous la référence 4C0010 afin d'attribuer ces lots ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres que pour le lot « Aménagements Extérieurs », l'entreprise COLAS, Centre de travaux de Montpellier, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse et pour le lot « Ascenseur », l'entreprise CFA, Division de NSA, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

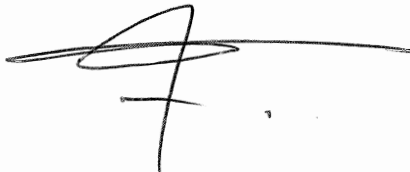
- Pour la construction du groupe scolaire A. Malraux, le lot « Aménagements Extérieurs » est attribué à l'entreprise COLAS, Centre de travaux de Montpellier - 240 avenue du Docteur Lafourcade, 34000 Montpellier - pour un montant de 62 867,90 € HT.
- Pour la construction du groupe scolaire A. Malraux, le lot « Ascenseur » est attribué à l'entreprise CFA, Division de NSA - Z.E. du Grand Large, 6 rue de la Goélette, 86280 Saint Benoît - pour un montant de 28 734 € HT (base + option).
- La dépense sera imputée sur le budget de la Ville : Programme 2014P02, Opération 13D06470, Fonction 90213, Nature 2313, Ligne de crédit 24232.
- Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, est autorisé à signer les marchés avec les entreprises titulaires et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires.
- Monsieur le Directeur général des services de la ville et Monsieur le Percepteur de la ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

- La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 3, Rue Pitot, 34000 MONTPELLIER.

Montpellier, le 05/08/2014

Pour Monsieur le Maire, Madame l'Adjointe  
déléguée  
Isabelle MARSALA

Publiée le : 06/08/2014  
Notifiée le :



**Théâtre Jean Vilar, saison 2014-2015**  
**Contrat de coproduction et contrat de cession du  
spectacle Alwane**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1342 du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Cédric de Saint-Jouan, adjoint délégué

**Considérant :**

- Que dans le cadre de sa saison 2014-2015 le théâtre Jean Vilar accueille en résidence de création le Centre Culturel International Musique sans Frontières, pour la production d'un spectacle musical et chorégraphique original intitulé *Alwane* ;
- Que ce spectacle nécessite un temps de création sur le plateau du théâtre et aboutira à deux représentations publiques les 2 et 3 octobre 2014 ;
- Que, compte tenu de la nature même des contrats, ce marché (mapa 4B0156) peut être passé sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

**Décide en conséquence :**

- D'approuver le contrat de coproduction du spectacle *Alwane*, joint en annexe, pour un montant de 20 000 €
- D'approuver le contrat de cession du droit d'exploitation du spectacle *Alwane* pour deux représentations, joint en annexe, pour un montant de 20 000 € ;
- De dire que la dépense totale, soit 40 000 €, sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer ces contrats et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 03/09/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Cédric de SAINT-JOUAN

Publiée le : 04/09/2014  
Notifiée le :



## Théâtre Jean Vilar

Direction de la Culture et du Patrimoine

### Contrat de cession du droit d'exploitation de spectacle

#### **ENTRE LES SOUSSIGNES :**

##### **Centre Culturel International Musique Sans Frontières**

Juridiquement constituée en **association** - Représentée par : Viviane MAURI

Assujettie à la TVA : ☐ OUI ☒ NON

Domiciliée à :

164, Square Jupiter  
Rue de Saragosse  
34080 Montpellier

Email : [contact@ccimsf.com](mailto:contact@ccimsf.com)

N° SIRET : 39238192700020

Code APE :

N° Licence d'entrepreneur du spectacle : 2-10533130 3-1053129

Ci-après désignée par le terme « le PRODUCTEUR »,

D'une part,

**ET**

##### **La Ville de Montpellier**

Téléphone : 04 67 40 41 039 Fax : 04 67 40 28 65

Email : [martine.compan@ville-montpellier.fr](mailto:martine.compan@ville-montpellier.fr)

Email : N° SIRET : 213 401 722 01 787

Code APE : 8411 Z

N° de licences d'entrepreneur de spectacle : 1-104 86 94

Représentée par Monsieur Philippe SAUREL, Maire, agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Monsieur le Maire, ci-après désigné par le terme « l'ORGANISATEUR »,

D'autre part,

#### **PRÉAMBULE**

Dans le cadre de sa saison culturelle 2014/2015, le théâtre Jean Vilar accueille pour deux représentations le spectacle musical et chorégraphique « **Alwane** » produit par le Centre Culturel International Musiques Sans Frontières sous la direction artistique de Fethi Tabet ;

## **IL EST EXPOSÉ CE QUI SUIT :**

LE PRODUCTEUR dispose du droit de représentation en France du spectacle suivant « **Alwane** » qui fait l'objet des présentes et pour lequel il s'est assuré le concours des artistes et intervenants nécessaires à sa présentation au public.

L'ORGANISATEUR déclare connaître et accepter le contenu du spectacle précité.

L'ORGANISATEUR mettra le théâtre à la disposition du PRODUCTEUR selon les modalités et les conditions ci-après définies.

LE PRODUCTEUR déclare connaître et accepter les caractéristiques techniques de l'espace de spectacle mis à sa disposition.

## **CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :**

### **ARTICLE 1 – OBJET**

LE PRODUCTEUR s'engage à donner, selon les conditions ci-après définies et dans le cadre du présent contrat d'exploitation du spectacle, **2 représentations** du spectacle intitulé :

Dates et horaires : **jeudi 02 octobre 2014 – 20h-**  
**vendredi 03 octobre -20h**

### **ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR**

LE PRODUCTEUR fournira le spectacle entièrement monté d'une durée de **1h30** et assumera la responsabilité artistique de la représentation.

En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations – charges sociales et fiscales comprises (Audiciens, Assedic, URSSAF, Congés Spectacles, AFDAS, etc.) – de son personnel attaché au spectacle, suivant la législation française. Il lui appartiendra notamment de solliciter en temps utiles, auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi, le cas échéant, de mineurs ou d'artistes étrangers dans le spectacle.

LE PRODUCTEUR fournira tous les éléments de décors, costumes, meubles et accessoires, et, d'une manière générale, tous les éléments artistiques nécessaires à la représentation du spectacle autres que ceux éventuellement mis à la charge de l'ORGANISATEUR par le présent contrat.

Le PRODUCTEUR prendra en charge les transports aller/retour de tous les éléments de décors, costumes, meubles et accessoires et effectuera les éventuelles formalités douanières dont il supportera le coût.

Le PRODUCTEUR fournira en annexe au présent contrat un avenant précisant les conditions techniques générales prévisionnelles. Il déclare avoir pris connaissance des caractéristiques techniques de l'espace de spectacle, et devra signaler à l'ORGANISATEUR les risques qu'il peut raisonnablement déceler, en sa qualité d'homme d'art, dans les conditions de déroulement de la manifestation dans les bâtiments, matériels et équipements mis à sa disposition.

Le PRODUCTEUR sera tenu de se conformer aux instructions données par l'ORGANISATEUR et ses représentants.

Le PRODUCTEUR s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation et la réglementation en vigueur relatives à la sécurité du spectacle qu'il fournit.

Si le PRODUCTEUR estimait nécessaire d'utiliser des matériels et équipements autres que ceux que l'ORGANISATEUR met à sa disposition, il devrait lui-même, à ses frais, en effectuer la location ou l'achat, le transport, l'assurance, la mise en place et l'enlèvement.

Le PRODUCTEUR fournira les éléments nécessaires à la publicité du spectacle et notamment **des visuels en haute définition et un texte sur le spectacle.**

### **ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR**

L'ORGANISATEUR s'engage à fournir le lieu de représentation en ordre de marche, y compris le personnel nécessaire au déchargement et au rechargement, au montage et au démontage, et au service des représentations. Il en garantit la conformité avec les règles de sécurité et de salubrité. Il assurera en outre le service général du lieu à chaque représentation.

Le lieu de représentation ne pourra être modifié par l'ORGANISATEUR sans l'accord écrit du PRODUCTEUR.

L'ORGANISATEUR s'engage à ce que le nombre de spectateurs admis dans ce lieu soit strictement inférieur aux quotas définis dans les prescriptions de sécurité déterminées par la commission de sécurité compétente.

D'une manière générale, il s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation en vigueur relative à la sécurité.

L'ORGANISATEUR aura à sa charge les déclarations auprès des sociétés d'auteurs – SACEM et/ou SACD – ainsi que le règlement des droits correspondants. Il assumera les mêmes obligations, le cas échéant, en matière de droits voisins.

En matière de publicité et d'information, l'ORGANISATEUR s'efforcera de respecter l'esprit général de la documentation fournie par le PRODUCTEUR et observera scrupuleusement les mentions obligatoires.

### **ARTICLE 4 – HÉBERGEMENT, RESTAURATION, TRANSPORTS**

Hébergement : 0 nuitées du **date** au **date** – **type logement**

Transports : 0 voyage aller/retour **lieu départ/lieu arrivée** pour **nombre** personnes.

Le PRODUCTEUR aura à faire l'avance des frais d'hébergement et de transport. Ceux-ci sont inclus dans le prix global du présent contrat de cession (article 5).

#### **Prise en charge directe par l'ORGANISATEUR**

Restauration durant la manifestation : 1 repas pour toute l'équipe les soirs de spectacles

### **ARTICLE 5 – PRIX**

L'ORGANISATEUR s'engage à verser au PRODUCTEUR, en contrepartie de la présente cession, la somme TTC de **20 000.00 € (EUROS)**.

#### **Détail :**

Prix de cession : € 20 000.00

Transport : €

Hébergement : €

TVA : €

### **ARTICLE 6 – MODALITÉS DE PAIEMENT**

L'ORGANISATEUR effectuera , à l'issu de la dernière représentation, le règlement des sommes prévues à l'article 5 par mandat administratif sur le compte n° (**voir RIB ci-joint**)

Ouvert à :

Agence :

Adresse :

LE PRODUCTEUR adressera les factures à l'adresse mail suivante :

M

artine.compan@ville-montpellier.fr

**NB. Le délai entre le mandatement et la disponibilité des sommes mandatées est d'environ 3 semaines.**

## **ARTICLE 7 – MONTAGE – DÉMONTAGE**

L'ORGANISATEUR tiendra le lieu du spectacle à la disposition du PRODUCTEUR à partir du **date à h** afin de lui permettre de procéder aux repérages, montage et réglages pour la représentation, selon un planning coordonné par l'ORGANISATEUR. Le démontage et le rechargement seront effectués après la représentation selon un planning coordonné par l'ORGANISATEUR.

## **ARTICLE 8 – RESPONSABILITÉS**

Chaque partie garantit l'autre partie contre tout recours des personnels, fournisseurs et prestataires dont elle a personnellement la charge au titre des obligations respectives définies au présent contrat.

## **ARTICLE 9 – ASSURANCES**

Le PRODUCTEUR est tenu d'assurer tout objet lui appartenant, à lui ou à son personnel contre tous les risques pouvant subvenir à l'occasion des transports et entreposages exécutés entre deux représentations. Il déclare en outre avoir souscrit toutes les assurances nécessaires à ses dispositifs techniques (voltiges, pyrotechnie...) et devra pouvoir justifier de cette souscription à la première demande de l'ORGANISATEUR.

L'ORGANISATEUR déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'exploitation du spectacle dans son lieu, notamment en matière de Responsabilité Civile.

## **ARTICLE 10 – ENREGISTREMENT – DIFFUSION**

En dehors des émissions d'information radiophoniques ou télévisées d'une durée de 3 minutes au plus, tout enregistrement ou diffusion, même partiel, des représentations objet du présent contrat, nécessitera un accord particulier entre LE PRODUCTEUR et L'ORGANISATEUR.

## **ARTICLE 11 – ANNULATION DU CONTRAT**

En cas de force majeure ou cas fortuit empêchant l'une des parties d'exécuter les obligations mises à sa charge en vertu du présent contrat, celui-ci sera résolu de plein droit et sans formalité. Conformément à l'article 1148 du Code Civil, aucun dommage et intérêt ne sera versé à l'autre partie dans cette hypothèse.

En cas d'intempéries ou de conditions de sécurité non satisfaisantes, le PRODUCTEUR se réserve le droit d'annuler, de suspendre ou d'interrompre la représentation sans que le présent contrat, ni aucune de ses clauses, ne soit remis en cause.

En cas d'interruption ou d'annulation, les modalités d'une éventuelle reprise ou d'un report seront alors négociées entre l'ORGANISATEUR et le PRODUCTEUR.

Toute annulation du fait de l'une des parties entraînera, pour la partie défaillante, l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

## **ARTICLE 12 – ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE**

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

## **ARTICLE 13 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES**

Les avenants font partie intégrante du contrat et doivent être scrupuleusement respectés.

Fait en 3 exemplaires

A Montpellier, le .....2013

LE PRODUCTEUR\*

*lu et approuvé*  
Centre Culturel International  
Musique Sans Frontières  
64 rue Saint-Jacques 34080 Montpellier  
Tél : 09 60 23 41 39 - 04 67 40 41 39  
Site : [www.cci-musique.com](http://www.cci-musique.com)

L'ORGANISATEUR\*

La Ville de Montpellier  
Pour Monsieur le Maire,  
L'adjoint délégué  
Cédric de Saint JOUAN

\* Faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »

**THEATRE**

**JEAN VILAR**

Direction de la Culture et du Patrimoine - Ville de Montpellier

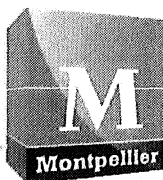
155 rue de Bologne - 34080 Montpellier

04 67 40 41 39

[theatrejeanvilar.montpellier.fr](http://theatrejeanvilar.montpellier.fr)







## Théâtre Jean Vilar Contrat de coproduction

### ENTRE LES SOUSSIGNES

Raison sociale : **Centre Culturel International Musique sans Frontières**  
Adresse : 164 square Jupiter-rue de Saragosse-34080 Montpellier  
N° Siret : 392 381 927 000 20  
Code APE :  
N° de licences : 2-1053130/3-1053129  
Représentée par : Viviane MAURI  
En sa qualité de : présidente

Ci-après dénommée le producteur

D'une part,

Et

Raison sociale : **La Ville de Montpellier –Direction de la Culture et du Patrimoine  
Théâtre Jean Vilar**  
Adresse : 155 rue de Bologne 34080 MONTPELLIER  
N° Siret : 213 401 722 01 787  
Code APE : 8411Z  
N° de licence : 1.104 86 94  
Représentée par : Monsieur Philippe Saurel, maire, agissant es-qualité en vertu d'une  
Délibération du conseil municipal en date du 24 avril 2014 relative aux délégations  
consenties par le conseil municipal à Monsieur le Maire ci-après désigné

Ci-après dénommée le « Théâtre »

D'autre part,

**Il est convenu et arrêté ce qui suit :**

### **Préambule**

Dans le cadre de sa saison culturelle 2014/2015, le théâtre Jean Vilar accueille en résidence de création l'équipe artistique réunie par le CCI-MSF, pour la production du spectacle musical et chorégraphique original intitulé « Alwane ». Ce spectacle « aux couleurs de la Méditerranée » impliquant de nombreux artistes, danseurs et musiciens, nécessite un temps de création sur le plateau du théâtre et aboutira à deux représentations publiques.

### **Article 1 : Objet**

Le théâtre Jean Vilar et le producteurs'associent pour la production de cette œuvre originale, sous la direction artistique de Fethi TABET. La distribution artistique en est la suivante :

Créateur, directeur artistique et directeur général: Fethi Tabet

Chorégraphe et directrice artistique : Anne-Marie Porras

Directeurs musicaux : Frédéric Tari et Bénilde Foko

Scénographe et décorateur : Dominique Doré

Régisseur vidéo : Pierre Vidry

Régisseur lumière : Cyril Klein

Régisseur son : Bruno Rey

Les musiciens :

Oud, percussions, chant et composition : Fethi Tabet

Piano et chant : Julien Asencio

Violoniste, chanteur et compositeur : Frédéric Tari

Bassiste et chanteur : Bénilde Foko

Batteur et chanteur : Séga Seck

Percussionniste et chanteur : Trajano Ferreira Caldas

Les musiciens solistes invités :

Guitariste, joueur de cetera, chanteur soliste et compositeur: Carmin Belgodère (Corse, Sardaigne)

Guitariste, chanteur soliste et compositeur : Pedro Aledo (Espagne)

Vielliste à roue : Patrice Villaumé (Europe médiévale)

Violoncelliste: Christelle Delaye (Europe médiévale)

Flûtiste et accordéoniste : Jean-Michel Pelegrin (Europe médiévale)

Les danseurs :

Danseur, répétiteur : Luca Girolami

Danseurs : Didier Barbe, Jonathan Sanchez, Manuel Molino, Sami Blond, Florian Bourdeau, JeeHyun

Hong, Elithia Rabenjamina, Marine Ducloux, Claire Chassaing

Date de la résidence : du samedi 20 septembre au mercredi 01 octobre.

Dates des représentations : jeudi 02 octobre – 20h, vendredi 03 octobre – 20h

Durée du spectacle : 1h30

## **Article 2 : Obligations du Théâtre**

**Le théâtre met à la disposition du producteur, pendant toute la durée de résidence :**

Son plateau et sa grande salle, ainsi que les espaces de travail qui y sont attachées : loges, foyer-cuisine, ateliers de fabrication, régie technique.

Les matériels disponibles dans la fiche du théâtre (annexe 1). Toute location de matériel supplémentaire sera à la charge exclusive du producteur.

Le personnel permanent du théâtre, nécessaire au bon fonctionnement général : 1 régisseur lumière, 1 régisseur plateau, 1 régisseur son, selon le planning d'occupation et planning des techniciens du théâtre joint en annexe (annexe 2). Tout engagement de personnel supplémentaire sera à la charge exclusive du producteur devra se faire avec l'accord préalable du directeur technique du théâtre.

Le planning d'occupation (annexe 2) est la base de l'accord des parties pour l'utilisation du théâtre. Toute modification de ces temps d'occupation ne peut se faire sans l'accord du directeur technique.

Le théâtre s'engage également à participer financièrement à la création du spectacle, et à en acheter 2 représentations sous la forme d'un contrat de cession (voir article 4 : « conditions financières »). Le théâtre aura à sa charge les droits d'auteur et en assurera le paiement.

### **Article 3 : Obligations du producteur**

Le producteur assumera la responsabilité artistique, administrative et budgétaire de la production. A l'issue de la résidence, il fournira le spectacle entièrement monté et assumera la responsabilité artistique des représentations.

En sa qualité d'employeur, il assurera les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises, de son personnel attaché au spectacle. (Audiens, URSSAF, Pôle Emploi, Congés spectacles, FNAS, AFDAS....) Conformément à la réglementation, il fournira au théâtre les attestations de régularité vis-à-vis de ces organismes sociaux.

Le producteur se chargera en outre de contracter les assurances des biens et des personnes pour les dommages qu'il pourrait causer.

Au terme du partenariat, le producteur bénéficiera de l'entière propriété artistique et intellectuelle du spectacle et sera libre de son exploitation. Le théâtre ne pourra prétendre d'aucun droit sur le spectacle.

### **Article 4 : Conditions financières**

Dans le cadre du partenariat artistique pour la création du spectacle Alwane, le théâtre Jean Vilar s'engage auprès du producteur par un apport en coproduction de VINGT MILLE EUROS TTC.

### **Article 5 : paiement**

Le règlement des sommes dues au titre de l'article 4 se fera par mandat administratif sur présentation de facture (Joindre un RIB)

### **Article 6 : tarifs**

Le théâtre assurera le service général du lieu : accueil, billetterie, service de sécurité

La capacité de la salle est de 374 places assises.

#### **Prix des places à l'unité**

Plein tarif : 15.00 €

Tarif réduit : 11.00 €

Tarif moins de 16 ans : 5.00 €

Tarifs des places en abonnement :

Plein tarif : 11.50 €

Tarif réduit : 9.00 €

Tarif moins de 16 ans : 3.75 €

### **Article 7 : Invitations**

Le théâtre mettra à disposition du producteur 25 invitations par représentation.

### **Article 8 : Litige**

En cas de litige sur l'interprétation et l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux compétents mais seulement après épuisement des voies amiables.

### **Article 9 : Assurances**

Le producteur est tenu d'assurer contre tous les risques, tous les objets lui appartenant ou appartenant à son personnel.

Le Théâtre déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés aux représentations du spectacle dans son lieu.

#### **Article 10 : Communication**

La compagnie devra faire figurer sur tout le matériel d'information et de publicité concernant la création ou l'exploitation du spectacle la mention suivante « en partenariat et avec le soutien de la Ville de Montpellier, théâtre Jean Vilar – Direction de la Culture et du Patrimoine ».

La présence du logo de la Ville de Montpellier sur tous les supports ou documents de communication réalisés par le producteur en rapport avec cette convention est obligatoire.

Le théâtre s'engage à aider la compagnie, dans la mesure de ses moyens, dans ses démarches de promotion et de diffusion de ce nouveau spectacle.

Le théâtre prendra en charge l'édition et l'envoi des invitations aux professionnels.

Fait en double exemplaire à Montpellier, le 17 juin 2014

Pour le Centre Culturel International  
Musique sans Frontières

Pour Monsieur le Maire,  
Monsieur le maire adjoint à la culture  
Cédric de Saint Jouan

Centre Culturel International  
Musique sans Frontières  
155 rue de Bologne 34080 Montpellier  
Tél. : 09 54 58 74 13 - Fax : 09 54 58 74 13  
Siret : 302 391 227 00010 - APE : 9001Z

**THEATRE**  
**JEAN VILAR**

Direction de la Culture et du Patrimoine - Ville de Montpellier  
155 rue de Bologne - 34080 Montpellier  
04 67 40 41 39

[theatrejeanvilar.montpellier.fr](http://theatrejeanvilar.montpellier.fr)





## MARCHE PUBLIC - CONTROLE ELECTRIQUE DES INSTALLATIONS D'ECLAIRAGE PUBLIC

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1718/T/R donnant délégation à Monsieur ALBERNHE Luc, Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Que la ville de Montpellier doit procéder aux contrôles électriques de ses installations d'éclairage public ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 33-3 al. et 57 à 59 du code des marchés publics, sous la forme d'un marché à bons de commandes, pour une durée initiale de 1 an, renouvelable 3 fois par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - valeur technique de l'offre au regard du cadre du mémoire technique (60 %)
  - prix des prestations (40 %)
- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 22 juillet 2014 a attribué le marché à l'entreprise BUREAU DE CONTROLE FEDERAL – ZI les 7 Ponts -21 rue du Père JB Salles – 34300 AGDE;

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser la signature du marché – Contrôle électrique des installations d'éclairage public – à l'entreprise BUREAU DE CONTROLE FEDERAL ;
- D'attribuer la marché à l'entreprise BUREAU DE CONTROLE FEDERAL pour un montant maximum de 220 000 € HT annuel ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville, nature 6188, fonction 92814 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer le marché et plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres.

Montpellier, le 22/8/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Luc ALBERNHE

Publiée le : 25/8/2014  
Notifiée le :



## MARCHE PUBLIC

### « CONTRAT DE PRESTATIONS DE SERVICE CLUBS DE HAUT NIVEAU SASP MONTPELLIER HERAULT RUGBY CLUB CHAMPIONNAT DE FRANCE ET H CUP SAISON 2014 / 2015 »

N° 4C00242201

#### Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté 2014/1353 du 28 Avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué aux Sports ;

#### Considérant :

- Qu'il y a lieu d'acquiescer des prestations, de type achat de places (loge) dans le cadre d'une démarche de promotion du sport en général et du rugby en particulier, pour les rencontres du championnat de France et de H Cup, organisées à Montpellier pour la saison 2014-2015.  
Les prestations bénéficieront à des invités institutionnels, des membres du tissu associatif, des partenaires ainsi que des élus et collaborateurs de la collectivité.
- Qu'une procédure a été lancée à la suite d'une consultation faite auprès de la SASP Montpellier Hérault Rugby Club, seul prestataire habilité, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics ;
- Qu'après analyse, il a été décidé d'attribuer le marché n°4C00242201 à la SASP Montpellier Hérault Rugby Club, domiciliée au Stade Yves du manoir – 500 Avenue de Vannières - 34 070 Montpellier, seul prestataire habilité, pour l'ensemble des services à exécuter.

#### Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché « Contrat de prestations de Service – Clubs de Haut Niveau SASP Montpellier Hérault Rugby Club – Championnat de France et H Cup – Saison 2014 / 2015 », à la SASP Montpellier Hérault Rugby Club, pour un montant de 135 000 € H.T ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville, nature 6188 fonction 9240, et sur le budget 2015, sous réserve de la disponibilité des crédits nécessaires ;

- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 01/08/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Fabien ABERT

Publiée le : 05/08/2014  
Notifiée le :



## MARCHE PUBLIC

### « CONTRAT DE PRESTATIONS DE SERVICE CLUBS DE HAUT NIVEAU SASP MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB CHAMPIONNAT DE FOOTBALL – SAISON 2014 / 2015 »

N° 4C00232201

#### Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté 2014/1353 du 28 Avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué aux Sports ;

#### Considérant :

- Qu'il y a lieu d'acquiescer des prestations, de type communication (panneautique) et achat de places (loge et abonnements en tribune) dans le cadre d'une démarche de promotion du sport en général et du football en particulier, pour les rencontres du championnat de France, organisées à Montpellier pour la saison 2014-2015.  
Les prestations (abonnements en tribune et loge) bénéficieront à des invités institutionnels, des membres du tissu associatif, des partenaires ainsi que des élus et collaborateurs de la collectivité.
- Qu'une procédure a été lancée à la suite d'une consultation faite auprès de la SASP Montpellier Hérault Sport Club, seul prestataire habilité, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics ;
- Qu'après analyse, il a été décidé d'attribuer le marché n°4C00232201 à la SASP Montpellier Hérault Sport Club, domiciliée au Domaine de Grammont - Avenue Albert Einstein - CS 79041 - 34 967 Montpellier cedex 2, seul prestataire habilité, pour l'ensemble des services à exécuter.

#### Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché « Contrat de prestations de Service – Clubs de Haut Niveau SASP Montpellier Hérault Sport Club – Championnat de Football – Saison 2014 / 2015 », à la SASP Montpellier Hérault Sport Club, pour un montant de 110 730 € H.T ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville, nature 6188 fonction 9240 et sur le budget 2015, sous réserve de la disponibilité des crédits nécessaires ;



- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 01/08/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Fabien CABERT

Publiée le : 05/08/2014  
Notifiée le :



## MARCHE PUBLIC

### « CONTRAT DE PRESTATIONS DE SERVICE CLUBS DE HAUT NIVEAU EUSRL MONTPELLIER AGGLOMERATION HANDBALL CHAMPIONNAT DE FRANCE ET D'EUROPE SAISON 2014 / 2015 »

N° 4C00222201

#### Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté 2014/1353 du 28 Avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué aux Sports ;

#### Considérant :

- Qu'il y a lieu d'acquiescer des prestations, de type communication (naming, publicité équipement professionnel et panneautique) et achats de places (VIP, Présidentielles et places en tribune) dans le cadre d'une démarche de promotion du sport en général et du handball en particulier, pour les rencontres du championnat de France et d'Europe organisées à Montpellier pour les saisons 2014 – 2015.  
Les prestations (VIP, Présidentielles et places en tribune) bénéficieront à des invités institutionnels, des membres du tissu associatif, des partenaires ainsi que des élus et collaborateurs de la collectivité.
- Qu'une procédure a été lancée à la suite d'une consultation faite auprès de l'EUSRL Montpellier Agglomération Handball, seul prestataire habilité, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics
- Qu'après analyse, il a été décidé d'attribuer le marché n°4C00222201 à l'EUSRL Montpellier Agglomération Handball, domiciliée au Centre Jean-Paul Lacombe – 1000 Avenue du Val de Montferrand - 34 090 Montpellier, seul prestataire habilité, pour l'ensemble des services à exécuter.

#### Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché « Contrat de prestations de Service – Clubs de Haut Niveau EUSRL Montpellier Agglomération Handball – Championnat de France et d'Europe – Saison 2014 / 2015 », à l'EUSRL Montpellier Agglomération Handball, pour un montant de 120 233.40 € H.T ;

- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville, nature 6188 fonction 9240 et sur le budget 2015, sous réserve de la disponibilité des crédits nécessaires;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 01/08/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Fabien ABERT

Publiée le : 05/08/2014  
Notifiée le :

**Contentieux**  
**Madame CANO MARTINEZ**  
**Assignation devant le Tribunal d'Instance**

**Décision de défendre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que Madame CANO MARTINEZ a assigné la commune devant le Tribunal d'Instance afin de la faire condamner à réaliser les travaux de réparation de la fosse septique de son logement ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 01/08/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 06/08/2014  
Notifiée le :

## **RESPONSABILITE CIVILE DE LA COMMUNE**

### **AFFAIRE OLIVET**

### **DECISION DE DEFENDRE**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que Madame OLIVET a été victime d'un sinistre le 17 octobre 2012 à l'entrée du Parc Sophie Desmarets.
- Que Madame OLIVET impute à la Ville la responsabilité de ce sinistre et l'assigne devant le Tribunal Administratif par requête introductive d'instance ;

**Décide en conséquence :**

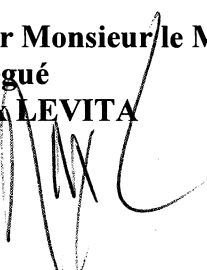
- De défendre dans cette affaire par l'intermédiaire d'AREAS Cabinet PNAS – 159 rue du Faubourg Poissonnière 75009 Paris – et de ses avocats en première instance, en appel et devant toutes juridictions qui auront à en connaître.

Montpellier, le 02/03/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 03/03/2014

Notifiée le :



**Contentieux**  
**Montpellier c/ Copropriété 4/6 boulevard du Jeu de  
Paume**  
**Procédure d'exécution d'office des travaux de  
ravalement**  
**Décision d'ester**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Qu'en application des articles L.123-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation le maire, après injonction restée sans effet, a procédé à la prescription des travaux de ravalement de l'immeuble sis 4/6 boulevard du Jeu de Paume, et a notifié cet arrêté de prescription aux copropriétaires par courrier du 02/10/2012 ;
- Que plus d'un an s'est écoulé et que les travaux n'ont pas été exécutés ;
- Qu'il est nécessaire d'engager une procédure d'exécution d'office des travaux.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 02/09/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA



Publiée le : 03/09/2014  
Notifiée le :

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ SCI LES QUATRE  
VENTS**  
**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de refus  
n° PC 34172 13 V0254**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 06/06/14, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a refusé la demande de permis de construire de la SCI LES QUATRE VENTS, visant à édifier 3 logements, 240 rue Jean SEGONDY ;
- Que la SCI LES QUATRE VENTS a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 26/06/2014 sous le n° 1403166-1 ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 08/09/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 09/09/2014

Notifiée le :

**Contentieux**  
**Montpellier c/ Copropriété 33 boulevard du Jeu de  
Paume**  
**Procédure d'exécution d'office des travaux de  
ravalement**  
**Décision d'ester**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Qu'en application des articles L.123-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation le maire, après injonction restée sans effet, a procédé à la prescription des travaux de ravalement de l'immeuble sis 33 boulevard du Jeu de Paume, et a notifié cet arrêté de prescription aux copropriétaires par courrier du 20/11/2012 ;
- Que plus d'un an s'est écoulé et que les travaux n'ont pas été exécutés ;
- Qu'il est nécessaire d'engager une procédure d'exécution d'office des travaux.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 02/03/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA



Publiée le : 03/03/2014  
Notifiée le :



**MARCHE PUBLIC N° 4A1386  
TUNNEL DE LA COMEDIE  
CONSTITUTION DU DOSSIER  
D'OUVRAGE NUMERIQUE  
DECOUPAGE, MARQUAGE  
ET VISITE D'EVALUATION IQOA**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1718 en date du 2 juin 2014 donnant délégation à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que la Ville souhaite intégrer le génie civil du tunnel de la Comédie dans son plan général de surveillance des ouvrages d'art et de soutènement;
- Que, par ailleurs, la Ville est dans l'obligation réglementaire d'établir une inspection de cet ouvrage dans le cadre du PIS (Plan d'Intervention et de Sécurité) du tunnel de la Comédie;
- Qu'à ces fins, il est nécessaire de faire appel aux services d'un bureau d'ingénierie spécialisé dans les tunnels routiers;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 1 mois;
- Que les critères d'analyse des offres étaient les suivants: la valeur technique (60%) et le prix des prestations (40%);
- Qu'après analyse, la société SITES a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse;

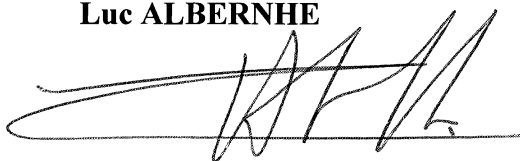
**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché n°4A1386 relatif à la constitution du dossier d'ouvrage numérique, au découpage et au marquage, à la visite d'évaluation IQOA (Image de la Qualité des Ouvrages d'Art) du tunnel de la Comédie à la société SITES pour un montant de 6.775,00 € H.T.;
- De dire que la dépense est imputée sur le budget principal de la Ville, nature 2031, fonction 908-822;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue.

Montpellier, le 08/08/2014

**Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Luc ALBERNHE**

Publiée le : 12/08/2014  
Notifiée le :





**Contentieux  
Commune de MONTPELLIER c/ SCI L'ISLE  
DURAND**

**Recours pour excès de pouvoir contre l'opposition à la  
déclaration préalable n° DP 34172 13 00936**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 20/12/2013, Madame le Maire de MONTPELLIER a fait opposition à la demande de déclaration préalable de la SCI L'ISLE DURAND, visant à procéder à la rénovation d'un appartement, 12 rue du PALAIS des GUILHEM ;
- Que la SCI L'ISLE DURAND a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 17/06/2014 sous le n° 1403136-1 ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 08/09/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 09/09/2014  
Notifiée le :

**Marché Public - Nettoyement des espaces verts -  
4D00031**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1344 du 29 avril donnant délégation de signature à Monsieur Christophe COUR, Adjoint Délégué,

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder au nettoyage des espaces verts de la Ville ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions des articles 33 3ème alinéa et 57 à 59 du Code des marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commande, non alloti pour une durée de 1 an reconductible 3 fois à compter de la notification.
- Que les critères d'analyse des offres, pour le jugement des offres, étaient les suivants :

A- Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 60 %.

B- Prix des prestations : 40 %

*\*Notation de la valeur technique*

- 1- Moyens humains affectés à la prestation demandée (10 points)
- 2- Moyens matériels (camions, petits engins et autres) affectés à la prestation demandée (10 points)
- 3- Analyse du planning de la prestation et de l'évacuation des déchets (10 points)
- 4- Moyens de communication mis en œuvre avec le maître d'œuvre et à l'égard des riverains (10 points)
- 5- Démarche environnementale (20 points)

*\*Notation du critère du prix*

La formule de calcul pour la notation du montant de l'offre s'établit selon la formule ci-dessous :  
*Calcul de la note (/10) :*

$$\text{Note} : 5 \times [ 1 - (A / ( 1 + |A| ) ) ]$$

$$A = \frac{k (Po - Pm)}{Pm}$$

*Po = Prix de l'Offre*

*Pm = Prix moyen des offres.*

*K = coefficient de pente établi à 5*

- Que la commission d'appel d'offres, dans sa séance du 29 juillet 2014, a attribué le marché à l'entreprise SUD SERVICE , sise Parc d'activités La Garrigue, 3 avenue des Compagnons 34171 Castelanu le lez présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

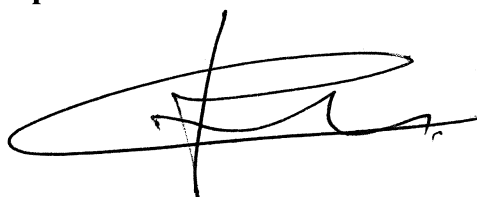
**Décide en conséquence :**

- d'autoriser la signature du marché nettoyage des espaces verts de la Ville de Montpellier à l'entreprise SUD SERVICE , pour un montant maxi de 760 000 € HT .
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville, section de fonctionnement, nature 61521, fonction 928
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le marché et, plus généralement , tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres.

Montpellier, le 01/08/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Christophe COUR

Publiée le : 07/08/2014  
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une formule  
adaptée en vue de la maintenance des portails multi-  
sites internet-intranet (lot1) ainsi que l'intégration  
d'un moteur de recherche sémantique (lot2) - Marché  
4C0005-125.0**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

Vu l'arrêté 2014/1341/T/R : du 29/04/ 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, à bons de commande, pour un montant minimum de 15 0000 € HT et un montant maximum de 84 000 € HT ; afin de choisir un prestataire en vue de la maintenance des portails multi-sites internet-intranet (lot1) ainsi que l'intégration d'un moteur de recherche sémantique (lot2) pour un montant minimum annuel de 2 000 € HT et un montant maximum annuel de 10 000 € HT ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 28/03/2014 et conformément aux articles 28-1 et 77 du code des Marchés Publics, la société Business & Decision Interactive Eolas a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse sur le lot 1, et la société France Labs a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse sur le lot 2 « Intégration d'un moteur de recherche sémantique»,

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché à bons de commande précité à :  
la société Business & Decision Interactive Eolas (lot1) pour un montant minimum de 15 0000 € HT et un montant maximum de 84 000 € HT ; la société France Labs (lot2) pour un montant minimum annuel de 2 000 € HT et un montant maximum annuel de 10 000 € HT ;
- Ce marché est conclu pour une période de un an à compter de la notification ; avec possibilité de reconduction 1 fois ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement, chapitre 920.

Montpellier, le 07/08/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA



Publiée le : 12/08/2014  
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée pour la participation de la ville à la 66<sup>ème</sup>  
foire de Montpellier du 10 au 20 octobre 2014**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté 2014/1341/T/R ; du 29/04/ 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour participer à la 66<sup>ème</sup> foire de Montpellier du 10 au 20 octobre 2014, cette participation se concrétise essentiellement par une réservation d'espace permettant la présentation détaillée de l'action de la municipalité ;
- Qu'à la suite d'une procédure de marché sans publicité ni mise en concurrence, et conformément à l'article 28 II du code des marchés publics, la SAEML Montpellier Events a présenté une offre économiquement avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à SAEML Montpellier Events pour un montant maximum de 35 000 € HT ;
- De dire que les dépenses seront imputées sur le budget de la Ville section fonctionnement, chapitre 929 nature 6135 et 6233.

Montpellier, le 07/08/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 12/08/2014  
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une formule  
adaptée pour la fabrication du stand pour la Foire  
Internationale de Montpellier du 10 au 20 octobre  
2014- Marché 4B0150-125.0**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

Vu l'arrêté 2014/1341/T/R : du 29/04/ 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, à bons de commande, avec un montant maximum de 88 000 € HT, afin de choisir un prestataire pour la fabrication du stand pour la Foire Internationale de Montpellier du 10 au 20 octobre 2014;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 11/07/2014 et conformément aux articles 28-1 et 77 du code des Marchés Publics, la société Graphic Design a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse;

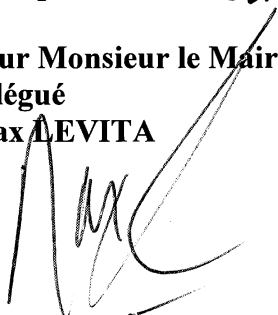
**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché à bons de commande précité à la société Graphic Design pour un montant maximum de 88 000 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement, chapitre 929.

Montpellier, le 07/08/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 12/08/2014  
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon la procédure  
adaptée pour l'achat, livraison, installation et  
récupération de sapins de Noël 2014  
(4B0140)**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'Achat, livraison, installation et récupération de sapins de Noël 2014 (4B0140) pour les services de la Ville de Montpellier,
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 28 et 77-1 du code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché à bons de commandes, pour une durée de sa date de notification jusqu'au 31 mars 2015
- Les critères d'analyse pour le lot n°1 Sapins de différentes tailles pour le jugement des offres étaient les suivants :

- \* La valeur technique pour 20 %
- \* Le prix pour 80%

- Qu'après analyse la société La Roseraie des Costières Sandiflor avenue des Costières 30 800 ST GILLES a présenté une offre économiquement avantageuse.

- Les critères d'analyse pour le lot n°2 Sapin de 11m de qualité, pour la Place de la Comédie, pour le jugement des offres étaient les suivants :

- \* La valeur technique pour 20 %
- \* Le prix pour 80%

- Qu'après analyse la société Abies Décor 5 allée des Richards 89 120 PRUNOY a présenté une offre économiquement avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché « Achat, livraison, installation et récupération de sapins de Noël 2014 (4B0140) » \* pour le lot n°1 (Sapins de différentes tailles) à la société La Roseraie des Costières Sandiflor pour un montant total maximum de commandes de 33 000.00 € HT



\* pour le lot n°2 Sapin de 11m de qualité à la société Abies Décor pour un montant total maximum de commandes de 7 000.00 € HT

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 60628 tous chapitres.

- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues.

Montpellier, le 31/07/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué

Max LEVITA



Publiée le : 11/08/2014

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon la procédure  
adaptée pour l'achat, confection et livraison de goûters  
de Noël 2014  
(n°4B0141)**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat, confection et livraison de goûters de Noël 2014 (n°4B0141) pour les services de la Ville de Montpellier,
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 28 et 77-1 du code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché à bons de commandes, pour une durée de trois mois à compter de la date de notification
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - \* Valeur technique pour 40 %
  - \* Le prix pour 60%
- Qu'après analyse la société COCKTAIL N'Co, 59 chemin de Sauviac 34 270 CLARET, a présenté une offre économiquement avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché « Achat, confection et livraison de goûters de Noël 2014 (n°4B0141) » à la société COCKTAIL N'Co pour un montant total maximum de commandes de 30 000.00 € HT
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 60623 tous chapitres.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 31/07/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 11/08/2014  
Notifiée le :

**DIRECTION DES RELATIONS AUX PUBLICS  
SERVICE PRESTO**  
**Modification de la régie de recettes Prestation de  
Proximité**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 03 Septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu le Décret n°2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale,
- Vu la Décision du 29 octobre 1987 instituant une régie de recettes auprès des restaurants scolaires de la Ville de Montpellier,
- Vu la Décision du 26 septembre 1995, relative à l'ouverture d'un compte de dépôt de fonds,
- vu la Décision du 04 septembre 2000 relative à l'augmentation du montant de l'encaisse,
- Vu la Décision du 19 octobre 2001 relative à l'extension de la régie de recettes et d'avances
- Vu la Décision du 16 mars 2006 relative à la clôture de la régie d'avances des Restaurants scolaires
- Vu la Décision du 28 mai 2010 relative à la modification des modes de recouvrement,
- Vu la Décision du 20 mai 2011 relative à l'ouverture d'une régie d'avances pour les restaurants scolaires,

-vu la Décision 0213/2012 du 26 avril 2012, relative à l'augmentation du montant de l'encaisse autorisée et de l'ajout du virement comme mode d'encaissement,

- Vu la décision n°2013/0345 du 21 Novembre 2013 relative à diverses modifications de la régie de recettes des Restaurants Scolaires,

- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 4 août 2014.

- CONSIDERANT qu'il convient d'apporter des précisions dans l'acte constitutif de la régie Prestation de proximité.

## DECIDE

En conséquence, la nouvelle rédaction est la suivante :

### Article 1 :

Il est maintenu une régie de recettes prolongée pour les restaurants scolaires, auprès de la Direction des Relations aux Publics de la Ville de Montpellier.

### Article 2 :

La régie de recettes est installée dans les locaux de la Mairie de Montpellier, 1 place Georges FRÊCHE, 34267 Montpellier cedex 2.

### Article 3 :

La régie perçoit les recettes suivantes au chapitre 922

- Les recettes des repas et de l'accueil dans les établissements scolaires de la Ville.
- Les recettes des cartes à puce (carte midi) facturées en cas de perte ou de détérioration de la première par les usagers de la restauration scolaire et de l'accueil.
- **Les pénalités facturées aux usagers de la restauration scolaire et de l'accueil pour retard, perte et détérioration de la carte à puce.**

### Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont perçues selon les modes de règlement suivants :

- Espèces
- Mandats Cash
- Chèques
- Numéraire
- Cartes bancaires (TPE fixe, paiement en ligne, serveur vocal)
- Virements d'organismes sociaux

Dans le cadre de la régie prolongée, le régisseur dispose de deux mois pour recouvrer les recettes prévues à l'article 3.

Les recettes sont perçues contre remise à l'utilisateur de factures/quittances

Article 5 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur à qualité auprès du Trésor Public. Ce compte au régisseur de percevoir les recettes prévues à l'Article 3.

### Article 6 :

Il est institué quatre sous-régies auprès des mairies de proximité.

Les modalités de fonctionnement sont précisées dans l'acte constitutif des sous-régies.

Article 7 : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination. Le mandataire a pour obligation de prendre connaissance de l'intégralité de ses responsabilités et obligations citées dans l'arrêté de nomination.

Article 8 :

Le montant maximum de l'encaisse est fixé à 400 000 €.

Article 9 :

En application du décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale, la régie susvisée ouvre droit à la NBI de 15 (ou 20) points et sera versée à l'agent s'il remplit les conditions.

Article 10 :

Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 11 :

Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12 :

Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination

Article 13 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08/08/2014

Pour Monsieur le Maire, Madame la Première  
Adjointe  
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 12/08/2014  
Notifiée le :



**Direction Finances et  
Contrôle de Gestion**  
Service Gestion Budgétaire  
et Comptable

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2014/0283

**DIRECTION DE LA CULTURE ET DU  
PATRIMOINE**  
**Modification de la régie d'avances et de recettes pour  
le Théâtre Jean Vilar**  
**Elargissement des encaissements autorisés**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 03 Septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu le Décret n°2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale,
- Vu la Décision n°2010/0550 du 29/12/2010, relative à la création de la régie d'avances et de recettes pour le Théâtre Jean Vilar,
- Vu la Décision n°2011/0049 du 08/02/2011, modifiant la régie d'avances et de recettes pour le Théâtre Jean Vilar,
- Vu la Décision 2011/348 du 28/07/2011 relative à l'élargissement des dépenses autorisées,
- Vu la Décision 2012/0109 du 13/03/2012, modifiant la régie d'avances et de recettes pour permettre l'encaissement pour compte de tiers,
- Vu la décision 2012/308 du 26/07/2012, relative à l'élargissement des dépenses autorisées,
- Vu la Décision 2013/0174 du 18/06/2013, relative à l'élargissement des encaissements autorisés,

- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Municipal en date du 4 août 2014

**CONSIDERANT** que pour assurer le bon fonctionnement du Théâtre Jean Vilar, il est nécessaire d'apporter des modifications dans l'acte de création de la régie de dépenses et de recettes, en élargissant les modes d'encaissement autorisés.

## **D E C I D E**

En conséquence, que la nouvelle rédaction de l'acte instituant la régie est la suivante :

Article 1 :

Il est institué une régie d'avances et de recettes prolongée pour le Théâtre Jean Vilar auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine.

Article 2 :

La Régie est installée dans les locaux du Théâtre, 155 rue de Bologne à Montpellier (34000).

Article 3 :

La régie encaisse les produits suivants :

- Les recettes des spectacles présentés au Théâtre Jean Vilar,
- Les recettes issues de la location du Théâtre.
- Les recettes des stages et cours de théâtre.
- Les recettes pour compte de tiers, issues de la vente des billets pour les manifestations culturelles et festivals, uniquement dans le cadre des conventions signées entre la ville de Montpellier et ces tiers, qui en fixeront la date.

Article 4 :

Les recettes désignées à l'Article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Chèques bancaires,
- Carte bancaire (TPE fixe).
- Virement.
- Paiement internet
- Paiement serveur vocal
- **Chèques vacances**

Elles sont perçues contre remise à l'usager de quittances et/ou factures et tickets d'entrée.

Article 5 :

Dans le cadre de la régie prolongée, le régisseur dispose d'un délai de 3 mois pour procéder à l'encaissement des recettes désignées à l'article 3, et uniquement celles concernant l'accueil de groupes scolaires.

Article 6 :

Un fond de caisse d'un montant de 300 € est mis à disposition du régisseur.

Article 7 :

La régie paie les dépenses suivantes :

*SB*

- Dépenses urgentes et de faible montant liées au fonctionnement du théâtre ou générées par les conditions de préparation des spectacles : photocopie, petit matériel pour travaux, papeterie, journaux, droguerie, frais postaux, timbres fiscaux, nourriture, boissons non alcoolisées. Les achats de boissons alcoolisées sont acceptés, dès lors que la demande est spécifiée dans le contrat de l'artiste.
- Dépenses urgentes et imprévues rendues nécessaires dans le cadre d'un spectacle, sans que ces dépenses puissent être supérieures à 750 €.
- Dépenses de pharmacie.
- Dépense de défraiements des artistes pour leurs repas.
- Frais de réception, de déplacement, logement et restauration d'invités.
- Acomptes sur contrats de cession du droit d'exploitation de spectacles.
- Reversement des recettes pour compte de tiers issues de la vente des billets, uniquement dans le cadre de la convention signée entre la ville de Montpellier et ces tiers

Ces dépenses seront prises aux imputations suivantes : chapitre 923, fonction 313.

#### Article 8 :

Les dépenses désignées à l'article 7 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Numéraire,
- Chèques.

#### Article 9 :

Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.

Ce compte

- Permet l'encaissement des recettes désignées à l'Article 3,
- Reçoit l'avance destinée aux dépenses de la régie,
- Permet au régisseur d'acquitter les dépenses prévues à l'Article 7.

#### Article 10 :

La billetterie des spectacles pourra être confiée partiellement à un ou plusieurs sous-régisseurs chargés de la vente des billets à Montpellier dans un lieu différent de la régie.

L'intervention du ou des mandataires a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

#### Article 11 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 10 000 €.

#### Article 12 :

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 4 000 €.

#### Article 13 :

Le régisseur est tenu de verser au Trésorier Municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 9 et au minimum une fois par mois.

#### Article 14 :

Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses et de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

#### Article 15 :

En application du décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale, la régie susvisée ouvre droit à la NBI de 15 (ou 20) points et sera versée à l'agent s'il remplit les conditions.

#### Article 16 :

Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.



Article 17 :

Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 18 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08/08/2014

Pour Monsieur le Maire, Madame la Première  
Adjointe  
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 12/08/2014

Notifiée le :

**Attribution du marché à procédure adaptée n°4D0010  
Travaux de réalisation d'ouvrages et d'équipements  
Avenue du Pont Trinquat**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2140/1718 du 2 juin 2014 donnant délégation à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il est nécessaire de procéder aux travaux de réalisation d'ouvrages et d'équipements nécessaires à l'élargissement de l'avenue du Pont Trinquat.
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisés dans le cadre d'un marché à procédure adaptée, en date du 2 février 2014, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, la Société RAZEL BEC - Agence Languedoc, 111 avenue Justin Bec, 34680 Saint Georges d'Orques - a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

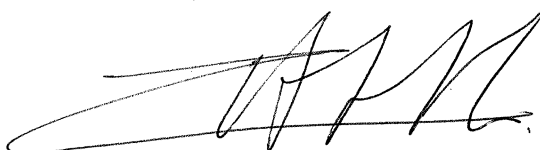
- D'attribuer le marché n°4D0010 à l'entreprise RAZEL-BEC pour un montant de 588 633,45 € HT, soit 706 360,14 € TTC ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville.

Nature : 2315 – Fonction : 908 – N° programme : 2013I18 – N° de ligne : 22845

Montpellier, le ~~22/8/2014~~ 25/8/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Luc ALBERNHE

Publiée le : 25/8/2014  
Notifiée le :



Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2014/0286

**Marché à procédure adaptée n°4B0122  
PAE MARQUEROSE - MISSION DE MAITRISE  
D'OEUVRE POUR CONCEPTION ET  
REALISATION D'OUVRAGES DE GENIE CIVIL  
SUITE A ALIGNEMENT**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1718 en date du 2 juin 2014 donnant délégation à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de confier la mission de maîtrise d'œuvre pour la conception et la réalisation d'ouvrages de génie civil suite à alignement dans le cadre du PAE Marquerose à un prestataire extérieur ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées dans le cadre d'une procédure adaptée, conformément aux articles 28 et 72 du Code des marchés publics, en date du 16 juin 2014, INTERVIA Etudes, sis ZI du Salaison – 500 avenue BIGOS – 34740 VENDARGUES, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

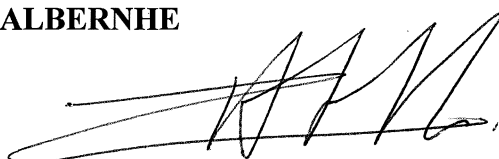
**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché n°4B0122 à INTERVIA Etudes pour un montant de 21 280€ HT pour la tranche ferme et de 13 270€ HT pour la tranche conditionnelle ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le Budget 2014 de la Ville  
Nature 2313 Fonction 908241 Ligne 22865 Programme 2013P14 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.

Montpellier, le ~~22/8/2014~~ 25/8/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Luc ALBERNHE

Publiée le : 25/8/2014  
Notifiée le :



**Direction de l'Espace Public  
Services des Affaires Economiques  
Modification de l' adresse de la régie  
de recettes des marchés permanents et élargissements  
des encaissements autorisés**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 03 Septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu le Décret n°2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale,
- Vu la Décision 139/2010 du 09 avril 2010, relative à la création de la régie de recettes pour les marchés permanents,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 08 Août 2014,
- Vu l'arrêté n° 2014/2288/T/R donnant délégation de signature à Mme MARSALA en l'absence de M. LEVITA,

**CONSIDERANT** que pour assurer le bon fonctionnement de la régie des marchés permanents, il est nécessaire d'apporter des modifications dans l'acte de création de la régie de recettes, en élargissant les modes d'encaissement autorisés et en modifiant l'adresse de la régie.

## DECIDE

En conséquence, que la nouvelle rédaction de l'acte instituant la régie est la suivante :

Article 1 : Il est maintenu, une régie de recettes pour l'encaissement des droits d'occupation du domaine public recouvrés lors des marchés permanents, ainsi que du marché Octave des Morts.

Article 2 : Cette régie est installée 1 Place Georges Frêche, 34 267 MONTPELLIER Cedex 2.

Article 3 : Les recettes désignées dans l'article 1 seront perçues selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire
- Chèques
- Carte bancaire
- Prélèvement automatique
- Paiement en ligne
- **Virement bancaire**

Article 4 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert auprès du Trésor Public.

Article 5 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 50 000 €.

Article 6 : Le régisseur est tenu de verser la totalité des pièces justificatives des recettes encaissées et le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 5, à la fin du fonctionnement de la régie et au minimum une fois par mois.

Article 7 : En application du décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale, la régie susvisée ouvre droit à la NBI de 15 (ou 20) points et sera versée à l'agent s'il remplit les conditions.

Article 8 : Le régisseur sera assujetti à un cautionnement, selon la réglementation en vigueur.

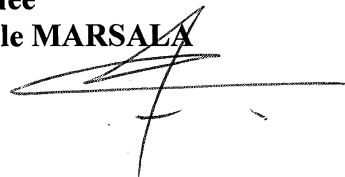
Article 9 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 10 : L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leurs arrêtés de nomination.

Article 11 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27/8/2014

Pour Monsieur le Maire, Madame l'Adjointe  
déléguée  
Isabelle MARSALA



Publiée le : 28/8/2014

Notifiée le :

**Direction de l' Espace Public  
Services des Affaires Economiques  
Modification de la régie de recettes " concessions"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu la délibération du 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 03 Septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu le Décret n°2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale,
- Vu la Décision 2012/0263 du 22 juin 2012, relative à la création de la régie de recettes pour les concessions,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 08 Août 2014,
- Vu l'arrêté n° 2014/2288/T/R donnant délégation de signature à Mme MARSALA en l'absence de M. LEVITA,

**CONSIDERANT** que pour assurer le bon fonctionnement de la régie des concessions, il est nécessaire d'apporter des modifications dans l'acte de création de la régie, en élargissant les modes d'encaissement autorisés.

## DECIDE

En conséquence, que la nouvelle rédaction de l'acte instituant la régie est la suivante :

### Article 1 :

Il est maintenu une régie de recettes prolongée de 1 mois, « concession » auprès du Service des Affaires Économiques de la Direction de l'Espace Public.

### Article 2 :

Cette régie est installée 1, place Georges FRECHE, 34267 Montpellier Cedex 2

### Article 3 :

La régie encaisse les produits trimestriels des concessions (guinguettes, kiosques fleuristes, kiosque à journaux, manèges, ....)

### Article 4 :

Les recettes désignées dans l'article 3 seront perçues selon les modes de recouvrement suivants au chapitre 929 :

- Numéraire
- Chèques
- Carte bancaire
- **Virement bancaire**

Elles sont perçues contre remise à l'usager tickets et/ou factures issus du logiciel GOEDP de la société ILTR.

### Article 5 :

Un compte de dépôt de fonds est ouvert auprès du Trésor Public.

### Article 6 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 60 000 €.

### Article 7 :

Le régisseur est tenu de verser la totalité des pièces justificatives des recettes encaissées et le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6, à la fin du fonctionnement de la régie et au minimum une fois par mois.

### Article 8 :

En application du décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale, la régie susvisée ouvre droit à la NBI de 15 (ou 20) points et sera versée à l'agent s'il remplit les conditions.

### Article 9 :

Le régisseur sera assujetti à un cautionnement, selon la réglementation en vigueur.

### Article 10 :

Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

### Article 11 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leurs arrêtés de nomination.

Article 12 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27/8/2014

Pour Monsieur le Maire, Madame l'Adjointe  
déléguée

Isabelle MARSALA



Publiée le : 28/8/2014

Notifiée le :



**CONTENTIEUX  
MONTPELLIER / Noé ROUBY  
POURSUITES PENALES – CONSTITUTION DE  
PARTIE CIVILE  
Destruction de biens  
Décision d'ester**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que Monsieur Noé ROUBY a volontairement détruit des broussailles le 21 septembre 2013 ;
- Que le Procureur de la république a donné suite à la plainte déposée et fixé une audience au 11 septembre 2014
- Que la ville a subi un préjudice du fait de ces dégradations dont elle entend demander réparation ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 08/09/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 09/09/2014  
Notifiée le :

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ M. ou Mme Arnaud  
VENTURI**  
**Recours pour excès de pouvoir contre l'opposition à la  
déclaration préalable n° DP 34172 14 00065**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 24/03/2014, Madame le Maire de MONTPELLIER a fait opposition à la demande de déclaration préalable de M. Arnaud VENTURI, visant à procéder à la création d'ouvertures, 14 rue des Tiercelets ;
- Que M. Arnaud VENTURI a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 21/07/2014 sous le n°1403517-1 ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 08/09/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 09/09/2014  
Notifiée le :



**REFERE PREVENTIF**  
**TRAVAUX DE DEMOLITION 1240 RUE DU PIOCH**  
**DE BOUTONNET**  
**DECISION D'ESTER**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que la commune de Montpellier souhaite procéder à la démolition d'une maison et de ses annexes situées 1240 rue du PIOCH de BOUTONNET sur les parcelles BL 425 et BL 424 dans le cadre d'un projet d'élargissement de voirie ;
- Que la ville souhaite qu'une expertise soit réalisée afin de faire constater l'état des propriétés avoisinantes avant le début des travaux ;
- Qu'il convient d'engager à cette fin une procédure de référé-préventif.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 08/09/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 09/09/2014

Notifiée le :

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ Philippe et Katia  
DERENNES**  
**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de PC  
34172 13V0231 et le PV d'infraction n° PE 34172  
13V0109**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- que par un arrêté du 20 décembre 2013, Madame le Maire de MONTPELLIER a refusé un permis de construire à M. et Mme Philippe et Katia DERENNES, visant à procéder à la construction d'un bassin et d'une terrasse en bois avec surélévation, 33 rue J.P. Barillet-Deschamps ;
- que M. et Mme Philippe et Katia DERENNES ont déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 28/05/2014 sous le n° 1402777-1 ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 02/03/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 03/03/2014  
Notifiée le :

## **CONTENTIEUX**

**Madame Martine SUIRE c/ Commune de Montpellier**

**Recours contre refus de titularisation du 11 juin 2014**

### **Décision de défendre**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que Madame Martine SUIRE a introduit un recours pour excès de pouvoir (n°1403794-3) contre la décision du 11 juin 2014 refusant sa titularisation en tant qu'ATSEM ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 08/09/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 08/09/2014  
Notifiée le :

**PEGASE  
CONVENTION D'ACCES AU NŒUD DE  
RACCORDEMENT EUREKA  
VILLE – BLUE NETWORKS TECHNOLOGIES**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1341/T/R donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier a aménagé le parc technologique Euréka avec une infrastructure de télécommunications très haut débit. Celle-ci est composée d'un nœud de raccordement optique et d'un ensemble de câbles optiques qui irrigue tous les bâtiments du parc Euréka. Cette infrastructure est destinée aux opérateurs de télécommunications qui pourront proposer aux entreprises du parc Euréka des services très haut débit sur les liens tout optique.
- Que pour les besoins de ses clients sur le parc Euréka, l'opérateur Blue Networks Technologies a sollicité de la Ville la mise à disposition de connectivités optiques de son réseau Pégase.
- Qu'après négociation, Blue Networks Technologies a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :
  - Frais d'accès au service du Nœud de Raccordement Optique : 1 000 € HT/baie/an ;
  - Utilisation de connectivité optique, prise optique, 75 € HT/prise/mois ;
  - Frais d'accès au service de la prise optique 100 € HT/prise, frais de couverture supplémentaire sur proposition de la Ville ;
  - Durée dix ans.

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention à passer entre Blue Networks Technologies et la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 04/03/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 05/03/2014  
Notifiée le :

**Parc de Lunaret.  
Zone technique Phase 1 : vestiaires, réfectoire et  
ateliers  
Relance du lot 4 : cloisons, doublages, faux-plafonds  
MAPA 4C0017**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1344/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Christophe Cour, Adjoint au Maire, délégué à l'Ecologie urbaine;

**Considérant :**

- Qu'il est nécessaire de réaménager la zone technique du Zoo du Lunaret ;
- Que dans le cadre d'une première consultation, le lot « cloisons, doublages, faux-plafonds » a été déclaré infructueux ;
- Qu'en conséquence, un nouveau marché public a été lancé conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, sous la référence 4C0017 ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres que la Société CUARTERO a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

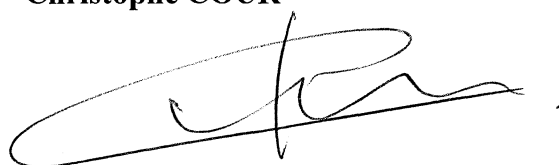
**Décide en conséquence :**

- L'offre de la Société CUARTERO - 76, Espace Commercial Fréjorgues Est - 34130 MAUGUIO - est retenue, pour un montant de 89 974,11 € H.T.
- La dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier – Direction Parc Darwin - Nature 2313 - Fonction 823 - Ligne de crédit 24252
- Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisé à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services, par intérim et Monsieur le Précepteur de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision ;
- La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 3 Rue Pitot – 34000 Montpellier.

**Montpellier, le 02/09/2014**

**Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Christophe COUR**

**Publiée le : 03/09/2014  
Notifiée le :**





## ETUDE HYDROLOGIQUE DU BASSIN VERSANT DU MASSIF DU LUNARET

### Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1344/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Christophe Cour, Adjoint au Maire, délégué à l'Ecologie urbaine;

### Considérant :

- Qu'il est nécessaire de confier à un prestataire extérieur la réalisation d'une étude hydrologique du bassin versant du Massif du Lunaret ;
- Qu'en conséquence, un marché public de prestations intellectuelles a été lancé, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, sous la référence 4B0090 ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres que la Société ARTELIA Eau & Environnement, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

### Décide en conséquence :

- L'offre de la Société ARTELIA Eau & Environnement - Parc Technologique du Canal, Immeuble Octopussy, Bâtiment A, 16 avenue de l'Europe, 31520 Raimonville Saint Agne - est retenue, pour un montant de :

Tranche ferme	16 705,00 € H.T.
Tranche conditionnelle	4 455,00 € H.T.
Total	21 160,00 € H.T.
- La dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier – Direction Parc Darwin - Nature 2031 - Fonction 823 - Ligne de crédit 22873
- Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisé à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services par intérim et Monsieur le Précepteur de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision ;
- La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 3 Rue Pitot – 34000 Montpellier.

Montpellier, le 02/03/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Christophe COUR

Publiée le : 03/03/2014  
Notifiée le :



## **CONTENTIEUX**

**Monsieur Jean-François BARRY c/ Commune de  
Montpellier**

**Appel contre le jugement du 03 juin 2014**

**Décision de défendre**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que Monsieur BARRY interjette appel (requête n°14MA03380) du jugement du 03 juin 2014 rejetant son recours contre la décision l'excluant des Estivales 2012 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 08/09/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA



Publiée le : 09/09/2014  
Notifiée le :

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2014/0299

**LOCATION ECRAN GEANT ET SONORISATION  
FESTIVAL RADIO FRANCE ET FINALE COUPE  
DU MONDE Annule et remplace décision n°2014/0223**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1341/T/R donnant délégation à Max LEVITA, Adjoint délégué aux Finances ;
- Vu l'arrêté n°2014/2014/2288/T/R donnant délégation à Mme Isabelle MARSALA, adjointe à la Réussite Educative, en l'absence de M. Max LEVITA, Adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a eu lieu de retransmettre sur la place de la Comédie le festival de radio France et la finale de la Coupe du Monde de Football le dimanche 13 juillet 2014
- Qu'à la suite d'une consultation en date du 06 juin 2014 et conformément à l'article 28 du code des marchés publics, les sociétés Videlio Events (92390 Villeneuve La Varenne) et Audio Technic (34 790 Grabels) présentent l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères prévus à la consultation.
- Suite à une erreur matérielle sur la décision 2014/0223 ne donnant pas les montants maximum du marché 4B0113

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à la société Videlio Events (92390 Villeneuve La Varenne) pour le lot n°1 pour un montant maximum de 44 000€ HT ;
- D'attribuer le marché précité à la société Audio Technic (34790 Grabels) pour le lot n°2 pour un montant maximum de 12 000 € HT ;
- D'attribuer le marché précité à la société Videlio Events (92390 Villeneuve La Varenne) pour le lot n°3 pour un montant maximum de 7 000€ HT ;
- D'attribuer le marché précité à la société Videlio Events (92390 Villeneuve La Varenne) le lot n°4 pour un montant maximum de 12 000€ HT ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer ce contrat ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le fonctionnement de la Direction du Protocole (ligne 13438, nature 6135, chapitre 924).
- D'annuler la décision n° 2014/0223 et de la remplacer par la présente.

Montpellier, le 29/08/14

Pour Monsieur le Maire, *Mme l'Adjointe*  
*déléguée*  
Isabelle MARSALA

Publiée le : 01/09/2014  
Notifiée le :

**Exposition Ayso lo comessamen-Thalamus: écritures  
et mémoires du Montpellier médiéval**  
**Prise en charge du transport et de l'assurance des  
documents prêtés**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1342 du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à M. Cédric de Saint-Jouan, adjoint délégué

**Considérant :**

- Que la Ville a, par délibération n°2014/339 du 24 juillet 2014, autorisé la signature de la convention de partenariat avec les Universités Montpellier I et II pour l'exposition *Ayso lo comessamen-Thalamus : écritures et mémoires du Montpellier médiéval* ;
- Que cette exposition est composée de divers documents prêtés gracieusement par la bibliothèque de l'université de médecine de Montpellier, la Bibliothèque Nationale de France, les Archives Nationales, la Bibliothèque de Nîmes et la Bibliothèque Royale de Belgique ;
- Qu'il convient d'organiser le transport de ces documents *via* des transporteurs agréés et de les assurer, soit par le biais de l'assurance tous risques/expositions de la Ville (contrat 06/200256 compagnie AXA Art France), soit par l'assureur imposé par le prêteur, le cas échéant ;

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser la signature des fiches de prêt des documents présentés avec les différents prêteurs ;
- De prendre en charge le transport des documents *via* des transporteurs agréés ;
- De prendre en charge l'assurance des documents présentés au cours de l'exposition ;

Montpellier, le 03/03/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Cédric de SAINT-JOUAN

Publiée le : 04/03/2014  
Notifiée le :

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ PENCIOLELLI**  
**Antoine**  
**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de**  
**permis de construire n° PC 34172 13V0224**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 14/03/2014, Madame le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la FONDATION DU PROTESTANTISME, visant à procéder à la construction d'un pôle de services comprenant des logement, bureaux et lieux d'accueils, 1B rue Brueys et 4 rue St Barthélémy ;
- Que M. PENCIOLELLI Antoine a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 25/07/2014 sous le n° 1403621-1 ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 08/09/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 08/09/2014  
Notifiée le :





**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ ARNAUD François**  
**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de**  
**permis de construire n° PC 34172 13V0261**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 27/05/2014, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à M. ARNAUD François, visant à procéder à l'extension d'un immeuble avec surélévation du garage et prolongation de la toiture, 18 rue Francis Garnier ;
- Que M. ARNAUD François a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 25/07/2014 sous le n° 1403596-1 ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 08/08/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 08/08/2014  
Notifiée le :

**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Modification de la régie d'Avances Lieux d'Art et  
d'Histoire**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu le Décret n° 2006-779 du 3 Juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale,
- Vu la décision N°2014/0173 relative à la création d'une régie d'avances en date du 19 Juin 2014,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 01 Septembre 2014,
- Vu l'arrêté n°201/1341/T/R du 29 Avril 2014 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

**CONSIDERANT** qu'il convient de modifier l'acte constitutif de la régie d'avances lieux d'Arts et d'Histoire, en supprimant les quatre sous-régies.

**D E C I D E**

En conséquence la nouvelle rédaction de l'acte est la suivante :

Article 1 : Il est maintenu une régie d'avances « Lieux d'Art et d'Histoire » auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine (DCP).

Article 2 : La régie est installée dans les locaux de la Direction de la Culture et du Patrimoine (DCP), 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier Cedex 2.

Article 3 : La régie paie les dépenses suivantes :

- Paiement de petit matériel, papeterie, livres et documentation, travaux d'impression (photocopies, tirages photos,...) petits travaux de graphisme, de maquettisme, d'arts appliqués, de décoration, location de matériel audiovisuel, frais médicaux d'urgence, acquisition de catalogues,
- Frais de réception, de transport, d'hôtellerie, de restauration, de parking, visite de musées ou d'expositions,
- Petites prestations d'artistes pour les soirées d'inaugurations des expositions dans la limite de 1 000 €.
- Frais de transport d'œuvres d'art.

Article 4 : Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Numéraire,
- Chèques,
- Carte bancaire.

Article 5 : Un compte de dépôt de fonds sera ouvert au nom du régisseur à titre de qualité auprès du Trésor Public.

- Ce compte permet de recevoir l'avance destinée aux dépenses de la régie,
- Permet aux régisseurs d'acquitter les dépenses prévues à l'Article 3.

Article 6 : Il est supprimé les quatre sous-régies d'avances suivantes :

- **Le Carré Sainte Anne, 2 rue Phillipy, 34000 Montpellier,**
- **Le Pavillon Populaire, Esplanade Charles-de-Gaulle, 34000 Montpellier**
- **La Galery Saint Ravy, place Saint Ravy, 34000 Montpellier**
- **L'Espace Dominique Bagouet, Esplanade Charles-de Gaulle, 34000 Montpellier.**

Article 7 : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 8 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 4 000 €.

Article 9 : En application du décret n°2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale, la régie susvisée ouvre droit à la NBI DE 15 (ou 20) points et sera versée à l'agent s'il remplit les conditions.

Article 10 : Une avance complémentaire de 3 000 € pourra être ponctuellement octroyée pour le paiement des frais de transport des œuvres d'art.

Article 11 : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois ou lors de sa sortie de fonction.

Article 12 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 13 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04/09/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 05/09/2014  
Notifiée le :





Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2014/0304

**Contentieux**  
**Ville de MONTPELLIER c/ VAGNON Lionel**  
**Appel de M. et Mme VAGNON Lionel contre le**  
**jugement du tribunal administratif de Montpellier du**  
**06/02/2014.**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que par un jugement du 06/02/2014, le tribunal administratif de Montpellier a rejeté la requête n° 1202282-1 présentée par M. et Mme VAGNON Lionel ;
- Que M. et Mme VAGNON Lionel ont relevé appel de ce jugement, auprès de la Cour Administrative d'Appel de Marseille, en date du 27/03/2014, par le dépôt d'une requête référencée 14MA01424 ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 17/09/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 18/09/2014  
Notifiée le :

**Direction des Relations aux Publics  
Service PRESTO**  
**Modification des sous-régies de recettes de la régie  
Prestation de Proximité**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu la délibération n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation à Monsieur le Maire conformément aux textes susvisés ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 03 Septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu le Décret n°2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale,
- Vu la Décision du 29 octobre 1987 instituant une régie de recettes auprès des restaurants scolaires de la Ville de Montpellier,
- Vu la Décision du 26 septembre 1995, relative à l'ouverture d'un compte de dépôt de fonds,
- vu la Décision du 04 septembre 2000 relative à l'augmentation du montant de l'encaisse,
- Vu la Décision du 19 octobre 2001 relative à l'extension de la régie de recettes et d'avances
- Vu la Décision du 16 mars 2006 relative à la clôture de la régie d'avances des Restaurants scolaires
- Vu la Décision du 28 mai 2010 relative à la modification des modes de recouvrement,

- Vu la Décision du 20 mai 2011 relative à l'ouverture d'une régie d'avances pour les restaurants scolaires,
- vu la Décision 0213/2012 du 26 avril 2012, relative à l'augmentation du montant de l'encaisse autorisée et de l'ajout du virement comme mode d'encaissement,
- Vu la Décision 0345/2013 du 21 Novembre 2013 relative à diverses modifications de la régie de recettes des Restaurants Scolaires,
- Vu la Décision n°2013/0347 relative à la création de quatre sous-régies,
- Vu la Décision n°2014/0282 du 11 Août 2014 relative à la modification de la régie de recettes Prestation de proximité,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 04 Août 2014,

**CONSIDERANT** : qu'il convient de modifier l'acte constitutif des sous-régies de la régie Prestation de proximité en y apportant une précision.

## **D E C I D E**

En conséquence la nouvelle rédaction est la suivante:

**Article 1** : Il est maintenu 4 sous-régies de recettes pour la régie Prestation de proximité, auprès des Mairies de proximité.

Mairie de proximité Mosson, Mas de la Paillade, 111, place de Tipasa, 3480 Montpellier,  
Mairie de proximité Tastavin, 118, allée Bonafos, 34070 Montpellier,  
Mairie de proximité Villon, rue des araucarias, 34080 Montpellier,  
Mairie de proximité Aubes-Pompignane, 35 rue André Malraux, 34000 Montpellier

**Article 2** : Les sous-régies perçoivent les recettes suivantes au chapitre 922

- Les recettes des repas et de l'accueil dans les établissements scolaires de la Ville.
- Les recettes des cartes à puce (carte midi) facturées en cas de perte ou de détérioration de la première par les usagers de la restauration scolaire et de l'accueil.
- **Le montant des pénalités facturées aux usagers de la restauration scolaire et de l'accueil pour retard, perte et détérioration de la carte à puce.**

**Article 3** : Les recettes désignées à l'article 3 sont perçues selon les modes de règlement suivants :

- Chèques
- Cartes bancaires

Les recettes sont perçues contre remise à l'usager de factures/ quittances

**Article 4** : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

**Article 5** : Le sous-régisseur est tenu de verser au régisseur le montant de l'encaisse au minimum une fois par mois.

**Article 6** : Le sous-régisseur verse auprès du régisseur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

**Article 7** : Le sous-régisseur n'est pas assujetti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

**Article 8** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04/03/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 05/03/2014  
Notifiée le :



**Contentieux**  
**Ville de MONTPELLIER c/ GOURIOU Catherine**  
**Appel de Mme GOURIOU Catherine contre le**  
**jugement du tribunal administratif de Montpellier du**  
**31/12/2013**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que par un jugement du 31/12/13, le tribunal administratif de Montpellier a rejeté les requêtes n° 1105775-1 et 1303609-1 présentée par Mme GOURIOU Catherine ;
- Que Mme GOURIOU Catherine a relevé appel de ce jugement, auprès de la Cour Administrative d'Appel de Marseille, en date du 07/03/2014, par le dépôt d'une requête référencée 14MA01209 ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 17/09/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 18/09/2014  
Notifiée le :

**Contentieux**  
**Ville de MONTPELLIER c/ COGOLUEGNES**  
**(CONSORTS)**  
**Appel des CONSORTS COGOLUEGNES contre le**  
**jugement du tribunal administratif de Montpellier du**  
**05/12/13.**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que par un jugement du 05/12/13, le tribunal administratif de Montpellier a rejeté la requête n° 1200341 présentée par les CONSORTS COGOLUEGNES ;
- Que les CONSORTS COGOLUEGNES ont relevé appel de ce jugement, auprès de la Cour Administrative d'Appel de Marseille, en date du 04/02/2014, par le dépôt d'une requête référencée 14MA00529 ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 17/09/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 18/09/2014  
Notifiée le :

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2014/0308

**ZAC Nouveau Saint Roch - lot XII**  
**Convention de participation aux équipements publics**  
**entre la Ville, SOGEPROM SUD REALISATIONS et**  
**la SERM pour la construction d'un programme de**  
**logements étudiants et de commerces**  
**Parcelles EX 665p, 685, 687, 6 et 11p**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Monsieur le Maire le 29 avril 2014 (n° 2014/1351/T/R) ;
- Vu le code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L.311-4 ;
- Vu la délibération n°2008/420 du Conseil municipal en date du 4 juillet 2008 approuvant le dossier de création de la zone d'aménagement concerté Nouveau Saint-Roch ;
- Vu la délibération n°2010/400 du Conseil municipal en date du 4 octobre 2010 approuvant le dossier de réalisation de la zone d'aménagement concerté Nouveau Saint-Roch ;
- Vu la délibération n°2009/211 du Conseil municipal en date du 4 mai 2009 approuvant le traité de concession confiant à la SERM l'aménagement de la zone d'aménagement concerté Nouveau Saint-Roch ;

**Considérant :**

- Qu'une demande de permis de construire a été déposée en Mairie par la société SOGEPROM SUD REALISATIONS, représentée par le Président de la SAS PRAGMA, Monsieur GADELLE, pour la réalisation d'un programme de logements collectifs étudiants et de commerces ;
- Qu'il y a lieu d'établir une convention de participation entre la Ville de Montpellier et SOGEPROM SUD REALISATIONS afin de préciser les conditions de sa participation financière au coût de l'équipement de la zone d'aménagement concerté Nouveau Saint Roch, les parcelles cadastrées EX 665 partie, 685, 687, 6 et 11 partie objets du programme de construction étant localisée à l'intérieur du périmètre de la ZAC, mais non détenue par l'aménageur ;
- Que la SERM, aménageur de la ZAC Nouveau St-Roch, est également signataire de la convention précitée en tant que tiers receveur ;

Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagé, résumés comme suit :

- Surface de plancher (SDP) envisagée : 1787,74 m<sup>2</sup> de logements et 342 m<sup>2</sup> de commerces ;

Calcul du montant estimé de la participation sur la base suivante : logements 209 €/m<sup>2</sup> de SDP, commerces 191 €/m<sup>2</sup> de SDP ;

- Logements : 1787,74 m<sup>2</sup> x 209 € = 373 637,66 €

- Commerces : 342 m<sup>2</sup> x 191 € = 65 322€

Total : 438 959,66 €

Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m<sup>2</sup> SDP autorisés par le permis de construire et de ses modificatifs effectivement délivrés.

**Décide en conséquence :**

- de conclure la convention de participation entre la Ville de Montpellier et SOGEPROM SUD REALISATIONS, ainsi que la SERM, tiers receveur, telle qu'annexée à la présente décision ;
- d'autoriser le versement du montant de la participation directement à la SERM selon les modalités de l'article 4 de la convention de participation et l'article 16.2 du traité de concession liant la Ville à la SERM pour l'aménagement de la ZAC du Nouveau St-Roch.

Montpellier, le 11/09/2014

Pour POUR MONSIEUR LE MAIRE, MADAME  
LA PREMIÈRE ADJOINTE

Stéphanie JANNIN

Publiée le : 12/09/2014

Notifiée le :



**ZAC NOUVEAU SAINT ROCH**  
**CONVENTION DE PARTICIPATION**  
**aux équipements publics**  
**(art. L.311-4 du code de l'urbanisme)**  
  
**Parcelles section**  
**N°EX 665p,685,687,6,11p**

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

La Ville de MONTPELLIER, représentée par Monsieur le Maire Philippe SAUREL, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 24 Avril 2014,

Ci-après dénommée la **Collectivité** ou la **Ville**,

**de première part,**

**ET**

La Société SOGEPROM SUD REALISATIONS, société par action simplifiée au capital de 37.000 euros, dont le siège social est à Montpellier (34960), 80 Place Ernest Granier, Immeuble Etoile Richter, CS 19501, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Montpellier sous le numéro 482 966 975,

Représentée par son Président, la SAS PRAGMA, société par actions simplifiée au capital de 600.000 euros, dont le siège social est à Montpellier (34960), 80 Place Ernest Granier, Immeuble Etoile Richter - CS 19501, nommé à cette fonction par décision du Comité de Surveillance en date du 12 Décembre 2011 ; elle-même représentée par son Président, Monsieur Philippe GADELLE, nommé à cette fonction par décision de l'associé unique en date du 22 juin 2006,

et désignée ci-dessous par les mots : "le constructeur"  
**de seconde part,**

est également intervenue à la présente convention de participation , en vertu de la Concession d'Aménagement approuvée par délibération du conseil municipal du 4 mai 2009, la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine SAEM, par abréviation S.E.R.M., Société Anonyme d'Economie Mixte au capital de 5.894.000 €, dont le siège est en hôtel de Ville de Montpellier et les bureaux à Montpellier (34960) Etoile Richter, 45-place Ernest Granier, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Montpellier sous le numéro B 462 800 160,

Représentée par Monsieur Thierry LAGET, agissant aux présentes :

- tant en sa qualité de Directeur Général, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du conseil d'administration de ladite société en date du 22 novembre 2009,
- qu'en vertu des pouvoirs résultant tant de ladite délibération que des dispositions de l'article 21 des statuts.

Désignée par les mots « la SERM » ou « l'AMENAGEUR »

TR 12

## IL EST EXPOSE CE QUI SUI

Par délibération du Conseil Municipal en date du 4 février 2008, la Ville de Montpellier décidait la création de la ZAC Nouveau Saint Roch. L'aménagement de ces emprises d'une superficie de 13 hectares et aujourd'hui sous-utilisées compte tenu de leur situation, a pour objectif principal de répondre au développement du cœur de Ville et à la demande en logement d'hyper-centre, à proximité immédiate de nombreux transports en communs.

Par délibération du 4 juillet 2008, la Ville de Montpellier a approuvé le dossier de création de la ZAC Nouveau Saint Roch et a décidé que les constructions édifiées à l'intérieur du périmètre de la ZAC seront exclues de champ d'application de la taxe locale d'équipement (TLE).

L'aménagement de la zone a été confié à la SERM dans le cadre d'une concession d'aménagement approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 4 mai 2009.

Le 04 octobre 2010 la Ville a approuvé le dossier de réalisation, précisant notamment le programme des équipements publics et des aménagements nécessaires à cette opération, ainsi que les modalités prévisionnelles de leur financement.

Les constructions à l'intérieur du périmètre de la ZAC ont été exclues du champ d'application de la Taxe Locale d'Equipeement en application de l'article 1585.C du Code Général des Impôts, la charge du coût des équipements généraux de la ZAC correspondant aux seuls besoins des usagers étant mis à la charge des constructeurs, conformément à l'article 317 quarter du Code Général des Impôts.

Le constructeur signataire des présentes envisage la réalisation d'un programme immobilier sur des parcelles de terrain, cadastrées EX 665 (soumise à la réglementation de la zone 2U1-1c et de la zone 1U1-8A périmètre de la ZAC « Nouveau Saint Roch »), EX 685, EX 687, EX 6 et EX 11 partie faisant l'objet d'une acquisition à des propriétaires privés, mais non auprès de la SERM Aménageur, et soumises à une convention de participation avec la ville de Montpellier.

La Société SOGEPROM SUD REALISATIONS finalise par l'acquisition des parcelles EX 690 partie, EX 692 partie et EX 694 partie, propriété de la SERM, objet d'un compromis de vente, la totalité du lot 12 de la ZAC Nouveau Saint Roch.

La demande de permis de construire correspondante a été déposée en mairie le 17 Octobre 2013 sous le numéro 34172 13 V0156.

La présente convention, établie en application de l'article L 311.4 du Code de l'Urbanisme, a pour objet de définir les conditions de la participation du constructeur signataire des présentes au coût de l'équipement de la zone, réalisé conformément au programme des équipements publics de la ZAC.

TL

h

## CELA EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUI

### ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

#### 1.1. La présente convention concerne les terrains dont la désignation suit :

Des parcelles situées à Montpellier, Boulevard Vieussens et Avenue de Maurin, cadastrées section EX 665 partie, 685, 687, 6 et 11 partie, d'une superficie de 648 m<sup>2</sup>.  
Ces parcelles forment une partie du lot 12 d'une superficie totale de 1.042 m<sup>2</sup>, de la ZAC Nouveau Saint Roch.

#### 1.2. Le constructeur envisage la construction d'un programme de 145 logements collectifs étudiants et de commerces correspondant à 5.538 m<sup>2</sup> de surface de plancher (SDP), sur des terrains soumis à la réglementation de la zone 2U1-1c et de la zone 1U1-8A périmètre de la ZAC « Nouveau Saint Roch ».

La partie du programme située dans le périmètre de la ZAC Nouveau Saint Roch correspondant à 3.396,84 m<sup>2</sup> de surface de plancher (SDP) pour la réalisation de logements collectifs étudiants, et de commerces fait l'objet d'un compromis de vente avec la SERM pour 1.267,10 m<sup>2</sup> de surface de plancher et de la présente convention de participation pour 2.129,74 m<sup>2</sup> de surface de plancher.

Une extension ultérieure pourra être admise, le cas échéant, si les dispositions du document d'urbanisme réglementaire le permettent, et après versement d'une participation aux équipements de la ZAC dans les conditions définies ci-après.

#### 1.3. Le constructeur envisage la construction sur le terrain objet de la présente convention :

- Des logements collectifs étudiants, pour 1.787,74 m<sup>2</sup> SDP,
- des commerces, pour 342 m<sup>2</sup> SDP.

#### 1.4. La réalisation de ce programme doit s'effectuer conformément au document d'urbanisme réglementaire, à savoir le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2006, et modifié par délibérations du Conseil Municipal en date des 21 décembre 2006, 25 juin 2007, 17 novembre 2008, 22 juin 2009, 29 mars 2010, 9 mai 2011, 23 juillet 2012 et 22 juillet 2013.

#### 1.5. Il est ici rappelé qu'au titre de l'article L311-4 du Code de l'Urbanisme, la présente convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire.

### ARTICLE 2 – EQUIPEMENTS MIS A LA CHARGE DE L'OPERATION

#### 2.1. En application du programme des équipements publics de la ZAC, approuvé par délibération du conseil municipal en date du 04 octobre 2010, les équipements à usage des futurs habitants et activités du secteur sont mis à la charge des constructeurs de la zone par le biais des participations, objet de la présente convention.

Ces équipements, réalisés par la SERM, concernent en particulier l'extension et le renforcement des réseaux ainsi que l'aménagement d'un parc de 1,2 ha, d'espaces publics, de voiries internes ou d'accès à la ZAC et à la Gare. Les aménagements réalisés permettront notamment la desserte automobile et piétonne, du programme immobilier objet de la présente convention.

#### 2.2. La part des dépenses de réalisation de ces équipements mise à la charge des constructeurs est répartie, quelles que soient les catégories de construction, en proportion de la surface de plancher construite.

TZ

12

## ARTICLE 3 – MONTANT DE LA PARTICIPATION

### 3.1. Programme

Le constructeur envisage la réalisation sur le terrain visé à l'article 1 d'un programme immobilier de 2 129,74 m<sup>2</sup> SDP répartie de la façon suivante :

- des logements collectifs, pour 1.787,74 m<sup>2</sup> SDP,
- des commerces, pour 342 m<sup>2</sup> SDP.

### 3.2. Modalités de calcul

Sur la base du programme défini à l'article 3.1, le montant de la participation du constructeur est fixé à:

- o 209 € par mètre carré de SDP pour les logements, soit pour 1.787,74 m<sup>2</sup> SDP, un montant de 373.637,66 euros (Trois cent soixante-treize mille six cent trente-sept euros et soixante-six centimes).
- o 191 € par mètre carré de SDP pour les commerces soit pour 342 m<sup>2</sup> SDP, un montant de 65.322 euros (Soixante-cinq mille trois cent vingt-deux euros).

La participation représente donc un total de 438.959,66 euros (Quatre cent trente-huit mille neuf cent cinquante-neuf euros et soixante-six centimes).

Elle sera majorée de l'indexation, dans les conditions fixées à l'article 5 ci-après.

3.3. Le montant total de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m<sup>2</sup> SDP autorisés par le permis de construire et de ses modificatifs effectivement délivrés.

## ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT

- 4.1. Le constructeur s'engage à notifier l'arrêté de permis de construire à la SERM dans les huit jours de sa délivrance.
- 4.2. En application de la concession d'aménagement approuvée le 4 mai 2009, passée entre la Collectivité et la SERM chargée de l'aménagement et de l'équipement de la zone, le Constructeur s'engage à verser directement le montant de la participation prévue par la présente convention à la SERM.
- 4.3. Le constructeur s'engage à verser l'intégralité de la participation au coût des équipements publics de la zone dans le délai de 2 mois de l'obtention du permis de construire, devenu définitif en l'absence de recours ou de retrait dans le délai légal.
- 4.4. Passée sa date d'échéance, la somme due au titre de la présente convention de participation, à quelque titre que ce soit, portera intérêt au taux de l'intérêt légal à la date d'échéance, majoré de cinq points, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, et sans que le paiement de ces intérêts dégage l'acquéreur de son obligation de payer à la date prévue à la SERM, laquelle conserve la faculté de l'y contraindre et ce, sans préjudice pour la SERM de son droit à résolution du contrat, et à des dommages-intérêts.

h

#### **ARTICLE 5 – INDEXATION**

Le versement prévu à l'article 4 ci-dessus sera indexé sur l'Indice National des Travaux Publics TP01, tel qu'il est établi par le Ministère de l'Economie et des Finances, par application à la somme due à échéance du rapport I/lo dans lequel :

- lo est le dernier indice connu à la date de la décision de Monsieur le Maire approuvant la présente convention, soit 699,90 (indice TP01 au 1<sup>er</sup> Avril 2014).
- l est le dernier indice connu 15 jours avant la date d'échéance considérée.

#### **ARTICLE 6 – DEGREVEMENT**

En cas de modification du permis de construire entraînant une diminution ou la suppression de la participation, de péremption du permis de construire ou son annulation, la somme correspondante est restituée au Constructeur si le versement a été effectué.

Si le versement n'a pas été effectué, le montant de la participation sera réduit à due concurrence.

#### **ARTICLE 7 – TRANSFERT DU PERMIS – MUTATION**

Dès lors que le terrain ci-avant désigné et les constructions s'y trouvant seraient pour tout ou partie vendus, ou qu'ils feraient l'objet de contrats conférant des droits réels à un tiers, ou encore en cas de transfert de permis de construire, les obligations résultant de la présente convention seront transférées de plein droit aux bénéficiaires de ces ventes ou transferts. Le constructeur s'engage à faire insérer dans les actes afférents, l'obligation pour son acquéreur ou tout autre tiers détenteur des droits réels d'exécuter et de transmettre aux acquéreurs successifs, les obligations résultant de la présente convention de participation auxquelles il n'aurait pas été satisfait.

Le constructeur sera tenu solidairement avec ses successeurs du paiement des fractions de participation non encore effectuées à la date de l'acte de vente ou de tout autre acte conférant une partie des droits réels ou encore à la date de transfert du permis de construire.

#### **ARTICLE 8 – LITIGES**

Tout litige résultant de l'application de la présente convention de participation et ses suites sera du ressort du tribunal administratif de Montpellier.

#### **ARTICLE 9 – FRAIS**

Les frais de timbre et d'enregistrement de la présente convention de participation sont à la charge du Constructeur.

#### **ARTICLE 10 – EFFETS**

- 10.1. La signature de la présente convention ne préjuge pas des délais d'instruction de la demande de permis de construire déposée par le constructeur, ni de la décision qui sera prise à l'issue de cette instruction.

TL

116

624

- 10.2. Si par impossible, une stipulation quelconque de la présente convention était entachée d'illégalité, la constatation de ladite illégalité n'emporterait pas, sauf indivisibilité, la nullité du surplus.

#### ARTICLE 11 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention de participation, les parties intervenantes font élection de domicile :

- Pour la Collectivité en l'Hôtel de Ville,
- Pour le Constructeur en son siège administratif,
- Pour la SERM en son siège administratif

Fait à Montpellier,

Le .....

(en cinq exemplaires originaux)

Pour la Collectivité

Pour le Constructeur

Pour la SERM

SAS SOGEPROM SUD REALISATIONS

80 place Ernest Granier – CS 19501

34960 MONTPELLIER CEDEX 2

Tél. 04 67 13 80 00 – Fax 04 67 13 80 25

RCS Montpellier 482 966 975

SAS au capital de 37 000 €

**SERM**  
SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT  
DE LA RÉGION  
MONTPELLIÉRANAISE

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL  
Thierry LAGET



**Direction Travaux  
Maintenance Action  
Solidaire**  
Service Administration et  
comptabilité

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2014/310

**Ecole Primaire François Rabelais  
Modules Préfabriqués  
Marché 1H254901 - Lot n°3  
Avenant n°1**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1346/T/R donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;

**Considérant :**

Que par délibération n°2011/328 en date du 20 juin 2011, le pouvoir adjudicateur a confié à la société COUGNAUD le lot n°3 concernant la mise en place de bâtiments modulaires dans l'école François RABELAIS sise, 14 rue Emmanuel HERE à Montpellier 34080. Le marché d'un montant de 1 020 572 HT a été notifié le 29 juillet 2011 pour une durée de 3 ans.

Que l'augmentation de la démographie scolaire du quartier de l'école François RABELAIS ne permet pas l'enlèvement en 2014 des modules préfabriqués mis en place comme cela a été prévu dans le marché initial. Il est donc nécessaire de prolonger la durée du contrat d'un an à compter du 29 juillet 2014.

Que le montant estimé en plus-value au marché est fixé à 26 266,40€ HT (vingt six mille deux cent soixante six euros et quarante centimes hors taxes), le montant total du marché est donc porté à 1 046 838,40HT, soit une augmentation de 2,57%.

**Décide en conséquence :**

D'autoriser l'avenant n°1 au marché 1H254901 pour le lot n°3 attribué à la société COUGNAUD, relatif à la prolongation du contrat des modules préfabriqués de l'école François RABELAIS.

De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la direction de l'Education - Fonction 92212 - Nature 6135- Ligne de crédit 1464.

D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 04/09/2014

**Pour Monsieur le Maire, Madame l'Adjointe  
déléguée  
Isabelle MARSALA**

Publiée le : 05/09/2014  
Notifiée le :

**RAPPORT DE PRÉSENTATION  
ARTICLE 75 du CMP  
AVENANT N° 1**

**A- IDENTIFIANTS**

**Collectivité ou Etablissement concerné :**

VILLE DE MONTPELLIER  
1 Place Georges Frêche  
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

**Objet du marché :**

MODULES PREFABRIQUES – LOT 3

**Titulaire(s) du marché :**

Nom commercial : YVES COUGNAUD LOCATION SA  
Adresse postale : CS 40028 – Mouilleron-le-Captif – 85035 LA ROCHE SUR YON cedex  
Numéro de téléphone : 02 51 05 85 85  
Numéro de télécopie : 02 51 34 17 80  
Numéro de Siret : 382224418

**B- ÉCONOMIE GÉNÉRALE DE L'AVENANT**

**Objet de l'avenant :**

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour le motif suivant :

L'augmentation de la démographie scolaire du quartier de l'école RABELAIS ne permet pas l'enlèvement des modules préfabriqués mis en place comme cela été prévu dans le marché initial. Il est donc demandé une prolongation de la durée du contrat d'un an à compter du 29/07/2014.

Le montant initial du marché passé avec la Société COUGNAUD est de : 1 020 572,00€ HT notifié le 29 juillet 2011.

Le montant de cette location supplémentaire s'élève à 26 266,40€ HT, soit une augmentation de 2,57% du montant initial du marché. Le nouveau montant de ce contrat est de 1 046 838,40 € HT

**C- DESCRIPTION DU DÉROULEMENT DE LA PROCÉDURE**

Date de la décision autorisant la signature de l'avenant : / /



**D- JUSTIFICATIONS DES DÉROGATIONS ÉVENTUELLES**

Sans Objet

**E- ORIGINE DES FOURNITURES**

Sans Objet

**F- INDICATIONS DES PARTS ÉVENTUELLEMENT SOUS-TRAITÉES**

Sans Objet

Pour Monsieur le Maire,  
L'Adjointe Déléguée,

Isabelle MARSALA

**ZAC Port Marianne - République**  
**Contrat d'urbaniste Architecte-coordonateur**  
**Marché 9G118332**  
**Avenant n° 2**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1351/T/R en date du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Mme Jannin, Adjointe au Maire ;

**Considérant :**

Suite au concours pour le choix d'un urbaniste / architecte-coordonnateur de la ZAC Port Marianne - République, la Ville de Montpellier a désigné lauréate l'équipe formée par l'Agence Nicolas Michelin et Associés et Nicolas Boudier Architecte.

Le marché d'un montant initial de 823.392,50 € HT actualisé à 855 916,51 € HT, a été notifié le 9 août 2013.

Un avenant n° 1 a été signé le 21 mars 2014 pour :

- tenir compte des impacts sur le projet de la ZAC République de nouvelles contraintes hydrauliques,
  - intégrer une modification programmatique et du plan de masse induite par l'évolution du contexte de la ZAC
- (Études supplémentaires, avec une augmentation de 1,82 % du montant global du marché par rapport au marché initial),

ainsi que pour :

- anticiper de la mission 3 à la mission 1 la réalisation de deux fiches d'ilot, nécessaire à la bonne compréhension du projet d'urbanisme.

Le marché global affiche à présent un montant de 871 457,04 € HT.

Depuis, un projet d'internat est envisagé par la Région Languedoc-Roussillon sur un tènement foncier situé dans le périmètre de la ZAC Port Marianne – République (sous-secteur Cavalade).

Au vu du concours d'architecture lancé par la Région, la Ville doit commander impérativement la réalisation anticipée sur la mission 3 d'une fiche de lot correspondant à la partie Ouest du secteur Cavalade.

En l'absence d'un cahier des recommandations urbanistiques, architecturales, paysagères et environnementales, non encore réalisé à ce stade des études de la ZAC, il convient de guider grâce à cette fiche de lot les cinq architectes admis à concourir par la Région pour la conception de l'internat, en toute cohérence avec le projet de l'équipe formée par l'agence Nicolas Michelin & Associés et Nicolas Boudier. Le montant général du marché demeure inchangé à 871 457,04 € HT.

La fiche de lot faisant l'objet d'une étude anticipée par rapport au stade de la Mission 3 sera rémunéré au montant actualisé prévu au marché soit 7 276,50 € HT affecté au stade de la Mission 1. Cette somme et la

réalisation de la fiche de lot correspondante (Cavalade Ouest) seront soustraites en conséquence de la Mission 3.

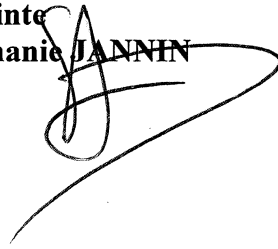
**Décide en conséquence :**

- d'autoriser la réalisation de la fiche de lot du secteur Cavalade Ouest par transfert de la mission 3 à la mission 1 du contrat, afin de permettre le bon déroulement du projet d'internat régional, et sans modification du montant global du marché,
- d'approuver les termes de l'avenant n° 2 au dit contrat et du nouveau tableau des honoraires, tels qu'annexés à la présente,
- de dire que les crédits correspondants (7 276,50 € HT) seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier (chapitre 908241),
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 17.09.2014

Pour Monsieur le Maire, Madame la Première  
Adjointe  
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 18.09.2014  
Notifiée le :



## PROJET D'AVENANT N° 2

### A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

**Ministère, collectivité territoriale ou établissement :**

Ville de MONTPELLIER  
1 place Georges FRECHE  
34267 Montpellier cedex 2

*Représenté par*  
Monsieur Le Maire

**Titulaire du marché :**

Le groupement d'entreprises groupement conjoint ANMA / BOUDIER  
*Représenté par*  
Monsieur le Directeur,

### B. Renseignements concernant le marché

*Objet du marché :*  
Zac Port Marianne-République:concours en vue du choix d'un urbaniste

*N° du marché :*  
9G118332

*Notifié le :*  
09 août 2013

Montant initial du marché : 823 392,50 € HT actualisé à 855 916,51 € HT  
Montant du marché modifié par l'avenant n° 1 : 871 457,04 € HT

---

*Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :*

### E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A ..... , le

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2014/0313

**Décision d'Ester Protection Fonctionnelle  
COSSON Mickaël Ville de Montpellier/SEHAKI  
Reynald**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

**Considérant :**

- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense de la Ville et de Mr COSSON Mickaël par l'intermédiaire de la SCP VINSONNEAU-PALIES NOY GAUER & Associés/SEHAKI Reynald dans le cadre de l'agression dont a été victime Mr COSSON Mickaël, Brigadier Chef Principal, dans l'exercice de ses fonctions, le 4 avril 2013.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville et de Mr COSSON Mickaël devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire par l'intermédiaire de la SCP VINSONNEAU-PALIES NOY GAUER & Associés ;
- De verser le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville, prélevées sur la ligne budgétaire 14810.

Montpellier, le 16/05/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 17/05/2014  
Notifiée le :



**Attribution d'un marché public en appel d'offres  
ouvert pour la location de tentes et de matériels de  
réception, de cabines WC autonomes et bungalows  
4D0033**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à la location de tentes et de matériels de réception, de cabines WC autonomes et bungalows,
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 33 3° alinéa 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics sous la forme d'un marché (N°4D0033), en date du 20 juin 2014. Le marché est conclu pour une durée initiale de un an à compter de la date de notification du marché. Le marché peut être reconduit par périodes successives de un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans.
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°1 (location de tentes et de matériels de réception) étaient les suivants : le prix pour 40% et la valeur technique pour 60%.
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 09 septembre 2014, a attribué le lot n°1 du marché à la société Spectacle Méditerranée Location (SML) 17 chemin du four à chaux 34 660 COURNONTERRAL, cette société ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°2 (location de cabines WC autonomes et bungalows) étaient les suivants : le prix pour 40% et la valeur technique pour 60%.
- Que la commission d'appel d'offres dans la séance du 09 septembre 2014, a attribué le lot n°2 du marché à la société SEBACH France 78 RN 113 30 620 BERNIS, cette société ayant présenté une offre jugée économiquement avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer du marché « location de tentes et de matériels de réception, de cabines WC autonomes et bungalows » précité :

- A la société Spectacle Méditerranée Location pour le lot n°1 (avec un minimum de 120 000 € HT et sans maximum de commandes annuelles).

- A la société SEBACH France pour le lot n°2 (avec un minimum de 30 000 € HT et sans maximum de commandes annuelles).

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 6135, tous chapitres.

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres.

Montpellier, le 15/09/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA



Publiée le : 16/09/2014

Notifiée le :



Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2014/0316

**Marché passé selon une procédure adaptée pour une  
mission d'accompagnement de la Ville de Montpellier  
pour la préparation et le mise en oeuvre du Pedt.  
Avenant n° 1**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1346/T/R donnant délégation de signature à Mme Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire déléguée à l'Education ;

**Considérant :**

- Qu'il a lieu de procéder à l'approbation d'un avenant au marché N°4B00371101, d'un montant initial de 80 000 € HT, relatif à une mission d'accompagnement de la Ville de Montpellier pour la préparation et la mise en œuvre du Projet Educatif Territorial (PEdT)
- Qu'à la suite d'une demande d'approfondissement de l'étude initiale concernant les métiers de la filière animation, il s'avère nécessaire d'étudier plus précisément les métiers de responsable et de responsable adjoint de centre de loisirs, impliquant un avenant au marché initial pour un montant de 13 350 € HT, ce qui porterait donc le montant global du marché à 93 350 € H.T.

**Décide en conséquence :**

- D'approuver l'avenant précité au marché n° 4B00371101 passé avec l'entreprise KPMG pour un montant de 13 350 € HT ;
- De dire que cette dépense sera imputée sur le budget de la Ville, Nature 6233 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer l'avenant au marché N°4B00371101 et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.

Montpellier, le 17/09/2014

Pour Monsieur le Maire, Madame l'Adjointe  
déléguée  
Isabelle MARSALA

Publiée le : 18/09/2014  
Notifiée le :

# AVENANT N° 1

## A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

### Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER  
1 place Georges Frêche  
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Titulaire du marché : KPMG

## B. Renseignements concernant le marché

*Objet du marché :* **Marché à procédure adaptée pour l' accompagnement pour la préparation et la mise en oeuvre du projet éducatif territorial de la Ville de Montpellier**

*N° du marché :* **4B00371101**

*Notifié le :* 19/03/2014

*Montant initial du marché :*

*Montant HT :* 80 000 Euros

*Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :...../...../.....*

## C. Objet de l'avenant

### ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour le motif suivant :

- Des questions relatives aux centres de loisirs ont été soulevées par les personnels de la filière animation suite à la mise en œuvre du Pedt
- Une étude complémentaire approfondissant les métiers de responsable et responsable adjoint des centres de loisirs doit être lancée

## ARTICLE 2

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à 13 350 € H.T.

Le montant du contrat est donc porté à 93 350€ H.T soit une augmentation de 16.68% par rapport au montant initial du marché.

## ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

## ARTICLE 4 : Durée du marché

3 mois à compter de la notification

### D. Signatures des parties

A ..... , le

L'entrepreneur,

Pour Monsieur Le Maire  
l'Adjointe Déléguée,

### E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A ..... , le

**MISSION GRAND COEUR**  
**Droit de préemption urbain**  
**Propriété TORTON**  
**11 rue de l'Université - Lots 3 et 5**  
**Exercice du droit de préemption**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Monsieur le Maire le 29 avril 2014 (n° 2014/1351/T/R);
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan de sauvegarde et de mise en valeur approuvé par décret du Conseil d'Etat le 1<sup>er</sup> septembre 1977;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2013 ;
- Vu l'estimation des services fiscaux du 8 septembre 2014.

**Considérant :**

- que le 25 juillet 2014, Madame Muguette TORTON a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un local commercial avec cave constituant les lots 3 et 5 de la copropriété située 11 rue de L'Université, cadastrée section HR 90, au prix de 50.000 €, commission d'agence d'un montant de 5.000 € comprise.
- que la politique locale de l'habitat et de dynamisation du commerce mise en œuvre par la Ville de Montpellier, se traduit en application de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme, par des actions en faveur du renouvellement urbain, de lutte contre l'insalubrité, de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine bâti, et de revitalisation du commerce ;

- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur";
- que par délibération en date du 7 octobre 2013, la Ville a défini un nouveau programme et un nouveau périmètre à partir de potentialités foncières et immobilières identifiées et évaluées ;
- que sur la base de ce programme et de ce périmètre, la Ville a décidé de confier la réalisation de l'opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier en vertu des articles L 300-4 et L 300-5-2 du Code de l'urbanisme ;
- que le 3 décembre 2013 la Ville a conclu avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier une concession d'aménagement "Grand Cœur 2013-2020";
- que le bilan prévisionnel de la concession d'aménagement relative à cette opération, établi sur une période de 7 ans, prévoit notamment des opérations de restructuration de commerces ou d'activités (acquisition, restructuration, location ou revente) et de création de surfaces nouvelles en rez-de-chaussée d'immeuble (4 600 m<sup>2</sup>) ;
- que ledit bien immobilier est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus ;
- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier, au vu des objectifs ci-dessus, afin de faire respecter les conditions des baux commerciaux, d'exercer un contrôle sur la qualité des activités commerciales et de pouvoir agir sur les activités futures en cas de cession de bail.

**Décide en conséquence :**

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété de Madame TORTON, située 11 rue de L'Université, cadastrée section HR 90, au prix de 50.000 € (commission d'agence de 5.000 € comprise) ;
- que la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers payeur et que le bien lui sera ensuite cédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.

Montpellier, le 16 SEP. 2014

Pour Monsieur le Maire, Madame la Première  
Adjointe  
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 18/09/2014  
Notifiée le :

